

25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140019-6

Page Denied

25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140019-6

RAPPORT POLITIQUE

DU COMITÉ CENTRAL

PRÉSENTÉ AU CINQUIÈME CONGRÈS

DU

*PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE*

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140019-6

Imprimerie RICHARD
24, rue Stephenson,
PARIS (18^e)

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140019-6

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER	7
Le développement du mouvement socialiste en Serbie.....	8
Le mouvement socialiste en Croatie.....	10
Le mouvement socialiste en Slovénie.....	12
Le mouvement socialiste en Bosnie et Herzégovine.....	13
La création du Parti communiste de Yougoslavie.....	16
CHAPITRE II. — Les conditions politiques, économiques et sociales dans la période de la création du P.C. de Yougoslavie	19
CHAPITRE III. — Le développement et l'activité du P.C.Y. dans la clandestinité, au cours des premières années qui suivirent l'interdiction du Parti, c'est-à-dire après la promulgation de la Loi sur la protection de l'Etat	29
La lutte pour une ligne juste dans la question nationale au sein du P.C.Y.	32
CHAPITRE IV. — La situation politique dans le pays durant la période comprise entre 1934-1941	45
CHAPITRE V	53
CHAPITRE VI. — La période de la lutte de Libération nationale des peuples yougoslaves et le P.C.Y.	59
CHAPITRE VII. — L'activité du Parti Communiste de Yougoslavie dans l'édification du nouvel Etat. - La République Fédérative Populaire de Yougoslavie	129
L'arrivée du Gouvernement du Docteur Choubachich à Belgrade et la formation d'un Gouvernement commun	137

JOSEPH BROZ TITO

RAPPORT POLITIQUE

DU COMITÉ CENTRAL
PRESENTÉ AU CINQUIÈME CONGRÈS
DU
*PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE*

LE LIVRE YOUGOSLAVE

948

Camarades,

Presque vingt années se sont écoulées depuis le IV^e Congrès du Parti communiste de Yougoslavie. C'est là un cas unique dans l'histoire du mouvement ouvrier en général. Mais, lorsqu'au cours de ce rapport, j'aurai exposé les difficultés par lesquelles notre Parti a dû passer, il vous sera plus facile de comprendre pourquoi il n'a pas tenu de congrès depuis si longtemps.

Le présent Congrès, V^e Congrès du PCY, se déroule dans des conditions particulières, au milieu d'une radicale transformation sociale de notre pays, de l'édification du socialisme dans la nouvelle Yougoslavie. Il a lieu à la suite des nombreuses victoires remportées par notre Parti au cours de la grande lutte de Libération nationale dans laquelle P.C.Y. a brillamment triomphé de toutes les épreuves, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière; il a lieu à la suite des grands succès que le Parti, comme force dirigeante de notre pays, a obtenus dans l'œuvre de reconstruction et d'édification du socialisme dans la Yougoslavie nouvelle.

C'est le premier congrès où notre Parti est puissant et uni, comme jamais il ne l'a été. Cette unité a été acquise au prix de grands efforts et d'une longue lutte contre les différents groupes et fractions qui, des années durant, rongèrent l'organisme du Parti, après une lutte menée pour la pureté de notre Parti, pour l'éducation théorique et politique de ses membres, pour sa bolchévisation. Ce fut un long et pénible processus dans les conditions particulièrement difficiles d'une absolue illégalité qui dura plus de 25 années au cours desquelles notre Parti fut exposé à d'incessantes et cruelles persécutions qui, notamment sous la dictature du 6 Janvier, prirent un caractère des plus rigoureux, se transformant en une véritable extermination des membres du Parti et de la jeunesse communiste.

C'est avec fierté que nous pouvons regarder aujourd'hui derrière nous le chemin glorieux et malaisé parcouru par le PCY qui, 28 années durant, a su résister à toutes les tempêtes pour devenir enfin

— 6 —

le guide du peuple, reconnu par tous, dans la guerre libératrice aussi bien qu'à l'heure actuelle, dans l'édification du socialisme.

Ce rapport a pour tâche en premier lieu de retracer sommairement la physionomie de notre Parti dans les diverses périodes de son développement, d'indiquer les faiblesses et les carences fondamentales dans le processus de son évolution et de sa lutte, de montrer son rôle dans l'ancienne Yougoslavie, dans la grande guerre de libération nationale et dans l'édification du socialisme, à l'époque actuelle. Mais, pour donner un tableau clair de ce développement, nous devons examiner les conditions dans lesquelles fut créé le PCY, c'est-à-dire la situation aux points de vue politique, national, social, et culturel de notre pays à l'époque de la formation du Parti. Après quoi, afin de mieux comprendre maintes faiblesses au sein de notre Parti, il sera nécessaire de montrer aussi en quelques mots sur quels fondements fut bâti le P.C.Y., et où il plonge ses racines en tant que Parti et avant-garde de la classe ouvrière de Yougoslavie. Aussi vais-je faire brièvement l'historique du mouvement socialiste avant la première guerre mondiale, en Serbie, en Croatie, en Slovénie, en Bosnie et Herzégovine, c'est-à-dire dans des régions qui ont vécu dans des conditions culturelles et sociales différentes, partagées entre plusieurs Etats.

Dans son enfance, le mouvement socialiste et syndical de classe a passé, dans les pays de la Yougoslavie actuelle, par les mêmes phases que les mouvements de l'Europe occidentale, avec la seule différence qu'il s'agissait ici de pays bien plus arriérés, tant au point de vue culturel qu'au point de vue industriel et que, d'autre part, ce mouvement se développait en majeure partie sous l'oppression nationale de l'Autriche-Hongrie, se trouvant, par conséquent, en butte à des persécutions bien plus dures qu'ailleurs.

Vers 1870-1880, la classe ouvrière des régions slaves de l'Autriche-Hongrie se trouvait dans une situation particulièrement difficile. D'une part, la production de ces régions, essentiellement artisanale et manufacturière, subissait précisément à cette époque une crise grave, le capitalisme ayant déjà commencé à l'étouffer par suite du développement rapide de l'industrie en Autriche et en Hongrie. Il va de soi que cette production artisanale et manufacturière ne pouvait résister à la concurrence de la production industrielle, même au prix d'une excessive prolongation de la journée de travail (de 14 à 16 heures, et même davantage) ; aussi, dès 1890 des grèves éclatèrent en Croatie pour la journée de 12 heures et pour une augmentation des salaires qui étaient scandaleusement bas. D'autre part, à cette époque là, les capitalistes exploitaient à outrance les ouvriers, car la jeune bourgeoisie industrielle s'efforçait de s'enrichir le plus vite possible sur le dos des salariés, ce qui était d'autant plus facile qu'il n'y avait pour ainsi dire point de législation ouvrière. Les choses n'allaient pas mieux en Serbie à ce point de vue. Une production presque exclusivement artisanale s'y est maintenue à peu près jusqu'à l'unification. Le retard industriel y était même plus grand que dans les régions austro-hongroises mentionnées ci-dessus, de sorte que, dans les ateliers artisanaux serbes, la vie ouvrière ne pouvait guère être meilleure.

C'est pour toutes ces raisons que les ouvriers cherchèrent à former des organisations politiques et syndicales afin de mener plus efficacement la lutte pour l'amélioration de leur position deve-

me insupportable. Et, en effet, dès 1865, à Zagreb et dans quelques autres localités de Croatie, furent déclenchées les premières grèves, organisées par les typographes. Des associations, dites « confréries », furent formées, qui tout en n'ayant naturellement pas encore le caractère d'organisations syndicales, n'en furent pas moins les premiers essais d'organisation des ouvriers pour une lutte plus efficace contre la cruelle exploitation dont ils étaient l'objet.

En Slovénie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et même en Serbie, le mouvement socialiste s'annonçait déjà vers 1870. Il n'était évidemment pas encore question d'organisations politiques socialistes, mais dès cette époque, des journaux paraissaient, autour desquels se rassembla tout d'abord l'intelligentsia la plus progressiste. Plus tard, lorsque les bases des premières organisations socialistes furent déjà posées, des ouvriers adhérèrent aussi au mouvement.

Dans les années 1870, 1880, 1890 et suivantes, ce mouvement subit une forte influence de la social-démocratie allemande, dirigée alors par Lassalle, Bebel et A. Liebknecht, et plus tard, celle de Kautsky et des Autrichiens Adler et Bauer. Mais il faut dire aussi que le mouvement socialiste dans les pays de la Yougoslavie actuelle n'a pas échappé à l'influence du révisionniste bien connu Bernstein, ni même à l'influence de l'anarchisme de Most. Il est donc évident que les partis social-démocrates chez les peuples youslaves, existant à la veille de l'unification, c'est-à-dire en 1919, souffraient tous des mêmes maladies que les partis sociaux-démocrates allemand, autrichien et autres, à savoir, du révisionnisme, de l'opportunisme, du réformisme, ainsi que de la trahison ouverte et du conformisme de certains chefs qui se mettaient au service de la bourgeoisie pour sauver le système social capitaliste lequel, sous les coups puissants de la Grande révolution d'Octobre, commençait à chanceler dans nombre de pays européens.

Le développement du mouvement socialiste en Serbie

Dès 1871 Svetozar Markovitch commençait à publier le journal « Radnik » (L'Ouvrier). Ensuite parurent les journaux et revues « Javnost » (L'opinion publique), « Rad » (Le travail), « Oslobođenje » (La libération) — sans parler de toute une série d'autres périodiques que les successeurs de Svetozar Markovitch éditérent jusque vers 1890. A cette époque, le mouvement socialiste revêtait en Serbie un caractère presque exclusivement corporatif. Il était assez faible; la confusion théorique régnait encore — l'utopisme,

l'anarchisme et les premières notions du marxisme, se brouillaient dans l'esprit des socialistes d'alors. C'est seulement vers 1890 que la doctrine scientifique de Marx commença à pénétrer dans le mouvement socialiste. En 1895 parut d'abord le journal « Le social-démocrate », puis, en 1897, la « Gazette ouvrière ».

Sous la direction de Dimitrié Toutsovitch et de R. Dragovitch fut préparé et tenu, en 1903, le Congrès constitutif du Parti social-démocrate serbe, qui adopta un programme semblable à celui d'Erfurt. Marxiste des plus conséquents, Dimitrié Toutsovitch mena une lutte âpre contre ceux des sociaux-démocrates, qui, tels Skerlitch ou Lapchevitch, préconisaient la nécessité de collaborer avec la bourgeoisie.

Il s'agissait, en fait, de la première opposition opportuniste au sein du Parti social-démocrate (opposition qui publia même son journal, « Svest » (La conscience)). Ces opportunistes voulaient transformer le Parti social-démocrate en un simple satellite des partis bourgeois qui se cachaient sous le masque de la démocratie. Au second Congrès, en 1904, cette tentative fut enrayée par la décision du Congrès de repousser toute collaboration avec la bourgeoisie. Toutsovitch eut à lutter également contre Milorad Popovitch qui défendait obstinément le point de vue selon lequel les syndicats devaient être autonomes, indépendants du Parti socialiste, alors que Toutsovitch prétendait au contraire que les syndicats devaient être contrôlés et dirigés par ce parti. Cette lutte au sujet des syndicats dura plusieurs années, c'est-à-dire jusqu'au IX^e Congrès, en 1911.

Dimitrié Toutsovitch se montra aussi intransigeant envers les « direktachi », c'est-à-dire les anarcho-syndicalistes (Sima Markovitch et autres) du Parti socialiste serbe. Il leur résista fermement. Les « direktachi » estimaient que la classe ouvrière n'avait nullement besoin d'un parti politique, que les syndicats, c'est-à-dire la lutte syndicale, suffisait au prolétariat. Toutsovitch disait : « Marx a affirmé que le prolétariat doit se concentrer en un parti politique autonome, s'il veut réaliser ses idéaux, et je reste fidèle à ce principe. Si l'on me demande des concessions sur ce point, sachez que, toute ma vie je m'opposerai à ce qu'on en fasse, car il n'y a pas de progrès dans le mouvement syndical si celui-ci n'est pas partie intégrante de la social-démocratie, sinon par son organisation, du moins par ses idées ». Telle fut, relativement à la question syndicale la position juste de Toutsovitch, c'est-à-dire du Parti social-démocrate serbe.

Le troisième problème assez important pour susciter une lutte aiguë au sein du Parti social-démocrate serbe, fut le problème touchant à l'activité du parti à la campagne. Lapchevitch et les « direktachi » désapprouvaient Toutsovitch, qui voulait introduire des paysans dans le Parti social-démocrate.

— 10 —

Au IX^e Congrès, Toutsovitch remporta la victoire sur le courant opportuniste de Laptchevitch qui donna alors sa démission de président, et auquel Toutsovitch succéda.

Lors du Congrès extraordinaire convoqué sur la proposition de Toutsovitch, son point de vue sur l'activité et l'organisation du parti à la campagne fut adopté et inséré dans le programme du parti. Le résultat s'en fit sentir aussitôt après le Congrès, car dès avant la Première guerre mondiale, en 1914, le Parti social-démocrate serbe comptait dans les villages 2.300 membres, si bien qu'aux élections parlementaires de 1912, il obtenait 30.000 voix dont 24.000 voix paysannes.

L'épuration intérieure du Parti social-démocrate serbe, c'est-à-dire cette lutte que le noyau sain et fidèle au marxisme, avec Toutsovitch en tête, mena contre les divers éléments opportunistes, anarchistes et conformistes, fit que le Parti social-démocrate serbe maintint son caractère de classe et fut, à la veille de la guerre, en 1914, le seul parti socialiste, après le Parti social-démocrate bolchévik, qui s'éleva contre la guerre, en votant au Parlement contre les crédits militaires. Ceci fut reconnu par Lénine lui-même. Toutefois, malgré ces côtés positifs, le Parti social-démocrate serbe restait chargé d'un lourd héritage négatif légué par les Partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale. Après la mort de Dimitrié Toutsovitch (tombé à la guerre, en 1914), les éléments opportunistes du type Laptchevitch, Mouzikravitch et autres, prirent de nouveau le dessus et, jusqu'à l'union avec les autres partis, en 1919, régnèrent en maîtres dans le Parti socialiste.

Le mouvement socialiste en Croatie

Bien que le mouvement ouvrier syndical ait commencé à se développer dans certaines branches, comme par exemple dans la typographie, dès 1880, au plus fort des persécutions ouvrières exercées par les autorités austro-hongroises — le mouvement politique ouvrier ne parvint à s'organiser qu'après 1890. Jusqu'à cette époque c'était principalement la presse socialiste allemande qui parvenait en Croatie, et le mouvement socialiste croate se ressentait de l'influence des divers courants du mouvement socialiste allemand, de Bebel et Lassalle en premier lieu, et aussi de l'anarchiste Most. Ce n'est qu'en 1892 que commença à paraître à Zagreb, en langue croate, le premier journal socialiste « Sloboda » (La liberté). En 1894

— 11 —

eut lieu la première conférence socialiste et, aussitôt après, le premier Congrès constituant. A cette occasion, le programme et le statuts du Parti social-démocrate croate furent élaborés, ou pour mieux dire, le programme de Hainfeld du Parti social-démocrate d'Autriche, fut adopté.

Le mouvement social-démocrate en Croatie était exposé à de violentes persécutions de la part des autorités austro-hongroises. Après le II^e Congrès, tenu en 1896, le mouvement social-démocrate s'étendit rapidement à la campagne. Dans les grandes propriétés foncières de Slavonie et du Srem, un nombre considérable d'ouvriers agricoles adhèrent au mouvement socialiste. Ce renforcement du mouvement ouvrier de classe gênait non seulement les autorités austro-hongroises mais aussi la bourgeoisie du pays qui suivait avec haine et angoisse cet accroissement de l'influence socialiste s'exerçant aussi bien sur la classe ouvrière que sur partie pauvre de la paysannerie dans certaines régions de Croatie. En proclamant partout que les sociaux-démocrates étaient des athées, des éléments antinationaux, la bourgeoisie parvint à séparer une partie des travailleurs du mouvement ouvrier de classe et à créer une organisation à caractère nationaliste, nommée « Parti ouvrier croate », qui subit l'influence idéologique des adeptes de Frank. Ce parti créa dans son sein des syndicats ouvriers.

Outre les tentatives de scission entreprises par la bourgeoisie fidèle à l'Autriche-Hongrie afin d'empêcher le renforcement du mouvement social-démocrate en Croatie, les autorités en vinrent, elles aussi, à des mesures extrêmement sévères en vue de liquider le mouvement ouvrier de classe. A partir de 1894, le comte hongrois de sinistre mémoire, Kouen Hedervary, venu à Zagreb en 1883 en qualité de « ban » croate, ne cessa de remplir les prisons et les casernes d'ouvriers et de paysans qui avaient osé se révolter contre la tyrannie hongroise.

En outre, le mouvement des masses revêtait à cette époque un caractère de lutte contre l'oppression nationale exercée par les dirigeants hongrois — et le mouvement socialiste ouvrier prit, comme de juste, une part des plus actives dans cette lutte. Le comité central du Parti social-démocrate fut arrêté et les condamnations prononcées contre les ouvriers et les paysans s'élevèrent au total, d'après le journal « Sloboda », à 125 années de détention. Ces persécutions portèrent un coup violent au mouvement socialiste qui resta sans direction jusqu'en 1900.

Etant donné que Kouen Hedervary avait interdit tout parti politique, le parti socialiste dut vivre dans la clandestinité et s'entendit avec certaines organisations de l'opposition en vue de mener une

— 12 —

lutte commune contre la tyrannie du « ban ». Afin de lutter contre le régime, le Parti socialiste entra, en 1906, dans la coalition serbo-croate qui, arrivée au pouvoir en Croatie en 1907, permit au mouvement syndical de classe d'exercer son activité.

En 1906 eut lieu le IV^e Congrès du Parti social-démocrate croate auquel prit part un grand nombre de délégués paysans. A cette époque le mouvement socialiste coopératif était passablement développé en Croatie, tant celui de la consommation et du crédit, que celui de la production.

Il convient de souligner que durant de longues années, c'est-à-dire jusqu'en 1914 — année où il fut définitivement interdit — le parti socialiste collabora avec les partis bourgeois contre la tyrannie hongroise et autrichienne. Cette collaboration n'a pas été sans laisser certaines traces dans le Parti, où les éléments petits-bourgeois exerçaient une forte influence. Mais, grâce aux grèves fréquentes pour une amélioration économique des conditions de vie ouvrière — grèves qui, du temps de Kouen Hedervary, prirent de vastes proportions et se transformèrent de grèves économiques en grèves politiques revendiquant le droit de vote secret, la journée de 12 heures et, plus tard, celle de 8 heures, la liberté d'organisation et de réunion, la liberté de la presse, etc... — grâce à ces grèves il se forme un solide cadre de militants ouvriers qui empêchèrent les divers réformistes du type Boukchek, Koratch et autres de convertir totalement le Parti social-démocrate en un appendice des partis bourgeois, dépourvu de caractère de classe. Les deux réformistes susnommés, qui se trouvaient dans la direction du Parti social-démocrate croate, furent parmi les premiers, en 1918, à tourner le dos à la classe ouvrière pour se mettre au service de la bourgeoisie, afin de la préserver du danger révolutionnaire qui la menaçait. Ce qui leur valut des postes avantageux dans divers ministères, mais pour fort peu de temps.

Le mouvement socialiste en Slovénie

En Slovénie également, le mouvement ouvrier de classe commence à se développer entre 1870 et 1880, et dès 1883, éclate la première grève des mineurs qui revendiquaient une amélioration des conditions de vie. Le mouvement socialiste slovène, tout comme celui de Croatie, se développa sous l'influence de la social-démocratie allemande, à la différence de celui de Trieste qui subissait l'influence du mouvement socialiste italien. Mais plus tard, lorsque vers 1890 le mouvement socialiste autrichien avec Adler en tête, devint fort

— 33 —

et indépendant, le mouvement social-démocrate slovène non seulement subit fortement son influence, mais encore fut très solidement lié à lui au point de vue organisation. Au Congrès constitutif tenu à Hainfeld, en 1888, et au cours duquel le Parti social-démocrate autrichien fut réformé, assistait également un délégué des socialistes slovènes. Mais, dès 1896, lors du V^e Congrès du Parti social-démocrate autrichien, le centralisme du parti fut brisé et l'on adopta le système fédéral d'organisation. C'est à cette occasion que fut constitué le Parti social-démocrate slovène, sous le nom de « Parti social-démocrate yougoslave ». Cette dénomination est très significative et marque la tendance à l'unification des Slaves du Sud, manifestée tout particulièrement par les ouvriers.

Les premiers journaux socialistes « Zora » (L'aube) et « Delavski list » (le Journal ouvrier) commencèrent à paraître à Trieste en 1900 et 1901 ; plus tard ce furent « Delavec » (l'Ouvrier), « Svoboda » (la Liberté), etc., à Lioubliana. Jusqu'alors on ne lisait, en général, que la presse ouvrière de langue allemande. A la tête de ce mouvement se trouvait Edbin Kristan.

En raison de l'industrialisation de la Slovénie, qui était alors une province autrichienne, le mouvement socialiste slovène fut de tous les partis sociaux-démocrates (serbe, croate et mêmes bosniaque), le premier qui perdit son caractère artisanal. Les ouvriers industriels de Trieste, de Goritsa, de Lioubliana, Tsélié, Jessenitsa, Maribor, et des centres miniers, constituèrent la base essentielle du Parti social-démocrate de Slovénie ainsi que du mouvement syndical de classe — le plus fort appui du parti.

Le Parti socialiste slovène, lui non plus, ne put échapper aux divers courants non-marxistes. Là aussi les anarchistes de Most essayèrent de prendre racine. Mais, le plus grand danger pour les ouvriers, était représenté par les organisations cléricales. Malgré tout, le parti réussit par une lutte quotidienne à éduquer un bon nombre de militants ouvriers qui, plus tard, lors de l'unification, empêchèrent la direction opportuniste avec Anton Kristan d'entraîner une partie tant soit peu importante du prolétariat slovène dans le camps de la II^e Internationale, et au service de la bourgeoisie.

Le mouvement socialiste en Bosnie et Herzégovine

En Bosnie-Herzégovine le mouvement social-démocrate et le mouvement syndical de classe commencèrent à se développer bien plus tard que dans les pays dont nous venons de parler. Avec l'occupation autrichienne de la Bosnie-Herzégovine, en 1878, le capi-

talisme autrichien pénétra également dans ces régions, y fondant différentes entreprises. C'est seulement en 1905 et 1906 que furent enregistrées les premières grèves — pour la diminution de la journée de travail, l'amélioration des salaires, etc. — revendications des ouvriers du tabac, du bâtiment, de la chaussure, etc... Il y a lieu de souligner ici que les autorités autrichiennes procédèrent dans ces régions à des mesures particulièrement rigoureuses contre les grèves et le mouvement ouvrier en général.

Dans toutes les régions mentionnées plus haut, la classe ouvrière a lutté durement pour l'amélioration des conditions de travail. Elle a payé cher son droit à la journée de 8 heures, son droit de fêter le 1^{er} Mai, son droit à une augmentation des salaires et à l'octroi de certains droits politiques, culturels, etc... Ces acquisitions, elle les a gagnées après de longs et durs combats livrés dans les pays qui constituent actuellement l'Etat yougoslave, et grâce à des grèves organisées par les partis socialistes et les unités du mouvement syndical de classe. Après 1880, les grèves commencèrent à prendre une grande envergure dans tous ces pays et notamment en Croatie qui pendant vingt années vécut sous la tyrannie du ban Kouen Hedervary. C'est surtout vers 1910 qu'éclatèrent des grèves de grande envergure — tant économiques que politiques — en Serbie, en Croatie, en Slovénie, en Bosnie-Herzégovine. Les autorités austro-hongroises se livrèrent à d'incessantes persécutions du mouvement socialiste et syndical de classe parce que précisément ce mouvement prenait une part de plus en plus active dans la lutte contre l'oppression nationale qu'exerçaient l'Autriche et la Hongrie.

Telle fut la lutte dans laquelle s'est trempée notre classe ouvrière avant la Première guerre mondiale, et telles sont les traditions que la partie la plus consciente de cette classe a apportées en héritage au Parti communiste.

Nous pouvons résumer comme suit l'historique du mouvement socialiste et syndical de classe avant la Première guerre mondiale :

1) Le précurseur du P. C. de Yougoslave — le mouvement socialiste et syndical de classe — s'est développé pendant 40 années et plus, avant la Première guerre mondiale, et cela dans les conditions les plus pénibles d'exploitation de la classe ouvrière et dans des luttes perpétuelles pour l'amélioration de ces conditions;

2) A cette époque, le mouvement socialiste ne pouvait pas être un véritable mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il n'était pas à même de lutter contre l'ordre capitaliste existant, comme ce fut le cas par exemple pour le parti social-démocrate russe (bolchévik); car, au lieu d'avoir à sa tête des marxistes conséquents et des révolutionnaires intransigeants ayant

— 15 —

passé par l'école du grand Lénine, de son collaborateur Staline et des autres, il eut principalement pour chefs des opportunistes, des révisionnistes, des réformistes et des conformistes, — c'est-à-dire qu'il fut sous l'influence du réformisme allemand ;

3) Une autre faiblesse dont souffrait ce mouvement résidait dans le fait qu'en raison de l'état arriéré de l'industrie il ne renfermait pas, en nombre assez important, de prolétariat industriel, et avait plutôt un caractère corporatif. C'est pourquoi il subissait une forte influence petite-bourgeoise;

4) Il convient de constater qu'en dépit de toutes ses faiblesses, le mouvement syndical de classe dans les pays de la Yougoslavie actuelle, avait dans ses rangs toute une élite de combattants de la première heure, trempés durant des décades dans d'innombrables combats, qui n'ont pas suivi les traîtres à la classe ouvrière, les opportunistes et les réformistes de tout acabit, mais qui, restant fidèles à leur classe, créèrent le P.C. de Yougoslavie. La meilleure des preuves nous est donnée par le fait qu'en 1918 le mouvement socialiste de Yougoslavie, avec une majorité écrasante, repoussa, sous l'influence de la Grande Révolution d'octobre, les opportunistes les plus acharnés, qui préconisaient une collaboration avec la bourgeoisie. Il s'engagea alors dans la voie de la lutte révolutionnaire de classe, la voie de la vraie science marxiste-léniniste, unifia les divers groupes et partis socialistes isolés jusqu'alors, et créa ainsi le parti révolutionnaire de la classe ouvrière — le Parti communiste yougoslave. (Applaudissements);

5) Bien avant la Première guerre mondiale, le mouvement socialiste, dans les pays de la Yougoslavie actuelle, avait, dans son ensemble, des conceptions fausses dans les questions les plus fondamentales, telles que : a) la question nationale; b) la question paysanne; c) la question des rapports avec l'Etat bourgeois — c'est-à-dire la question de la révolution et de la dictature du prolétariat. Donnons un exemple : les socialistes des pays de l'ancienne Autriche-Hongrie, en Slovaquie, et en Croatie notamment, subissant l'influence du marxisme autrichien (austro-marxisme), c'est-à-dire de l'adlérisme, estimaient que la meilleure solution à apporter à la question nationale consistait à donner aux différentes nationalités l'autonomie culturelle dans le cadre de l'Empire. Quant aux socialistes serbes, ils considéraient la question nationale comme l'affaire de la bourgeoisie, celle des socialistes étant de s'intéresser uniquement à la question de la lutte de classe du prolétariat proprement dit. Il va de soi que cette lutte se réduisait en substance à revendiquer une amélioration de la situation de la classe ouvrière dans le cadre de l'ordre social bourgeois. En ce qui concerne la question

— 16 —

paysanne, les uns et les autres maintenaient en fait le même point de vue : le travail parmi les paysans consistait, en général, à s'attirer des voix au moment de la campagne électorale, la paysannerie n'étant point considérée comme une alliée dans la lutte contre le système bourgeois. La position adoptée sur la question de l'Etat et de la révolution, fut modifiée après la victoire de la Révolution d'octobre, lors du Congrès de Voukovar, mais les autres problèmes tels que la question nationale, la question paysanne, la question syndicale, etc., furent, pendant de longues années, un objet de lutttes dans la direction du Parti communiste.

Bien qu'en 1918, avant même le congrès d'unification, une scission se fût produite dans les partis socialistes, en sorte que les opportunistes les plus endurcis tels que Koratch, Boukchek, Anton Kristan, Mouzikravitch et autres, se mirent ouvertement à collaborer avec le régime de l'époque, c'est-à-dire avec la bourgeoisie; bon nombre de gens, à orientation sociale-démocrate et petite-bourgeoise, réussirent à se glisser dans le Parti nouvellement créé; certains d'entre eux, n'ayant pas voulu par la suite, renoncer à leurs tendances, quittèrent le Parti ou en furent exclus, d'autres, par leurs conceptions erronnées, entravèrent longtemps encore le développement régulier du PCY ; nous y reviendrons plus loin.

La création du Parti communiste de Yougoslavie

Le premier Congrès, c'est-à-dire le Congrès d'unification des partis et groupes socialistes, eut lieu en avril 1919, à Belgrade, sur l'initiative du Parti social-démocrate serbe.

Le nouveau parti fut dénommé Parti socialiste ouvrier (communiste) de Yougoslavie. Les socialistes de Slovénie ne participèrent pas à ce congrès sous prétexte qu'ils ne voulaient pas diviser le Parti socialiste slovène, car leur aile droite, c'est-à-dire les chefs opportunistes, ne désiraient pas l'unification. Dans ce nouveau Parti entrèrent lors du Congrès : le Parti social-démocrate serbe tout entier, le Parti social-démocrate de Bosnie-Herzégovine, le Parti socialiste dalmate, l'énorme majorité des membres du Parti social-démocrate de Croatie et de Slovénie qui avaient désavoué leur direction félonne, les organisations de Voïvodina, le groupe de Pelagitch, également de Voïvodina, ainsi que des groupes de Macédoine et du Monténégro.

Ce Congrès qui se tint un mois et demi après le Congrès consti-

— 17 —

tutif de la III^e Internationale vota l'adhésion de notre Parti à la III^e Internationale.

Le second Congrès eut lieu au mois de juin 1920 à Voukovar. Le processus d'unification y fut définitivement achevé, mais aussi celui de la défection des chefs les plus opportunistes du mouvement social-démocrate.

Le programme et les statuts du Parti furent adoptés à ce congrès. Les lignes fondamentales de ce programme sont : 1) lutte pour une république soviétique de Yougoslavie; 2) création d'une armée rouge populaire; 3) expropriation et socialisation de la production et du commerce; 4) protection du travail; 5) réquisition des bâtiments et des logis; 6) socialisation des pharmacies, hôpitaux, sanatoria et établissements de bain — dans l'intérêt de la santé publique; 7) enseignement obligatoire pour la jeunesse des deux sexes; 8) séparation de l'Eglise et de l'Etat; 9) abolition des dettes et exemption d'impôts.

Comme on le voit, le programme du P.C.Y. adopté au congrès de Voukovar, avait d'énormes défauts. Premièrement, il n'y est point question de la question nationale, et la question agraire n'y est agitée que du point de vue erroné de la « socialisation » des grandes propriétés foncières. Cependant, dans la résolution de ce même congrès au sujet de la situation politique et des tâches du P.C.Y., il est dit que : « le P.C.Y. continuera à se tenir sur le rempart de l'unité nationale » — formule qui témoigne d'une complète incompréhension de la question nationale. Deuxièmement, la même résolution réclame — en contradiction avec la « socialisation des grandes propriétés foncières », figurant dans le programme — « l'expropriation de tous les grands domaines et leur remise, avec tous les biens mobiliers et sans indemnité aucune, à des conseils paysans constitué par ceux qui cultivent effectivement la terre ». On ne dit point si ces « conseils paysans » distribueront la terre aux paysans. Tout cela dénote, une fois de plus, le point de vue social-démocrate sur la question paysanne. Troisièmement, on parle, d'une part, de la suppression des impôts pour le peuple travailleur et on affirme que seuls les riches seront tenus de payer des contributions, alors que, d'autre part, on envisage l'expropriation et la nationalisation de la production, c'est-à-dire la liquidation du capitalisme, ce qui est une contradiction flagrante.

Le contenu de ce programme montre que notre Parti était alors dans son stade d'enfance, mais il prouve en même temps, qu'en dépit de tous ses défauts, le Parti communiste yougoslave s'était déjà engagé dans la voie d'une âpre lutte révolutionnaire de classe — et c'est ce qu'il y eut de plus positif dans ce programme.

II

**LES CONDITIONS POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES
DANS LA PERIODE DE LA CREATION
DU P.C. DE YUGOSLAVIE**

La Première guerre mondiale a laissé des traces profondes dans toutes nos régions, notamment dans la vie économique, qui, vers fin de la guerre, avait presque totalement périclité, de sorte qu'en rentrant du front, au moment de la dislocation de la monarchie austro-hongroise, presque les 9/10 des ouvriers se trouvèrent sur le pavé, sans travail, sans gagne-pain. En raison du chaos politique qui régnait dans le pays, et de toute une série d'autres facteurs, l'économie se rénovait fort lentement après 1918, ce qui eut de fâcheuses conséquences pour les ouvriers exposés à la plus grossière des exploitations, dans des conditions de travail extrêmement dures et avec des salaires scandaleusement bas. Dans certaines branches de l'industrie, comme par exemple dans les sucreries, sauf en Serbie, les salaires des ouvriers non-qualifiés oscillaient entre 10,12 et 14 couronnes, c'est-à-dire entre 2 dinars et demi et 3 dinars et demi, tandis que ceux des ouvriers qualifiés variaient de 20 à 25 couronnes, soit de 5 à 6 dinars par jour. Notons qu'un kilo de pain coûtait, à cette époque, un dinar et demi, et que les prix des autres denrées alimentaires étaient excessivement élevés du fait que l'économie était ruinée par la guerre et que la spéculation battait alors son plein.

Une situation aussi intenable pour la classe ouvrière suscita de 1918 à 1920, de nombreuses et importantes grèves dans l'industrie et l'artisanat, auxquelles prirent part des centaines de milliers d'ouvriers et ouvrières yougoslaves. La plupart de ces grèves furent organisées par les syndicats de classe qui groupaient alors plus de 300.000 membres. Les grèves les plus importantes furent la grève générale des ouvriers des transports de Yougoslavie ainsi que les grandes grèves des mineurs de Bosnie et de Slovénie. La grève générale des cheminots qui dura 14 jours sans interruption, prit une telle tournure que l'Etat fut obligé de procéder à la mobilisation, et d'avoir

— 20 —

recours aux armes pour contraindre les ouvriers à reprendre leur travail. Contre ces grèves, le régime usa des méthodes les plus brutales, ouvrant le feu sur les grévistes, comme ce fut le cas lors de la grève des mineurs bosniaques qui fut étouffée dans le sang. De même, au cours de la grève des cheminots de Zalochka cesta à Lioubliana, on tira sur la masse des ouvriers et 15 d'entre eux furent tués sur l'ordre du prêtre Korochetz.

Les énormes vagues de grèves qui pendant trois ans — 1919, 1920 et 1921 — déferlèrent sur la Yougoslavie de Versailles, encore mal consolidée, effrayèrent terriblement la bourgeoisie qui ne se sentait pas encore suffisamment forte pour régler définitivement le compte des grévistes, c'est-à-dire la classe ouvrière. Elle fut contrainte de faire des concessions aux ouvriers : augmentation des salaires, diminution des heures de travail et reconnaissance du mouvement syndical comme représentant légitime de la classe ouvrière. Il va de soi que ces concessions n'avaient qu'un caractère temporaire, car la bourgeoisie tremblait devant la situation révolutionnaire qui se dessinait alors en Yougoslavie, en particulier sous l'influence de la Grande Révolution d'Octobre. Pendant que, au sein de la direction centrale PCY, on tergiversait sur la question de savoir si la situation était révolutionnaire ou non, pendant qu'on y discutait de tactique et de stratégie, la bourgeoisie, tout en cédant provisoirement du terrain, examinait prudemment les forces de la classe ouvrière de Yougoslavie et se préparait à une contre-attaque pour le moment qu'elle jugerait propice. Ce moment, comme nous allons le voir, ne manqua pas cependant d'arriver, non pas que la bourgeoisie fût forte, mais parce que le mouvement ouvrier n'avait pas à sa tête une direction révolutionnaire capable d'évaluer la situation et de profiter des faiblesses de l'adversaire pour en venir à bout.

Camarades, quelle était la situation du pays au moment de la soi-disant unification des Serbes, Croates et Slovènes ?

Bien des jeunes, évidemment, ne peuvent pas connaître exactement l'histoire de la formation de la Yougoslavie, créée après la première guerre mondiale, après la dislocation de l'ancienne monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire après la victoire de l'Entente aux côtés de laquelle avait combattu la Serbie. Aussi vais-je examiner brièvement cette question.

Les peuples qui constituèrent le nouvel Etat commun avaient vécu séparés pendant 13 siècles, dans des conditions et sous des influences diverses — tant sur le plan politique que culturel, économique et social. Quoique les aspirations à l'unification des Slaves du Sud fussent de vieille date, il apparut clairement, dès le lendemain de la création de l'Etat SHS (Serbes, Croates et Slovènes), c'est-à-dire

entre 1918 et 1920, que celui-ci contenaient de nombreuses contradictions qui, en raison de l'hégémonie panserbe imposée par la dynastie des Karadjordjevitch et le gouvernement bourgeois, ne manquèrent pas de s'accroître brusquement dès le début. Un des facteurs principaux du malaise provenait de ce que la question nationale était restée pendante, et comme totalement ignorée par la clique au pouvoir qui s'obstinait à prêcher que Serbes, Croates et Slovènes ne formaient qu'un seul peuple sous trois noms différents, faisant totalement abstraction des Macédoniens et des Monténégrins.

La soi-disant unification des Serbes, Croates et Slovènes fut réalisée en 1918 grâce à la large assistance des troupes victorieuses serbes et françaises arrivées en Croatie, en Slovénie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro. Que des troupes serbes soient entrées dans ces régions, rien de plus naturel, — un Etat, une armée. Mais ce qui importe, c'est de savoir dans quel but elles étaient venues et plus encore, dans quel but était venue l'armée française, car à cette époque, ni en Croatie, ni en Slovénie, il n'y avait un seul soldat autrichien ou allemand. Aucun doute n'était possible : ces forces armées étaient venues pour assurer à la bourgeoisie panserbe une position dominante, et pour permettre à la bourgeoisie de tout le reste du pays, c'est-à-dire à celle qui appartenait aux régions en question, de piller librement les masses laborieuses, et en même temps, pour saper le mouvement révolutionnaire des dites régions, lequel commençait à se développer rapidement sous l'influence de la Grande Révolution d'Octobre et à la suite des événements de Hongrie.

Le Monténégro et la Croatie opposèrent à cette unification nationale une forte résistance qui fut étouffée dans le sang, aussi bien dans un pays que dans l'autre. Voilà en quoi consistait la mission des troupes françaises et serbes dans les pays qui venaient d'être annexés.

Quelles furent les formes de cette unification ?

Sous la pression des graves conséquences de la première guerre mondiale et de la Grande Révolution d'Octobre, le mouvement révolutionnaire des masses allait toujours grandissant, surtout dans les pays qui s'étaient affranchis de l'oppression austro-hongroise. Cela ne manqua pas d'effrayer fortement la bourgeoisie de ces pays, qui délèga ses représentants à Belgrade en priant que ces régions fussent réunies à la Serbie et qu'on procédât à la création de l'Etat SHS — Serbes, Croates et Slovènes. Il s'agissait de l'unification de la bourgeoisie sans tenir compte des nationalités, dans le but d'entraver l'extension du mouvement révolutionnaire et d'assurer le partage des biens pillés à la population laborieuse des villes et de la campagne. Le fait que dans ces députations figuraient entre autres d'anciens

— 22 —

idéalistes — d'anciens champions de l'idée yougoslave, c'est-à-dire de l'unification des Slaves du Sud — ne modifia en rien l'état réel des choses. Ces idéalistes comprirent bientôt dans la pratique, comment le roi Alexandre et sa clique avaient conçu le nouvel Etat yougoslave. Les matraques des gendarmes, l'oppression nationale et l'exploitation la plus cruelle des travailleurs — voilà ce que l'unification du roi Alexandre apporta aux peuples de la Yougoslavie d'avant-guerre.

Il ne s'agit pas ici de mettre en doute la nécessité même de la création du nouvel Etat. Loin de là, l'unification des Slaves du Sud était nécessaire; elle correspondait à l'idéal des hommes les plus progressistes des pays dits sud-slaves. Mais, il s'agissait de savoir sur quels principes devait reposer cette unification. Il s'agissait de ne pas permettre qu'une oppression nationale fût remplacée par une autre, que l'exploitation subie par les masses laborieuses sous le règne austro-hongrois, fût remplacée par une exploitation pire encore au profit de la jeune bourgeoisie insatiable du nouvel Etat. Il s'agissait de réaliser le rêve séculaire des peuples qui venaient de secouer le joug austro-hongrois pour vivre égaux et libres dans le nouvel Etat unifié. Il s'agissait de ne pas abandonner les masses laborieuses du nouvel Etat à la merci des exploiters capitalistes, comme elles l'étaient dans la monarchie austro-hongroise.

Dès les élections à la Constituante, en automne 1920, puis à l'Assemblée constituante elle-même, lors de l'élaboration de la Constitution, il se révéla qu'une lutte acharnée devait être engagée contre les conceptions qu'avaient de l'Etat les hégémonistes panserbes avec le roi en tête, lesquels réussirent à promulguer la Constitution dite de Vidovdan, qui imposait à l'Etat une organisation centraliste et niait l'existence de la question nationale en Yougoslavie.

Les élections à l'Assemblée constituante de 1920, se déroulèrent sous le signe de la terreur exercée spécialement contre les communistes. Les gendarmes et la police du ministre Milorad Drachkovitch persécutaient, arrêtaient et même tuaient les militants communistes et les candidats du Parti. Les députés communistes à l'Assemblée constituante protestèrent contre ces persécutions, mais les députés des partis bourgeois et le ministre Drachkovitch lui-même, ne firent que tourner leurs interpellations en dérision.

Qu'est-ce qui apparut le plus clairement lors des débats autour de la nouvelle Constitution ?

1) Il apparut clairement que la bourgeoisie yougoslave était sérieusement alarmée par la vague révolutionnaire qui avait entraîné non seulement la classe ouvrière mais aussi une forte partie de la paysannerie.

2) La classe bourgeoise toute entière, sans distinction de partis, de nationalité ou de religion, était parfaitement unie et fermement décidée à régler ses comptes, de la façon la plus énergique, à la partie la plus consciente de la classe ouvrière, c'est-à-dire à son avant-garde — le Parti communiste et le mouvement syndical de classe. Cette résolution apparut au grand jour dans les discours que les représentants des partis bourgeois prononcèrent au cours des débats sur le projet de Constitution.

Le ministre de l'Intérieur, Milorad Drachkovitch, fut l'adversaire le plus acharné du jeune Parti communiste. Répondant devant l'Assemblée constituante à l'interpellation des députés communistes au sujet de l' « Obznana » (Décret) qui avait été promulguée contre le P.C. et le mouvement syndical de classe, c'est-à-dire contre la lutte de la classe ouvrière pour ses droits, il sut défendre fort efficacement les procédés illégaux du gouvernement Vesnitch et lorsqu'il exposa ses méthodes de lutte contre le PC et la classe ouvrière, il fut l'objet de véritables ovations de la part de la majorité parlementaire. A cette occasion il exposa la ligne directrice du programme du PC adopté au Congrès de Voukovar, en 1920.

Voici ce qu'il dit :

« On proclame un principe, on proclame l'expropriation de la production et du commerce, on fait savoir aux travailleurs des villes, aux ouvriers communistes industriels et agricoles, que les propriétés terriennes seront désormais cultivées à l'aide d'outils et de machines modernes, — ce qui doit servir d'exemple quant à la façon de cultiver la terre — et que les petits et moyens propriétaires se convaincront, dans la pratique, des grands avantages de la culture collective ».

Pour effrayer plus encore la bourgeoisie et obtenir pleine liberté d'action contre le P.C., il poursuivit :

« Lors du Congrès de Voukovar, nos communistes furent les premiers à adhérer à la III^e Internationale. Ils l'ont fait avant tout autre groupe communiste, qualifiant leur acte d'exemplaire, s'en faisant un honneur et acceptant toutes les conditions posées ».

Comme il ressort de tous ses discours et de tous ses procédés, ce monsieur avait fort bien étudié le programme du P.C.Y. Il connaissait aussi les faiblesses de la direction communiste et ne manqua pas de s'en servir pour porter un coup décisif au P.C.Y. et au mouvement syndical de classe en Yougoslavie. Lorsque les députés communistes lui demandèrent, au cours de son discours devant l'Assemblée, comment il s'était procuré tous ces renseignements, il n'hésita pas à avouer qu'il avait un réseau d'espions au sein du P.C.Y., au moyen desquels il suivait très attentivement l'activité de la direction et des

— 24 —

militants. Et lorsqu'il jugea la situation mûre, une nuit il donna l'ordre aux gendarmes et à la police d'occuper les locaux des syndicats et du Parti. A cette occasion il séquestra les archives, etc., et fit arrêter, entre autres, les personnes mêmes qui lui avaient servi de provocateurs, afin qu'elles témoignassent en justice en faveur du régime. Nous voyons donc que, pour sauvegarder le pouvoir des capitalistes, ce ministre avait dressé un plan bien plus efficace que ne l'était celui des chefs du P.C.Y. pour renverser ce pouvoir.

La Constitution de Vidovdan fut conçue de façon à assurer pour une longue période le pouvoir à la classe bourgeoise dominante. En vertu de cette Constitution, le roi jouissait des pleins pouvoirs et n'était tenu de répondre de ses actes devant personne. Voilà ce qui est dit dans l'article 51, V^e partie de la Constitution : « Le roi représente l'Etat dans tous ses rapports avec les autres pays. Il déclare la guerre et conclut la paix ». Dans l'article 52 : « Le roi a le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, mais le décret de dissolution doit contenir l'ordre de nouvelles élections ». Et plus loin : « La personne du roi est inviolable. Rien ne peut rendre le roi responsable et il ne peut faire l'objet d'une accusation ».

Par conséquent, il existait d'une part une soi-disant Assemblée nationale par laquelle le peuple aurait dû faire valoir sa volonté, mais, d'autre part, le roi pouvait dissoudre cette assemblée quand bon lui semblait, si elle n'agissait pas selon sa volonté absolue. Ce n'était donc point le roi qui était responsable devant l'Assemblée, c'est-à-dire devant le peuple, mais, bien au contraire — l'Assemblée, c'est-à-dire le peuple, était responsable devant le roi.

En outre, cette Constitution de Vidovdan était établie de façon à servir de paravent démocratique vis-à-vis de l'étranger, car elle contenait des formules générales telles que : la presse est libre ; la liberté de réunion est assurée. Mais, au fond, toute une série de clauses y étaient insérées permettant de contourner la loi, si bien que, des articles de la Constitution, il ne restait plus que de vains titres.

En résumé : 1) La Constitution du Vidovdan a raffermi pour un certain temps le pouvoir du roi et de sa clique, c'est-à-dire de la bourgeoisie en général ; 2) La Constitution de Vidovdan niait l'existence de la question nationale, c'est-à-dire sanctionnait l'inégalité nationale, créant par cela même les germes de violents conflits qui devaient éclater plus tard, en sorte que le nouvel Etat, la Yougoslavie, n'était pas viable, ce que les événements ne manquèrent pas de démontrer bientôt ; 3) La Constitution laissait à la bourgeoisie yougoslave les mains entièrement libres pour exploiter brutalement le peuple travailleur de Yougoslavie ; 4) La Constitution rendait impossible toute lutte légale du peuple travailleur pour

ses droits politiques et économiques et c'est dans cet esprit que fut promulguée, en 1921, la loi sur la protection de l'Etat qui força le P.C.Y. à passer dans la plus profonde clandestinité. C'est au nom de cette Constitution que la bourgeoisie yougoslave et le roi en tête, gouverna le pays, sous un masque de démocratie, jusqu'en 1929. Ce n'était au fond qu'une dictature, mal dissimulée, de la bourgeoisie dominante et du roi, situation qui dura jusqu'au moment où les contradictions sociales et nationales devinrent à tel point aigües que le roi Alexandre se vit contraint de jeter le masque, de fouler aux pieds la Constitution et de proclamer ouvertement, le 6 janvier 1929, la dictature monarcho-fasciste.

La situation politique dans l'ancienne Yougoslavie, c'est-à-dire la pourriture du régime bourgeois existant, est caractérisée par le fait que dans la période comprise entre 1918 et le 6 janvier 1929 seulement, 24 gouvernements se sont succédés, soit 24 cabinets en 10 ans. Après le 6 janvier, il y eut encore 10 gouvernements — sans compter ceux qui furent formés plus tard à Londres, ce qui fait donc 34 gouvernements en tout jusqu'en 1941 (Rires dans la salle).

Tous ces gouvernements qui, jusqu'à la dictature du roi Alexandre, se sont succédés à un rythme rapide, furent des gouvernements réactionnaires revêtus du déguisement de la démocratie et sous lesquels l'avant-garde de la classe ouvrière, le P.C. de Yougoslavie fut hors la loi, dans l'illégalité ; le mouvement ouvrier syndical de classe fut persécuté, scindé par les chefs sociaux-démocrates et syndicaux réformistes du type Topalovitch, Krekitch, Belitch, etc.

Il est maintenant prouvé que certains d'entre eux, Topalovitch par exemple, ne furent que des agents ordinaires de la police et du régime. Ils dénoncèrent les meilleurs militants de la classe ouvrière, freinant par tous les moyens sa lutte pour l'amélioration des conditions de travail et pour l'augmentation des salaires.

Tous ces gouvernements violèrent la Constitution et les lois sociales. De nombreux scandales, dûs à de grosses fraudes et vols de biens du peuple éclatèrent, devenant le sujet de discussions publiques, pour être brusquement étouffés. Depuis la cour jusqu'aux ministres et aux divers fonctionnaires — tous étaient mêlés à ces escroqueries, à ces vols et à toute cette corruption.

D'énormes richesses du peuple, les mines, les forêts, etc., étaient vendues à l'étranger à des prix dérisoires. Les réparations allemandes disparaissaient dans les poches des spéculateurs, des généraux, des ministres et des membres de la famille royale, et le peuple n'en voyait rien. Le pays demeurait dans un état arriéré tant au point de vue économique qu'à tous les autres points de vue.

— 26 —

La question des invalides était sans cesse « résolue », sans l'être jamais en fait. L'Etat ne prenait aucun soin des victimes de la guerre. Quant à la question agraire, au lieu de lui chercher une solution équitable, on en fit plutôt l'objet de spéculations électorales ou autres. Les terres prises aux beys de Bosnie pour être données aux paysans furent payées très cher par les caisses du Trésor public, c'est-à-dire par le peuple.

Les hégémonistes panserbes, et le roi à leur tête, espéraient pouvoir apaiser la lutte nationale en corrompant les chefs de divers partis, comme par exemple Korochetz (Parti populaire slovène), Spaco (Parti des musulmans bosniaques), etc. Grâce à eux le régime réussissait à s'assurer la majorité au parlement et dans le gouvernement pour combattre ceux parmi les Croates, Slovènes et autres qui luttaient contre l'oppression nationale.

Malgré tout, la question nationale s'exacerbait de plus en plus. En 1925, les gouvernants, le roi en tête, réussirent, bon gré mal gré, à attirer à Belgrade — au parlement et au gouvernement — les représentants du Parti républicain paysan croate avec Raditch. A cette occasion la direction de ce parti abdiqua tout républicanisme et le parti prit le nom de « Parti paysan croate ». Toutefois, le roi et la clique dirigeante n'étaient disposés à accorder effectivement un droit national quelconque ni aux Croates ni à aucun autre peuple de Yougoslavie.

Dans un tel état de choses, le conflit, loin de s'apaiser, se compliquait toujours de plus en plus: un député de la clique au pouvoir, Pounicha Ratchich, tua sur place, en pleine séance du Parlement, à coups de revolver, Pavle Raditch et Djouro Bassaritchek et blessa grièvement Stiépan Raditch et Grandya. Ce crime, commis à la Chambre des députés et organisé par les réactionnaires de l'entourage du roi et en accord avec lui, provoqua des combats de rue à Zagreb et une profonde indignation dans les autres parties du pays. La différenciation entre les éléments réactionnaires, d'une part, et les forces démocratiques, d'autre part, s'étendit et s'approfondit.

Ne pouvant plus continuer à se couvrir du masque de la démocratie, le roi Alexandre abolit la Constitution de Vidovdan, supprima le Parlement et proclama sa dictature monarcho-fasciste. C'est ainsi que se termina cette période de fausse démocratie pour faire place à une période de dictature ouverte, d'oppression nationale et d'exploitation sociale des plus brutales.

La dictature monarcho-fasciste du roi Alexandre était elle aussi inévitablement vouée à l'échec. Ni les tueries de centaines de communistes, ni les bagnes où furent jetés des milliers de militants communistes, ni les persécutions des autres antifascistes, et de la classe

-- 27 --

ouvrière en général, n'ont pu empêcher que le front des adversaires de la dictature devînt toujours plus fort et plus redoutable pour le régime d'Alexandre.

De plus, le roi Alexandre ne réussit pas davantage, après avoir interdit tous les partis bourgeois existants, à créer le système du parti unique qui lui aurait permis de conserver son prétendu parlement. Toutes ses mesures échouèrent et le mécontentement des masses laborieuses et des intellectuels ne fit que grandir. Le roi fut tué en 1934 à Marseille, mais ceux qui, après sa mort, voulurent suivre la même voie — celle de la dictature — essayèrent une défaite. Tous furent obligés de s'en aller, depuis Petar Jivkovitch et Stoïadinovitch jusqu'à Tsvétkovitch et Matchek.

— 10 —

les difficultés — subjectives et objectives — il se développait et s'affermait, lentement il est vrai, mais avec ténacité. Ni les persécutions de la part du régime, ni les luttes de fractions n'ont pu arrêter ce développement, ce qui prouve qu'il s'agissait alors plutôt d'une crise de direction que d'une crise de Parti, et que, dans les rangs du P.C.Y., se trouvait un noyau prolétarien sain qui luttait avec persévérance pour la bolchévisation du Parti et qui, après avoir surmonté toutes les difficultés, finit par remporter la victoire décisive.

Comme nous l'avons vu tout à l'heure, le régime — c'est-à-dire la bourgeoisie régnante — passa en 1920-1921, à une forte contre-attaque. Tirant profit des faiblesses de la direction du mouvement ouvrier, les milieux gouvernants portèrent de rudes coups au P.C.Y. et au mouvement syndical de classe, tout d'abord par l'« Obznana », en 1920, et l'année suivante, par la Loi sur la protection de l'Etat.

De quelles faiblesses s'agissait-il ?

Premièrement, de la faiblesse de la direction du P.C.Y. qui n'était pas à la hauteur de la situation révolutionnaire donnée. Dans une situation révolutionnaire, les grèves seules ne peuvent pas assurer la victoire de la classe ouvrière. Une situation révolutionnaire réclame des moyens révolutionnaires, et en premier lieu, la lutte armée, car il faut s'attendre à ce que la bourgeoisie agisse promptement et énergiquement, afin de devancer la classe ouvrière par des mesures adéquates.

Deuxièmement, en raison de la fausse attitude de la direction du P.C.Y. dans la question nationale et paysanne, la classe ouvrière restait isolée du puissant mouvement paysan, non seulement en Croatie où elle était à l'écart des masses du Parti paysan croate, mais aussi dans les autres régions. Les chefs du P.C.Y. suivaient à cette époque une ligne tout à fait négative, sociale-démocrate, à l'égard de ce mouvement paysan qui était en même temps un mouvement de lutte nationale du peuple croate et des autres peuples, pour conquérir l'égalité de droits. Qui plus est, ils raillaient ce mouvement, qui aurait pu devenir un puissant allié de la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie, pour peu qu'on eût observé, en cette période, une ligne juste tant dans ladite question que dans toutes les autres.

Troisièmement, le P.C.Y. n'était point prêt à recevoir le coup que le régime lui asséna par l'« Obznana » et la Loi sur la protection de l'Etat. Ainsi, lorsqu'après l'attentat contre le ministre Drachkovitch et la tentative d'attentat contre le roi Alexandre, les représentants communistes furent expulsés du Parlement et les principaux chefs et députés arrêtés, le Parti fut décapité et même brisé.

III

**LE DEVELOPPEMENT ET L'ACTIVITE DU P.C.Y. DANS LA
CLANDESTINITE, AU COURS DES PREMIERES ANNEES
QUI SUIVIRENT L'INTERDICTION DU PARTI, C'EST-A-
DIRE APRES LA PROMULGATION DE LA LOI SUR LA
PROTECTION DE L'ETAT**

Camarades,

La période comprise en 1920 et 1928 pourrait être jugée comme la période de l'adaptation de l'activité du P.C.Y. aux conditions illégales, comme la période de développement de notre Parti au milieu d'incessantes persécutions, dont l'intensité variait selon que son activité se faisait plus ou moins sentir. Il va de soi que cette activité ne pouvait pas être bien grande étant donné la faiblesse du Parti.

Qu'est-ce qui entravait le plus le développement rapide du P.C.Y. ? C'était principalement le fait qu'à cette époque les luttes de fractions se poursuivirent sans interruption dans la direction du Parti. Elles se confinaient d'ordinaire dans la direction centrale, mais certains organismes importants du Parti, quelques syndicats, et des particuliers y furent aussi entraînés. C'est au début de 1920 qu'elles commencèrent au sein de la direction et prirent des formes excessivement aiguës à propos des questions relatives à l'appréciation de la situation politique, à la stratégie et à la tactique du Parti. Plus tard, la lutte des fractions fut menée autour des questions nationale, paysanne, syndicale et autres, mais elle eut de moins en moins un caractère de principe, se réduisant à une simple rivalité pour les postes de commande, et cela non seulement dans la direction même du Parti, c'est-à-dire dans le C.C., mais aussi dans les sommets des diverses institutions du mouvement ouvrier.

Les luttes de fractions portèrent d'énormes préjudices au développement du P.C., à sa lutte, au renforcement et à la lutte de la classe ouvrière de Yougoslavie en général. Mais cette période a démontré entre autres choses que, malgré tout, le P.C.Y. avait pris profondément racine dans la classe ouvrière et qu'en dépit de toutes

— 31 —

Ensuite, la faiblesse fondamentale du P.C.Y. en cette période consistait en ce que, pas plus au point de vue idéologique qu'au point de vue de l'organisation, il n'était un parti révolutionnaire bien constitué, reposant sur les principes du Parti bolchévik — depuis les cellules de base, dans les entreprises, jusqu'au sommet — ce qui est une des conditions essentielles pour un parti révolutionnaire contraint de travailler dans les dures conditions de l'illégalité.

On conçoit qu'il n'était pas bien difficile de disperser un tel parti. D'aucuns demanderont peut-être : « Avait-on le temps de créer une véritable organisation du Parti ? ». Oui, pendant trois années de grèves continuelles et de fermentation révolutionnaire on avait le temps de créer une solide organisation du Parti capable d'affronter toutes les situations, d'autant plus qu'on avait déjà la précieuse expérience du Parti bolchévik, l'expérience de la Grande Révolution d'Octobre.

A cette époque-là, Lénine écrivait : « La lutte des classes entre, dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, dans la phase des guerres civiles. Dans de telles conditions, les communistes ne peuvent pas ajouter foi à la légalité bourgeoise ».

C'est ainsi que parlait Lénine au moment où certains pays d'Europe, et surtout la Yougoslavie, se trouvaient dans une situation révolutionnaire. Que fit la direction du P.C.Y. ? Elle s'orienta vers la lutte parlementaire, revendiqua à la Chambre des députés le respect des lois bourgeoises, que le ministère Drachkovitch violait en persécutant le P.C.Y. et les syndicats qui, par leur importance numérique, et leur combativité, étaient alors parmi les plus puissants d'Europe.

Mais les chefs communistes de l'époque, traînaient le boulet de l'opportunisme — ce legs gênant du mouvement socialiste, dont ils ne parvenaient pas à se débarrasser. C'est pourquoi ils ne surent pas et même, en partie, ne voulurent pas, voir et utiliser toutes les possibilités que leur offrait la situation du moment.

Après qu'il eût été interdit, le P.C.Y. commença peu à peu à se remettre. On procéda à l'élection d'un comité exécutif provisoire pour remplacer celui dont les membres étaient arrêtés. Par manque d'expérience, la formation des cellules, unités de base du Parti, avança fort lentement. C'est seulement à partir de 1923 qu'un certain progrès fut réalisé dans les principaux centres, si bien qu'en 1924 des cellules furent formées dans les provinces, dans les petites villes et dans les villages. Toutefois, ces unités étaient encore peu nombreuses et s'appuyaient principalement sur les syndicats qui, avec bien des difficultés, reprenaient leur travail. Le mouvement syndical de classe, c'est-à-dire les « Syndicats indépendants », fut rénové en 1921, mais son développement avançait péniblement, car les ouvriers

— 32 —

ne s'inscrivaient pas volontiers aux syndicats, soit qu'ils fussent divisés, soit pour éviter les persécutions auxquelles leur mouvement était exposé.

Le régime persécutait de toutes façons les « Syndicats indépendants » tandis qu'il venait en aide aux dirigeants opportunistes de l'autre partie du mouvement ouvrier, laquelle freinait la lutte des travailleurs.

Lorsque (jusqu'en 1923) les membres du C.C. du P.C.Y., à l'exception de Sima Markovitch, révinrent du bague, le Parti possédait déjà une organisation suffisamment au point et commençait à utiliser les voies légales, combinant les formes légales et illégales du travail.

En janvier 1923 eut lieu à Belgrade une conférence du Parti dont le but était de procéder à la fondation d'un parti politique légal. C'est ainsi que fut constitué le Parti ouvrier indépendant de Yougoslavie (N.R.P.J.). Il est vrai qu'en fin de séance, la police dispersa l'auditoire, mais le tribunal de première instance de Belgrade jugea que le programme et les statuts du nouveau Parti n'étaient pas contraires aux lois en sorte qu'à partir de cette époque, le Parti ouvrier indépendant de Yougoslavie fut soi-disant autorisé, restant toutefois plutôt à demi légal que légal, car les autorités ne cessèrent d'entraver son activité. Aux élections de 1923, ce Parti recueillit 18.000 voix en tout, mais, dès 1924 il fut définitivement interdit. Cette interdiction fut provoquée surtout, semble-t-il, par le fait qu'à cette époque le P.C.Y. avait déjà pris une attitude plus juste dans la question nationale, dont on discutait dans la presse du Parti ouvrier indépendant. Or, la question nationale ayant été, sans conteste, un des points les plus faibles de la bourgeoisie régnante, celle-ci, avec une énergie farouche, étouffait jusqu'à la moindre tentative de traiter le problème.

La lutte pour une ligne juste dans la question nationale au sein du P.C.Y.

Ce fut en 1922, à la seconde conférence de la Confédération balkanique, à Sofia, que les Yougoslaves furent, pour la première fois, critiqués, par les représentants de l'Internationale communiste, pour leur politique erronée dans la question nationale. A cette époque la « gauche » tout comme la droite suivait encore, en ce qui concerne ladite question, une même ligne, c'est-à-dire une ligne fautive. L'idéologue en la circonstance fut Sima Markovitch qui écrivit plus tard un livre pour défendre son point de vue. Il prétendait

— 3 —

que la question nationale était une question constitutionnelle c'est-à-dire un objet de lutte entre les bourgeoisies rivales et non pas un problème que seul pouvait résoudre le prolétariat, c'est-à-dire une question du ressort de la révolution prolétarienne. Au cours de la même année eut lieu à Vienne la première Conférence du Parti au cours de laquelle éclata un grave conflit entre la fraction de « gauche » la fraction de droite. Une nouvelle direction fut élue, composée uniquement des éléments de droite — qui reçurent 13 voix, tandis que les onze « gauches » quittaient la séance. Bien qu'ayant été déjà critiqués pour leur politique nationale erronée, les chefs du P.C.Y. ne jugèrent pas nécessaire d'aborder sérieusement, à cette conférence, la révision de cette politique et la lutte des fractions y prit un caractère dépourvu de tout principe.

En 1923, toujours à Vienne, se déroula la II^e Conférence du Parti au cours de laquelle, pour la première fois, une attention plus sérieuse fut consacrée à la question nationale. Mais cette fois encore on ne prit pas une position de principe, bien que la direction du Parti fût passée alors entre les mains de la « gauche ».

La troisième Conférence du Parti fut tenue dans le même pays en décembre de la même année. Cette fois enfin une ligne juste fut adoptée sur la question nationale, à savoir que chaque peuple a le droit de disposer de lui-même, y compris le droit de sécession. Adoptée par la « gauche » mais non par la droite de la direction, cette ligne le fut pourtant par tous les membres du P.C.Y. et du Parti ouvrier indépendant de Yougoslavie.

Au cours de cette même conférence l'attitude envers le Parti républicain paysan croate (HRSS) fut aussi révisée, mais la fraction de droite maintint opiniâtrement son ancien point de vue. Mais, après qu'à la V^e séance plénière du C.C. de l'Internationale communiste, le camarade Staline eût critiqué sévèrement Sima Markovitch (Semitch), la fraction de droite modifia, du moins en paroles, son point de vue, au III^e Congrès du Parti tenu en 1926 à Vienne. C'est ainsi que finalement le P.C.Y. adopta, dans son ensemble, une attitude de principe correcte au sujet de la question nationale.

A la troisième conférence du Parti, à Belgrade, les deux fractions s'affrontèrent en outre sur la question des fractions dans les syndicats révolutionnaires où les positions principales étaient occupées par des éléments de droite. Ceux-ci s'opposaient obstinément à l'organisation des fractions du Parti au sein des syndicats, qu'ils voulaient tenir entre leurs mains, sans contrôle. Mais en dépit de la résistance de la droite, on commença — tout d'abord à Zagreb — à organiser dans les syndicats les fractions du Parti, ce qui contribua pour beau-

— 34 —

coup à la combativité et au raffermissement du mouvement syndical révolutionnaire en Yougoslavie.

En outre, une ligne juste fut adoptée au cours de la III^e Conférence du Parti sur la question macédonienne : le peuple macédonien, reconnu comme peuple, avait droit à l'existence et à l'égalité de droits.

Après le III^e Congrès du P.C.Y. qui eut lieu à Vienne — comme nous venons de le dire — et pour lequel la fraction de « gauche » et la fraction de droite s'étaient préparées séparément, une des principales tâches qui s'imposaient consistait à liquider les fractions. On en vint à une conciliation entre la « gauche » et la droite conformément à une décision de l'Internationale communiste, mais les luttes de fractions reprirent, peu après le Congrès, sous des formes plus accentuées encore et sur une base absolument dépourvue de principes.

A partir de cette époque, — 1926-1928 — ces luttes prirent de telles proportions que la scission était imminente, tant dans le Parti que dans les syndicats (indépendants). Elles se déroulèrent principalement entre les syndicats fort puissants de Zagreb et la centrale syndicale (Comité central des syndicats ouvriers de Yougoslavie) de Belgrade, qui se trouvait entièrement dans les mains des éléments de droite. Ces luttes atteignirent leur point culminant lors des congrès syndicaux, notamment au Congrès des ouvriers des cuirs et peaux, en 1927. Certains représentants de la droite syndicale, tel Kalievitch, n'hésitèrent pas à provoquer ouvertement devant la police, les délégués communistes qui combattaient les tendances de droite. La fraction dite de « gauche » dirigée par D. Tsviyitch, essaya de profiter, dans des buts fractionnistes, de la résistance, justifiée d'ailleurs, que les organisations syndicales opposaient à la droite. Tout ceci provenait de ce que le mécontentement grandissait parmi les membres du Parti envers l'une et l'autre des deux fractions, tout comme envers le trotskisme contre-révolutionnaire de A. Ciliga qui frayait avec la « gauche ». Cette résistance des membres du Parti non contaminés par les tendances fractionnelles s'exprima pleinement dans l'organisation du Parti à Zagreb, la plus puissante à cette époque, tant par son importance numérique que par sa composition prolétarienne et son organisation. (Cellules d'entreprise et cellules locales).

L'indignation des ouvriers et surtout des ouvriers-membres du Parti, était d'autant plus grande contre les éléments de droite que ceux-ci entravaient et sabotaient en maints endroits le mouvement de grève des ouvriers.

C'est précisément à cette époque que la situation des ouvriers se mit à empirer brusquement du fait du chômage, des bas salaires, etc. Au cours de l'année 1921, une certaine prospérité se fit sentir dans l'économie yougoslave, car une stabilisation provisoire du capitalisme s'était produite en Yougoslavie tout comme dans beaucoup d'autres pays capitalistes. Mais cela ne dura que quelques années. Dès 1926, des symptômes de stagnation se manifestèrent fortement. La situation des ouvriers en Yougoslavie s'en ressentit, car, comme toujours en pareil cas, les conséquences de la crise frappèrent en premier lieu les ouvriers. Les capitalistes se mirent à réduire la main-d'œuvre, à fermer les entreprises, à diminuer les salaires, etc. A la suite de quoi, dès 1926, des grèves éclatèrent en bien des endroits de Yougoslavie, et en 1927-28 ce mouvement prit une grande extension. Les ouvriers de nombreuses branches de la production, de secteurs entiers de l'économie, entrèrent en grève : ceux du textile, de la couture, des cuirs et peaux, de la métallurgie, des mines, etc. Avec le développement des grèves grandissait l'élan combatif des travailleurs en général. Ni les persécutions de la part des autorités, ni l'attitude opportuniste des éléments de droite dans la direction des syndicats de classe, ne purent arrêter l'élan combatif des ouvriers. Les conditions les plus favorables étaient ainsi créées pour l'activité et le raffermissement du P.C.Y. et des syndicats de classe.

Mais les luttes de fractions qui causèrent la scission du Parti et des syndicats, entrava leur développement ; aussi le noyau le plus sain du Parti, composé d'ouvriers, se vit-il contraint de se dresser résolument contre les fractions au sein du Parti. L'organisation locale du Parti à Zagreb fut pleinement à la hauteur de sa tâche.

Pendant les préparatifs de la conférence de l'Organisation du Parti de Zagreb, c'est-à-dire au moment des conférences de sections, les membres dirigeants de la fraction de « gauche » vinrent de Belgrade pour essayer d'influencer le choix des délégués à la conférence, mais toutes leurs tentatives échouèrent. Fin février 1928 eut lieu à Zagreb la conférence prévue. Avant même qu'elle ne commençât, une scission s'était opérée dans le comité local à propos du rapport de la majorité ; les adeptes de la fraction de « gauche » voulaient que le rapport ne formulât rien de négatif ni aucune accusation contre la « gauche », mais uniquement contre la droite, tandis que la minorité insistait pour que, cette fois, les deux fractions fussent condamnées et que les côtés négatifs de toutes les deux fussent dénoncés. C'est ainsi que le Comité local se présenta divisé devant la conférence, et avec deux rapports. Après une discussion animée en présence de 32 délégués, la conférence adopta le rapport de la

minorité et condamna les deux fractions. Par la même occasion, des délégués furent élus pour participer à la réunion de l'Internationale communiste, qui devait traiter de la question du P.C.Y.

Dans une lettre adressée à l'Internationale communiste, la conférence priait cette dernière d'intervenir, et d'aider énergiquement à la liquidation des luttes fractionnistes au sein du P.C.Y. Sur la base de cette lettre et de tout ce qui avait été porté jusqu'alors à la connaissance de l'Internationale communiste, celle-ci adressa à tous les membres du P.C.Y. une lettre ouverte où il était dit entre autre : « Le Parti qui, dans les premières années d'après-guerre, de 1918 à 1920, a su guider l'énorme majorité de la classe ouvrière de Yougoslavie, qui comptait dans ses rangs des dizaines de milliers d'adhérents, qui a conduit les puissants syndicats et les masses des paysans serbes, croates, slovènes et macédoniens, qui était représenté à la Constituante par un groupe de 60 députés, — ce Parti a donné dans les années qui suivirent 1920, des signes stupéfiants de perte d'influence parmi les masses, il a laissé complètement se relâcher les liens étroits qui le rattachaient autrefois aux grandes entreprises, et le nombre de ses membres a été réduit à 3.000. Les syndicats unitaires eux aussi ont décréu numériquement et ne groupent plus aujourd'hui que 2 % environ de la classe ouvrière de Yougoslavie ».

Il est certain qu'on ne peut rejeter entièrement cela sur les conditions extrêmement pénibles du travail du Parti dans la clandestinité, sur la terreur blanche, etc. — dit encore la lettre de l'Internationale communiste, qui souligne que la principale faute retombe sur les luttes de fractions dans le Parti. Voilà où gît le mal qui a entravé l'évolution et la bolchévisation du P.C.Y.

Tout le temps que dura la mise en application de la lettre ouverte, la fraction de droite opposa une résistance acharnée, et ce n'est qu'au IV^e Congrès, tenu en automne 1928 à Dresde, en Allemagne, qu'elle s'inclina devant les décisions du Congrès. La droite tout comme la « gauche » furent complètement écartées de la direction en raison de leurs luttes fractionnistes et des dommages qu'elles avaient causés de ce fait au Parti et à toute la classe ouvrière de Yougoslavie. C'est ainsi que le Parti et les syndicats échappèrent à la scission.

A ce même Congrès fut élue une nouvelle direction, composée d'hommes nouveaux, pour la plupart ouvriers, et dont l'âme était Djoura Djakovitch, secrétaire à l'organisation du C.C. Mais celui-ci fut tué sauvagement quelques mois après, en 1929, par les gendarmes du roi Alexandre. Après sa mort, l'esprit de groupe et de fraction régna à nouveau dans la direction, où demeurèrent ou furent cooptés, des éléments malsains du type Martinovitch, Mavrak, Petzarski, etc...

La dictature monarcho-fasciste proclamée le 6 janvier 1929 surprit le P.C.Y. au début de sa consolidation qui avançait fort lentement. Les luttes fractionnistes permettaient alors aux gouvernants d'entretenir au sein du Parti toute une série de provocateurs et d'espions tels Dominkouche, Matovich, Nikola Petrovitch (Le Paysan), Begovitch, Choumanovatz et autres, grâce auxquels ils étaient tenus au courant de tout ce qui se passait dans le Parti et grâce auxquels ils avaient réussi bien avant, en 1928, à emprisonner presque tous les camarades qui préparaient la liquidation des deux fractions à la tête du Parti. C'est grâce à eux encore qu'en 1929-1931, Petar Jivkovitch fit massacrer plus de 100 membres — les plus fidèles — du Parti et de la Jeunesse communiste, emprisonner et envoyer au bagne des milliers d'autres.

Après la mort de Djouro Djakovitch, la direction avec Martinovitch, s'enfuit à l'étranger, où elle poursuit ses luttes de fraction, perdant tout contact avec le pays.

Une des principales erreurs de la ligne politique des chefs communistes de l'époque et de Martinovitch le premier, provenait de ce qu'ils ne savaient point apprécier à leur juste valeur la situation et le rapport des forces, mais s'orientèrent, avec un Parti encore mal consolidé et isolé des masses vers l'insurrection armée contre la dictature monarcho-fasciste. Ce fut, pour le moins, une aventure et une conduite criminelle envers les membres déjà peu nombreux du Parti et de la Jeunesse communiste.

Parlant du rapport de force des classes et de la préparation pratique d'une insurrection armée, Lénine souligne que, dans ce cas, il faut compter non pas par milliers mais par millions d'hommes.

« Il ne suffit pas de se demander si l'on a convaincu l'avant-garde de la classe révolutionnaire, il faut encore savoir si les forces historiquement agissantes de toutes les classes, absolument de toutes les classes sans exception, d'une société donnée, sont disposées de façon que la bataille décisive soit parfaitement à point, — de façon 1° Que toutes les forces de classe qui nous sont hostiles soient suffisamment en difficulté, se soient suffisamment entre-déchirées, soient suffisamment affaiblies par une lutte qui est au-dessus de leurs moyens; 2° Que tous les éléments intermédiaires hésitants, chancelants, inconstants — la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise par opposition à la bourgeoisie — se soient suffisamment démasqués devant le peuple et suffisamment déshonorés par leur faillite pratique; 3° Qu'au sein du prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fasse jour en faveur de l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie. C'est alors que la révolution est mûre, c'est alors que, si nous avons

bien tenu compte de toutes les conditions indiquées et sommairement esquissées plus haut et si nous avons bien choisi le moment, notre victoire est assurée ». (La maladie infantile du communisme — « Le Gauchisme » — XXV, p. 230-231).

Plus loin, Lénine souligne, plus expressément encore que nous devons nous garder d'entreprendre une révolution sans la participation de larges masses des travailleurs.

« L'avant-garde prolétarienne est conquise idéologiquement. C'est le principal. Autrement, faire même un premier pas vers la victoire serait impossible. Mais de là à la victoire, il y a encore assez loin. On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas pris, soit une attitude d'appui direct à l'avant-garde, soit tout au moins de neutralité bienveillante qui les rende complètement incapables de soutenir son adversaire, ce serait non seulement une sottise, mais un crime. Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à prendre une telle position, la propagande seule, l'agitation seule, ne suffisent pas. Pour cela il faut la propre expérience politique de ces masses. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions ». (Idem, XXV, p. 229-230).

Voilà comment Lénine expose la question de l'insurrection, la question de la révolution. Or, qu'a fait la direction du P.C.Y. en 1929 ? Elle lança le mot d'ordre de l'insurrection armée, bien que chacun sût fort bien qu'il n'y avait pas la moindre chance de succès. Pas une des conditions énumérées par Lénine dans son ouvrage « La maladie infantile du communisme (Le « Gauchisme ») n'existait à ce moment-là. En fait, la direction du P.C.Y. était alors sérieusement atteinte non seulement de la maladie infantile du communisme, mais encore d'aventurisme.

En cette période, le Parti communiste commençait à peine à reprendre des forces et à se consolider. Il groupait 3.500 membres au total et l'Union de la Jeunesse communiste de Yougoslavie (S.K.O.J.) en comptait à peu près autant. Les syndicats indépendants comptaient 20.000 membres et ne pouvaient, par conséquent, exercer une grande influence sur les masses ouvrières des entreprises. L'influence du Parti était extrêmement faible parmi les paysans, de même que sur une grande partie de la classe ouvrière. Le Parti n'avait aucune liaison avec l'armée, encore moins de positions assurées. Bref, il était isolé, sans aucune chance de trouver l'appui des larges masses des villes et de la campagne, et la bourgeoisie n'était pas encore divisée par ses luttes intestines. Bien que deux députés du Parti paysan croate aient été tués au Parlement, la coalition

— 39 —

démocratique paysanne ne prit pas, et n'eut même pas envie de prendre une attitude agressive envers le régime. Elle était prête à capituler toutes les fois que celui-ci renforçait sa pression, prête même à un accord, à condition d'obtenir quelques petites concessions. Mais, connaissant bien sa faiblesse, les détenteurs du pouvoir, s'en gardaient bien : ils savaient que là n'était point la puissance à redouter. Le régime considérait que le Parti communiste, petit et mal organisé, représentait un danger plus grave. Aussi fut-ce sur le Parti que le régime dirigea toutes ses forces afin de le mettre hors d'état de nuire pour plusieurs années, sinon de l'anéantir complètement.

A ce propos, on pourrait poser cette question : « Est-ce que, en 1918, 1919, 1920 et 1921, les conditions favorables à une insurrection armée ont existé ? ». Oui, en 1918, 1919 et 1920, elles ont existé, sinon toutes, du moins la plupart ; mais déjà en 1921 c'était un peu tard.

Quelles furent ces conditions ?

1) La Grande Révolution d'Octobre, son succès et l'énorme influence qu'elle exerçait sur les masses laborieuses de l'Europe et du monde entier et en Yougoslavie tout particulièrement;

2) La révolution en Hongrie qui s'était produite sous l'influence de la Grande Révolution d'Octobre et dont l'influence directe se fit fortement sentir en Yougoslavie;

3) Au lendemain de la dislocation de l'Autriche-Hongrie des unités militaires entières, revenant du front, demandaient, comme par exemple à Zagreb, un commandement communiste et des drapeaux rouges, afin de lutter pour le régime soviétique en Yougoslavie — à quoi Djouro Tsviyitch, membre du C.C. du P.C.Y., répondit plus tard que les communistes ne se mettraient jamais à la tête d'une telle racaille et ne lui confieraient jamais le drapeau rouge. Cette démarche révolutionnaire de quelques régiments conduits par d'anciens prisonniers de guerre en Russie, fut étouffée dans le sang sur la Place Yelatchitch à Zagreb;

4) Le P.C.Y. comptait déjà à cette époque 60.000 membres; 300.000 ouvriers étaient organisés dans les syndicats;

5) Dans toute la Croatie, les paysans se soulevaient, prenaient la terre aux grands propriétaires fonciers, s'enrôlaient dans les « cadres verts », etc.;

6) La bourgeoisie était très faible à cette époque, l'Etat étant encore en formation; quant à l'Armée, elle était non seulement faible, mais encore, il aurait été possible de gagner à la révolution une grande partie de l'armée serbe, si le P.C.Y. avait eu une ligne juste, s'il avait été orienté vers l'insurrection.

Telles étaient alors les conditions qui rendaient révolutionnaire

— 40 —

la situation dans notre pays, mais il n'y avait pas de direction du Parti qui sut en profiter. C'était une toute autre situation qu'en 1929.

Il serait toutefois erroné d'attribuer l'attitude de la direction du Parti en 1918-20 uniquement à l'ignorance ou à la couardise des dirigeants. Non, il faut dire avant tout, que ces dirigeants, et en premier lieu ceux dont l'avis était décisif, se trouvaient paralysés par le boulet de l'opportunisme et du réformiste, hérités du mouvement socialiste d'avant-guerre, ainsi que par une sorte de pusillanimité, de perplexité petites-bourgeoises, en un mot — par leur manque de foi dans les forces de la révolution.

Par contre, en 1929, il n'existait aucune des conditions mentionnées par Lénine comme favorables à une insurrection armée, ce qui n'empêcha pourtant pas des hommes tels que Martinovitch, alors secrétaire du P.C.Y., qui se piquaient de connaître à fond les enseignements de Lénine et de Staline, de provoquer, par leurs décisions stupides et irresponsables, la décimation des membres déjà peu nombreux du Parti et de la jeunesse communiste, qui allèrent héroïquement à la mort et aux travaux forcés, versant leur sang pour l'honneur de leur titre de membre du Parti, c'est-à-dire obéissant à la discipline du Parti.

On ne sait trop pour quelles raisons la direction du Parti qualifiait alors de militaro-fasciste la dictature du 6 Janvier; peut-être parce que le roi Alexandre avait nommé le général Petar Jivkovitch, président du gouvernement ? Tous les autres ministres étaient pourtant des représentants de la bourgeoisie. Ce n'était au fond que la dictature de la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie, personnifiée dans le roi, donc une dictature monarcho-fasciste.

En 1930 et 1931, notre Parti était dans le marasme. Quelques groupes dispersés existaient ça et là. Presque tous les cadres dirigeants — inférieurs, moyens et supérieurs, — étaient soit au bagne, soit liquidés, soit émigrés. Ce n'est que vers la fin de 1932 que les organisations du Parti commencèrent à se reformer dans les centres importants de Yougoslavie. Jusque là des groupes isolés de communistes et d'adhérents à la Jeunesse communiste, sous le manteau, publiaient de temps en temps, des tracts et quelques numéros de journal. Mais dès 1933, des cellules illégales du P.C. avec des comités locaux se reconstituèrent sur une vaste échelle, et, en 1934, les comités régionaux, comme organes dirigeants suprêmes, étaient partout rétablis. Cette tâche fut facilitée principalement par le retour des camarades qui avaient été condamnés à de petites peines, c'est-à-dire à 3 ou 5 années de travaux forcés. Ils revenaient assez bien formés théoriquement, les membres du P.C.Y. ayant su transformer la détention en école de marxisme-léninisme. Aussi, dès que les camarades qui avaient passé par cette école se trouvèrent en liberté,

— 41 —

ils se montrèrent très utiles à notre Parti. Dans leur activité, ils surent mettre à profit non seulement les connaissances théoriques acquises en captivité, mais encore leur expérience antérieure dont ils avaient appris à tirer les enseignements.

Quant à la direction, c'est-à-dire le C.C. du P.C.Y., elle se trouvait à l'étranger et, jusqu'en 1933, elle n'eut presque aucune liaison avec les organisations du Parti dans le pays. L'envoi de diverses personnes, en vue d'établir le contact, n'eut le plus souvent qu'un résultat déplorable : ces intermédiaires tombaient entre les mains de la police et, se conduisant en traîtres, dénonçaient non seulement des chefs et des membres isolés, mais parfois même des organisations entières. Ceci eut pour effet de faire perdre aux organisations du Parti à l'intérieur du pays toute confiance dans la direction qui se trouvait à l'étranger, et bon nombre d'entre elles rompirent tout contact avec cette direction.

Vers la fin de 1932, l'Internationale communiste nomma une direction provisoire avec Gorkitch, tandis que la direction antérieure, avec Martinovitch et plus tard Mavrak, fut destituée de ses fonctions. La nouvelle direction rétablit un certain contact avec le pays, mais la méfiance qui régnait au sein des organisations du Parti persista, parce que les dénonciations ne cessèrent point et cela par la faute, quelquefois nettement établie, des membres mêmes du C.C., comme, ce fut le cas, par exemple en Slovénie, d'un membre du C.C. surnommé « Oskar », etc.

En décembre 1934, se tint à l'intérieur du pays, dans la plus stricte clandestinité, la IV^e Conférence du Parti, au cours de laquelle on procéda à l'élection d'une direction composée pour la plupart de membres de la direction provisoire, avec Gorkitch. A cette occasion, on fit une appréciation et une critique, qui n'étaient que partiellement justes, des erreurs commises par les diverses directions depuis le IV^e Congrès du Parti. De même, la direction en fonction dut reconnaître toute une série d'erreurs et de manquements, comme par exemple, son attitude sur la question des élections aux Bourses du travail, sa position erronée et hésitante au sujet des élections municipales, à savoir le boycottage de ces élections, l'insuffisance du travail à la campagne et dans l'armée, la négligence du travail relatif à la création d'un front antifasciste et pacifique. C'est à cette conférence qu'on décida de former le P.C. de Croatie et le P.C. de Slovénie, ce qui ne fut définitivement réalisé qu'en 1937.

En 1936, le conflit entre les divers membres du C.C., notamment entre Gorkitch et la majorité du C.C. devient plus aigu. A l'insu de l'Internationale communiste, une séance plénière extraordinaire du C.C. fut tenue à Prague et à Vienne, au cours de laquelle on discuta, sur une base dénuée de principes, de la politique du C.C.

— 42 —

dans son ensemble et de celle de Gorkitch en particulier. C'est lors des élections de 1935, que la direction de Gorkitch s'était conduite de la façon la plus pitoyable. Au lieu de présenter le P.C. indépendamment aux élections, par l'intermédiaire de son organisation politique légale, — le « Parti du peuple travailleur », la direction s'était laissée traîner à la remorque de l'Opposition coalisée. De Vienne arrivaient des directives contradictoires, invitant le P.C. tantôt à se présenter indépendamment aux élections, tantôt à voter pour l'Opposition coalisée qui, elle, n'entendait nullement traiter le P.C. en partenaire égal. Finalement, il arriva que la majorité des membres vota pour l'Opposition coalisée, ce qui suscita parmi eux un vif mécontentement contre le C.C.

Enfin quelques mots encore sur Gorkitch — principal chef du Parti entre 1932-1937 :

1) A l'instar de toutes les directions fractionnistes qui l'avaient précédé, Gorkitch s'employa systématiquement à freiner la formation de nouveaux cadres dirigeants du Parti, ce qui parfois signifiait directement la ruine, provoquée d'une manière très raffinée, des meilleurs camarades qui, issus des rangs ouvriers, étaient parvenus aux postes de commande (cas de Parovitch-Schmidt par exemple) ;

2) A l'instar de toutes les directions fractionnistes antérieures, mais dans une plus forte mesure, Gorkitch avait l'habitude de duper l'Internationale communiste en lui soumettant des rapports faux, sans fondement réel, sur la situation du pays. Il se les procurait de façon suivante : il avait, par exemple, à Belgrade, un quelconque intellectuel pseudo-communiste qui lui composait de temps en temps, à la table d'un café, un rapport inventé de toutes pièces ou confectionné à l'aide de balivernes grapillées en ville, sur la situation du Parti et sur quantité d'autres choses. Voilà ce que Gorkitch faisait parvenir comme matériel authentique et voilà quelles étaient les relations qu'il qualifiait, comme les chefs précédents, de « liens avec le Parti dans le pays » ;

3) Gorkitch maintenait un contact des plus intimes avec Slobodan Yovanovitch et Draguicha Vassitch ; le premier fut, au cours de la guerre, en qualité de président du gouvernement en émigration, le chef de Draja Mihaïlovitch, et l'autre, le collaborateur de Draja, dans la lutte contre nous, c'est-à-dire contre le peuple. Il s'agit donc de liens avec deux réactionnaires de la pire espèce, fondateurs plus tard du Club serbe dit « culturel ». On sait que Gorkitch « donnait » des directives à ces messieurs. Mais nous n'avons jamais su quelles furent les directives qu'il en recevait.

En 1936, Gorkitch précipita la course vers la liquidation du Parti et ce fut uniquement grâce à la résistance résolue d'une partie des

— 46 —

membres du C.C. et des organisations dans le pays qu'il ne put arriver à ses fins.

En dépit de la politique de Gorkitch, si préjudiciable au Parti, en dépit des luttes de fractions et de groupes qui déchirèrent la direction jusqu'en 1936, les organisations du Parti et de la Jeunesse communiste se développèrent rapidement, se raffermirent et entreprirent de nombreuses opérations. En 1936, à la demande d'une partie des membres du C.C. du P.C.Y., l'Internationale communiste décida que la partie du C.C. préposée aux questions d'organisation devait s'établir dans le pays même, ce qui permit de procéder à des préparatifs en vue d'un renouvellement intégral de la direction à l'intérieur du pays.

En 1937, l'épuration de tous les éléments étrangers de notre Parti, fut entreprise, et la fin de la même année vit le terme de la situation insupportable qui avait régné durant de longues années au sein du Parti communiste de Yougoslavie. Au cours de 1937 et 1938, les derniers vestiges des éléments fractionnels et des groupes dont l'activité nocive avait entravé pendant 15 ans l'évolution et la bolchévisation du P.C.Y. se virent écartés du Parti et de sa direction. En 1937, la direction, avec Gorkitch en tête, fut destituée, à l'exception d'un seul membre (vifs applaudissements prolongés et ovations enthousiastes à l'adresse du camarade Tito), qui reçut de l'Internationale communiste la mission de former une nouvelle direction du Parti à l'intérieur du pays et d'effectuer une épuration intégrale dans le Parti. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie ne quitta pas le pays, travaillant dans les conditions les plus pénibles de la clandestinité, et cela non seulement jusqu'en 1941, mais plus tard aussi, une partie du C.C. ayant dû rester en territoire occupé. (Des applaudissements enthousiastes retentissent dans la salle; des cris s'élèvent : « Vive l'héroïque Comité central du Parti communiste de Yougoslavie ! ».)

Tous les membres du C.C. qui, en 1937, entrèrent dans la direction du Parti et dont le choix fut confirmé en 1938 par l'Internationale communiste, furent réélus au C.C. lors de la V^e conférence du Parti, en 1940, et, sauf les camarades tombés dans la grande lutte de la Libération, tous exercent aujourd'hui encore leurs fonctions. Par conséquent, la majeure partie du Bureau politique du C.C. du P.C.Y. (ceux qui sont restés en vie) assument leur tâche depuis 12 ans sans interruption. Durant toute cette période, ils ont surmonté d'énormes difficultés et obtenu des succès considérables grâce à l'unité totale du C.C. du P.C.Y.

D'après tout ce qui vient d'être exposé, il convient de diviser l'évolution du P.C.Y. en trois étapes.

— 44 —

Première étape. — 1) Unification — en 1919 — des partis et groupes socialistes en un seul Parti — le Parti communiste de Yougoslavie, et adhésion à la III^e Internationale; 2) Congrès de Voukovar, adoption du programme et des statuts du P.C.Y.; 3) Elimination de la majeure partie des anciens chefs socialistes, réformistes et opportunistes, qui se détachent du jeune P.C.Y.; 4) Situation révolutionnaire, la direction du Parti n'est pas à la hauteur de cette situation; 5) Elections à la Constitution et participation du P.C.Y. à ces élections, où il obtient 58 mandats; 6) L'« Obznana » et la Loi sur la protection de l'Etat, c'est-à-dire l'interdiction du P.C.Y.; passage à l'illégalité.

Deuxième étape. — C'est la période qui s'étend entre les années 1921-1929: 1) Le Parti a reçu un rude coup, il est pour ainsi dire brisé et commence à s'adapter fort lentement, deux ans après, aux conditions illégales; 2) Durant toute cette période une lutte fractionniste des plus aiguës se déroule dans la direction, entravant fortement le développement régulier des organisation du Parti; 3) Après des discussions et une lutte acharnée contre les conceptions de Sima Markovitch, une attitude juste est adoptée sur la question nationale, avec l'aide de l'Internationale communiste et du camarade Staline; il en est de même pour la question paysanne; 4) Tentatives scissionnistes dans le Parti et les syndicats indépendants, de la part des éléments de droite; 5) Attitude énergique de l'organisation du Parti de Zagreb contre l'une et l'autre des deux fractions et Lettre ouverte de l'Internationale communiste aux membres du P.C.Y.; 6) Le IV^e Congrès du Parti élimine totalement les deux fractions de la direction du P.C.Y.

Troisième étape. — Elle va du IV^e Congrès jusqu'à l'épuration du Parti, en 1937 : 1) En 1929, la dictature monarcho-fasciste assène le deuxième coup sérieux au P.C.Y.; 2) Fausse orientation vers une insurrection armée; 3) Exécutions en masse et condamnations des communistes et des membres de la Jeunesse communiste par le régime du roi Alexandre; le secrétaire à l'organisation du C.C. du P.C.Y., Djouro Djakovitch, est tué, ainsi que tous les membres dirigeants du C.C. de la Jeunesse communiste de Yougoslavie; 4) Fuite des dirigeants du Parti à l'étranger, en émigration; nouvelle recrudescence des luttes fractionnistes; 5) Le Parti se remet difficilement du dernier coup reçu et ce n'est qu'en 1934 qu'il reprend un puissant essor; 6) Politique de trahison de Gorkitch; les ennemis du P.C.Y. sont découverts et celui-ci est épuré.

(Après une interruption de 15 minutes, la séance se poursuit et le camarade Tito continue son exposé.)

IV

**LA SITUATION POLITIQUE DANS LE PAYS
DURANT LA PERIODE COMPRISE ENTRE 1934-1941**

Après que Petar Jivkovitch eût quitté le gouvernement, son successeur, Bogolioub Yevtich, ne fit que continuer la politique de son prédécesseur et du roi Alexandre, et, par ses méthodes réactionnaires, souleva une indignation encore plus grande dans le peuple, indignation qui devint particulièrement vive après les meurtres en masse des paysans, commis par les gendarmes en Croatie, à Brod et à Sibigne. Rien qu'en cette dernière localité 15 paysans furent tués. A la veille des élections, une entente provisoire fut conclue entre la coalition paysanne-démocrate (c'est-à-dire le Parti paysan croate de Matchek et les démocrates indépendants), et l'opposition serbe coalisée, avec Lyouba Davidovitch et Yotsa Yovanovitch. Malgré les fraudes flagrantes auxquelles eut recours le gouvernement Yevtich, les élections de 1935 démontrèrent que la majorité des électeurs était contre sa politique — et il tomba. Néanmoins, l'opposition coalisée n'arriva pas au pouvoir. Avant même que ne s'ouvrit la session de l'Assemblée nationale nouvellement élue, l'opposition publia une résolution condamnant très sévèrement la politique dite du 6 Janvier de Yevtich et flétrissant les méthodes dont on s'était servi aux élections, ainsi que la falsification des résultats.

Il est dit au début de la résolution : « Le régime du 6 Janvier, maintenu sans le peuple et contre le peuple, devait nécessairement avoir, à tous points de vue, de fâcheuses conséquences. Loin d'avoir résolu les difficiles problèmes intérieurs parmi lesquels figure en premier lieu la question croate, il n'a fait que les compliquer, à tel point qu'ils paraissent insolubles... »

Et, à la fin de la résolution, il est dit : «Aussi dans une Assemblée issue de telles élections, il n'est pas de place pour les véritables représentants du peuple, qui sont sur la liste de l'opposition coalisée... ». Voilà ce que disait Matchek, au moment où il s'agissait de

— 46 —

conquérir la confiance du peuple, mais plus tard, en 1939-1941, lorsqu'il arriva au pouvoir, ses actes ne furent point conformes à ces paroles.

Ce fut Stoyadinovitch — représentant du gros capital et, plus tard, chef du Parti officiel, le Parti radical yougoslave (Yeresa) — qui, sur l'ordre du prince régent Paul, constitua le gouvernement. Des influences extérieures, de Berlin et de Rome, où Stoyadinovitch avait de bonnes relations eurent également leur part dans l'arrivée de Stoyadinovitch au pouvoir.

Il ne pouvait donc pas être question d'une démocratisation du pays, mais bien au contraire de sa fascisation sous l'influence des fascismes italien et allemand, auxquels le gouvernement Stoyadinovitch se liait toujours plus étroitement, et qui, par l'intermédiaire de leurs « touristes » devenaient prépondérants en Yougoslavie.

A cette époque, les puissances de l'Axe se préparaient fébrilement à la guerre. Les Balkans présentaient pour elles un point stratégique du plus grand intérêt qu'il fallait s'assurer à tout prix. Mais, pour atteindre plus facilement les buts poursuivis dans leur proche voisinage, comme nous allons le voir tout à l'heure, il convenait tout d'abord de briser la force militaire et politique des Balkans, il fallait rompre la Petite Entente et l'Accord Balkanique en tant que facteurs politiques. Cette tâche fut assignée à Stoyadinovitch. Sans le consentement et à l'insu même des membres de la Petite Entente, c'est-à-dire de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, il conclut tout d'abord, en Janvier 1937, le pacte d'amitié « éternelle » avec la Bulgarie de Boris de Cobourg. A la conférence de Sinaïa, le 31 Août 1937, les membres de la Petite Entente ne purent que constater que cet organisme n'existait plus et qu'ils avaient été trahis et trompés par Stoyadinovitch — c'est-à-dire par le régime anti-populaire de Yougoslavie.

L'Axe avait atteint son but.

Vint ensuite la seconde offensive de l'Axe — l'offensive économique. Cette fois encore, Stoyadinovitch trahit les intérêts des peuples yougoslaves. A Belgrade se succédaient les visites du Dr. Schacht, président de la Reichsbank allemande, de Von Neurath, du Dr. Walter Funk, ministre de l'économie, de Herman Goering, etc... — en vue d'un soi-disant approfondissement des relations entre l'Allemagne et la Yougoslavie. A cet effet, fut formé, dès 1934, un Conseil économique germano-yougoslave qui décida, lors de sa seconde session, en avril 1936 : 1) De niveler l'importation et l'exportation en tant que condition nécessaire à la liquidation du solde de clearing; 2) De continuer à augmenter les exportations yougoslaves vers l'Allemagne; 3) De taxer les prix des produits agricoles en Alle-

— 7 —

magne; 4) Trafic touristique. Autrement dit, l'Allemagne réussissait à éliminer presque totalement ses concurrents dans le pillage de la Yougoslavie et le rapport entre le dinar et le mark du Reich fut déterminé par les capitalistes allemands, ce qui porta un énorme préjudice à la Yougoslavie. Stoyadinovitch mit donc le pays à la disposition de Hitler; il précipita de toutes ses forces la Yougoslavie dans les bras de Hitler et de Mussolini et une amitié formelle se noua même entre eux. Après quoi, c'est la venue du comte Ciano à Belgrade. Dans d'imposantes manifestations, le peuple lui clame son mépris. Par contre, lorsque Benesch vint dans la capitale yougoslave, il put se convaincre que le peuple tchécoslovaque n'avait pas d'amis dans le gouvernement Stoyadinovitch, mais uniquement dans les peuples de Yougoslavie, qui au cours des manifestations organisées à l'occasion de son séjour à Belgrade, acclamèrent chaleureusement la République sœur tchécoslovaque.

Après avoir brisé la Petite Entente, Stoyadinovitch mit également fin à l'alliance avec les pays qui la constituaient. C'est ainsi qu'à la veille de Munich, la Tchécoslovaquie se trouva privée de son alliée yougoslave. Au lieu de retarder le danger qui pesait sur le pays, en raffermissant les rapports avec les alliés de la guerre passée, Stoyadinovitch trahit au contraire tous les alliés de la Yougoslavie, et, en s'orientant vers l'Axe Berlin-Rome, changea de fond en comble la politique extérieure yougoslave, hâtant ainsi le danger menaçant d'une agression des conquérants fascistes.

La Yougoslavie restait donc complètement isolée, sans allié, seule en face du danger. C'était là d'ailleurs, le plan de Hitler et de Mussolini : isoler la Yougoslavie à l'extérieur, l'affaiblir à l'intérieur à l'aide de la V^e colonne et en faire ainsi une proie facile.

Dans la proclamation que le C.C. du P.C.Y. publia à l'occasion de l'annexion de l'Autriche, en mars 1938, et dans laquelle il signalait le péril imminent pour les peuples de Yougoslavie, voici ce qui est dit de Stoyadinovitch : « L'agent de Hitler, Stoyadinovitch a trahi les intérêts du peuple. Son régime antipopulaire et hégémoniste représente le plus grand danger pour la liberté des peuples yougoslaves et pour l'indépendance du pays. Il sème la discorde et empêche, en ces moments décisifs, l'entente fraternelle des peuples de Yougoslavie. Par sa politique extérieure de trahison, il sépare la Yougoslavie de ses alliés et la vend à Hitler et à Mussolini. Ce faisant, il ouvre les portes toutes grandes à l'invasion fasciste ».

Faisant appel aux peuples de Yougoslavie pour qu'ils se rassemblent en un front unique et renversent le gouvernement de trahison de Stoyadinovitch, le C.C. déclarait, dans cette proclamation : « En ces jours difficiles et décisifs, nous nous adressons à tous les citoyens

— 48 —

démocrates et patriotes, sans distinction de religion, de nationalité ou d'appartenance politique, non seulement aux adeptes du bloc de l'entente nationale, mais encore à toutes les forces patriotiques des peuples serbe, croate, slovène et autres, qui, tout en ne se déclarant point en faveur de l'accord entre la ligue paysanne démocrate et l'opposition coalisée, sont néanmoins contre la politique de trahison de Stoyadinovitch et disposés à défendre la paix et l'indépendance du pays ». Et plus loin: « Avec l'Anschluss de l'Autriche, Hitler a serré comme dans un étau le peuple frère de Tchécoslovaquie. Ce n'est plus qu'une question de jours : bientôt les avions fascistes viendront survoler sa paisible population. Les fascistes allemands appliquent graduellement, mais conséquemment, leur plan infernal, visant à réduire en esclavage tous les peuples de l'Europe centrale et sud-orientale, à en faire la chair à canons d'un règlement de comptes définitif avec la démocratie et tout spécialement avec l'Union soviétique — sa forteresse ».

Hélas, combien ces paroles se sont avérées justes par la suite !

Le régime Stoyadinovitch, pour toutes ces raisons, était devenu tellement exécré, qu'aux élections de décembre 1938, il fut battu par le Bloc de l'entente nationale, soutenu par une énorme majorité qui espérait que l'opposition, arrivant au pouvoir, changerait totalement la politique de Stoyadinovitch, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, dans le sens d'une démocratisation du pays.

Le gouvernement fut formé, cette fois, par Dragučica Tsvetkovitch qui, en politique extérieure ne fit que suivre les traces de Stoyadinovitch. Ce n'est qu'en politique intérieure que se produisirent quelques changements. Ainsi Tsvetkovitch engagea des pourparlers avec les Croates, c'est-à-dire avec Matchek, afin de résoudre, autant que faire se pouvait, la question croate. Un accord Tsvetkovitch-Matchek fut conclu le 24 août 1939, établissant les frontières de ce qu'on appela la « Banovina croate ». Par cet accord, Matchek brisait l'opposition coalisée et se liait à Tsvetkovitch pour partager le pouvoir. D'un changement politique et social quelconque, il n'était nullement question. Les Croates eurent leur « ban » et une certaine autonomie; Matchek et quelques autres tenants de la Ligue paysanne démocrate entrèrent dans le gouvernement Tsvetkovitch. Ce serait commettre une grave erreur que de croire qu'à partir de ce moment la situation s'améliora, puisqu'il ne s'agissait au fond et en premier lieu, que d'une entente entre la bourgeoisie croate et la bourgeoisie serbe, que d'un partage du pouvoir, en quelque sorte, entre ces deux bourgeoisies. Les mots d'ordre démocratiques, dont le Bloc de l'entente nationale avait fait usage à la veille des élections, n'avaient visé, comme nous verrons plus loin, qu'à attirer les élec-

teurs. Le régime Tsevetkovitch Matchek, loin de modifier la politique extérieure et intérieure, et d'abandonner la voie dans laquelle Stoyadinovitch s'était engagé, alla même, par la suite, bien plus loin encore dans le même sens.

Dans la proclamation publiée au moment de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes fascistes allemandes, le C.C. du P.C.Y. invitait les peuples yougoslaves à créer un nouveau gouvernement — un gouvernement démocratique d'union et de défense nationales.

« Quelque dures que soient les épreuves que nous préparent les jours prochains — est-il dit dans cette proclamation — il n'y a pas lieu de perdre espoir. L'indépendance de la Yougoslavie peut être sauvegardée de l'invasion des conquérants fascistes, si nous rassemblons toutes les forces patriotiques et démocratiques et si nous créons l'union et l'entente des peuples frères de notre pays. L'indépendance de la Yougoslavie peut être défendue si ses peuples sont satisfaits et unis. Or, ceci n'est possible que s'ils obtiennent leurs droits démocratiques et nationaux et si l'on reconnaît et garantit à la classe ouvrière ses droits politiques et sociaux. Assurer la défense de la Yougoslavie ne peut être l'œuvre que d'un gouvernement populaire, qui garantira au peuple tous les droits démocratiques et nationaux, qui prendra toutes les mesures nécessaires à la défense du pays, qui, dans sa politique extérieure, s'appuiera sur les forces démocratiques, en premier lieu sur l'Union soviétique — comme la protectrice la plus puissante des petites nations, et qui créera avec les autres peuples balkaniques une amitié et une alliance étroites pour la sauvegarde de l'indépendance ».

Et plus loin : « Le gouvernement Tsevetkovitch-Matchek n'est pas le gouvernement qu'il faut à nos peuples dans la situation présente. Il n'est que manœuvre, visant à faire traîner en longueur la reconnaissance des libertés démocratiques et nationales du peuple. Un tel gouvernement ne fait qu'affaiblir la puissance défensive de l'Etat et représente un grand danger pour l'existence même de la Yougoslavie ».

Mais le gouvernement Tsevetkovitch-Matchek n'en continua pas moins à persister dans la voie de la fascisation du pays, des persécutions de la classe ouvrière, de l'introduction de mesures fascistes et corporatistes dans le pays, etc.

Dans la nuit du 30 décembre 1940 le gouvernement Tsevetkovitch-Matchek annonça par radio la dissolution de l'organisation syndicale de classe à Zagreb, après quoi Matchek fonda ses syndicats ouvriers totalitaires : la fédération ouvrière croate fut déclarée l'unique mouvement syndical légal en Croatie, à l'instar du Yougorass de

— 50 —

Tsvetkovitch dans les autres régions. Tsvetkovitch et Matchek, créèrent donc tous deux des organisations ouvrières de type fasciste. .

Des jours sombres s'annonçaient dès lors pour les ouvriers qui se trouvaient privés de leur unique moyen — les organisations syndicales de classe — de tenir tête à l'exploitation des employeurs capitalistes. Par ce procédé, le gouvernement Tsvetkovitch-Matchek ruina plus encore la force intérieure du pays à la veille des jours pénibles qui attendaient la Yougoslavie.

Mais ce n'est pas tout. Au début du mois de janvier, le cabinet Tsvetkovitch-Matchek organisa des camps de concentration pour antifascistes et communistes, exactement sur le modèle hitlérien. Le ministre de la guerre donna l'ordre de créer de soi-disant bataillons de travail, dont chacun possédait une compagnie de gendarmes armés jusqu'aux dents. Le camp de concentration le plus odieux fut celui de Biletche en Herzégovine, réservé aux communistes et antifascistes dont la plupart venaient de rentrer d'une longue captivité. Un autre camp de sinistre mémoire (Kerestinaz) fut organisé par Matchek et ses collaborateurs; plus tard, en 1941, les détenus de Kerestinaz devaient tous être livrés aux oustachis et exécutés. Il va de soi que le gouvernement cherchait par là à s'attirer les grâces de Hitler et de Mussolini, auxquels ils permirent ainsi d'asservir plus facilement la Yougoslavie.

A l'occasion du 1^{er} mai 1940, le C.C. du P.C.Y., dans une proclamation au peuple, dénonçait le rôle de traître du gouvernement Tsvetkovitch-Matchek : « Huit mois se sont déjà écoulés depuis le jour où fut conclu le fameux accord, depuis que Tsvetkovitch et Matchek tiennent le gouvernail de l'État. Qu'attendiez-vous de cet accord et que vous a-t-il donné ? Vous en attendiez la solution de la question croate, ainsi que la paix, la liberté, la démocratie et le bien-être pour le pays ? Y sommes-nous parvenus ? Non, et cela parce que ce ne fut point un accord entre le peuple serbe et le peuple croate, mais entre des messieurs serbes et des messieurs croates. L'ouvrier, le paysan, le citoyen croates n'ont rien obtenu de cet accord, si ce n'est une augmentation d'impôts et de contributions. Le paysan croate n'a pas reçu de terre, et lorsqu'il a voulu la prendre de sa propre initiative, les Krgnevitch et autres messieurs se sont dressés pour défendre les nobles et les grands propriétaires. Afin de sauvegarder « l'ordre », une garde, dite « paysanne et citadine », a été constituée, qui a déçu la population rurale aussi bien que la population urbaine, car elle est devenue l'instrument d'un système basé sur la terreur et la matraque, semeur de discorde entre la paysannerie et les habitants des villes. L'accord Tsvetkovitch-Matchek a-t-il apporté l'apaisement au pays ? Non, car une

— 51 —

lutte acharnée est déclenchée maintenant entre les messieurs croates et serbes pour le partage de régions qui, en fait, devraient décider elles-mêmes de leur sort. Il s'agit de la Bosnie et Herzégovine et de la Vojvodine. On excite le chauvinisme serbe et croate, alors qu'on ne se soucie guère des droits nationaux de la Macédoine, du Monténégro, de la Slovénie, etc. Le peuple a-t-il obtenu ses libertés démocratiques ? Non. Au lieu d'obtenir la liberté et la démocratie, une grande partie de la population — la classe ouvrière — s'est vue jeter dans des camps de concentration, s'est vue interdire sa presse et supprimer le droit d'association politique et syndicale.

« Le régime Tsvetkovitch-Matchek non seulement n'a pas tenu ses promesses ni réparé les injustices faites au peuple par les régimes précédents, mais a sérieusement aggravé la situation. »

Ce fut un des gouvernements les plus corrompus de tous ceux qui se sont succédés pendant les 20 années d'existence de l'ancienne Yougoslavie. D'une part, il était à la remorque de l'Axe, suivait l'exemple des Etats fascistes en ce qui concerne l'organisation intérieure, les persécutions de la classe ouvrière, l'introduction du système corporatif, etc., et, d'autre part, il flirtait avec l'Angleterre et les autres démocraties occidentales.

Il est vrai que sur son déclin et sous la pression du peuple, ce gouvernement dut rétablir les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., mais sa politique envers l'Union soviétique était peu sincère, et, au fond, très inamicale.

L'attitude hypocrite de Tsvetkovitch et de Matchek envers ce pays est on ne peut mieux caractérisée par leurs réponses à la question « La politique de la Yougoslavie envers l'U.R.S.S. est-elle sincère ? » Tsvetkovitch répondit : « Heu, les Soviets croient à notre sincérité dans cette politique ! », et Matchek : « Nos relations avec l'Union soviétique sont comme un fusil non chargé sur l'épaule ». Il est donc de toute évidence que, dans leur politique envers l'U.R.S.S., ils se conduisirent en spéculateurs, ce qui ne fut pas le cas dans leurs rapports avec l'Axe.

A la fin de son communiqué n° 5 du mois de janvier 1941, dans lequel il invite les peuples de Yougoslavie à engager la lutte contre le gouvernement antipopulaire Tsvetkovitch-Matchek, le C.C. du P.C.Y. dit notamment : « Nous invitons à la collaboration et à la lutte commune tous ceux qui n'approuvent pas la politique intérieure du gouvernement Tsvetkovitch-Matchek, qui mène les peuples de Yougoslavie à la catastrophe, tous ceux qui sont prêts à lutter pour : 1) La réalisation du pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique, en vue d'établir des liens étroits, culturels et autres, avec ce pays, qui est le plus puissant, le plus avancé de

— 52 —

tous et le seul qui puisse nous protéger du conquérant fasciste; 2) Pour la démocratisation du pays, pour la liberté d'organisation politique et syndicale, la liberté de l'activité syndicale de la classe ouvrière, la liberté de presse et de réunion, pour l'égalité des peuples opprimés; 3) Pour la formation d'un vrai gouvernement populaire, qui aura la confiance du peuple et prendra d'urgence les mesures nécessaires pour la réalisation des revendications précitées, lesquelles sont désirées par l'énorme majorité des peuples yougoslaves ».

Mais, le gouvernement se précipitait de lui-même vers sa perte, car le mécontentement du peuple grandissait de jour en jour, pour atteindre son point culminant à la veille du 27 mars 1941, date à laquelle le cabinet Tsvetkovitch-Matchek adhéra au Pacte tripartite, pour atteler définitivement la Yougoslavie au char de l'Axe. Ce jour-là, le gouvernement Tsvetkovitch-Matchek vit la fin de sa carrière de gouvernement traître et fut renversé par la force. Ainsi prenait fin également la collaboration avec l'Allemagne. Les peuples de Yougoslavie opposèrent au pacte un « non » catégorique, en scandant : « Mieux vaut la guerre que le pacte » et préférant, s'il le fallait, « combattre debout que mourir à genoux », car le fascisme, ils le savaient, ne connaissait pas de pitié.

Camarades,

La nouvelle direction du P.C.Y. qui se mit à l'œuvre vers la fin de 1937 avait devant elle quatre tâches fondamentales : 1) Epurer le Parti le plus énergiquement possible de toutes les survivances des fractions et des groupes; 2) Travailler inlassablement à la consolidation de l'organisation du Parti et à son raffermissement; 3) Travailler avec ténacité à l'élévation du niveau idéologique et politique des membres du Parti; 4) Procéder avec persévérance au rassemblement de toutes les forces progressistes en un Front populaire — pour la lutte contre les régimes antipopulaires et les tendances fascistes, pour la défense du pays contre le danger fasciste extérieur.

Au cours de 1937, 1938 et 1939 — tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays — furent écartés du Parti non seulement les vieux fractionnistes et les représentants des différents groupes, mais aussi les trotskistes de toutes sortes, et tous les autres éléments nuisibles au développement du Parti. Cette lutte pour la pureté du Parti était loin d'être facile, car les luttes fractionnistes, menées durant de longues années, avaient laissé des traces profondes au sein du Parti. C'est au bain que l'épuration fut le plus difficile, car le fractionniste bien connu, Petko Miletitch, avait réussi à capter la confiance des jeunes communistes, les meilleurs et les plus combattifs, en leur racontant des histoires sur sa conduite soi-disant héroïque devant la police. Ce n'est qu'après de longs efforts, vers la fin de l'année 1939, qu'on parvint à le démasquer. Nous sommes aujourd'hui, en possession des documents qui prouvent son attitude félonne devant la police. Ce n'était pas seulement un fractionniste, mais aussi un provocateur au service de la police, ce qui confirme la justesse de la règle que, le plus souvent, il n'y a pas loin du fractionniste au provocateur et à l'ennemi de la classe ouvrière. Grâce aux mesures énergiques que le Parti prit contre ces éléments, la grande majorité des communistes qui se trouvaient au bain fut sauvée pour le Parti (Applaudissements).

Une autre circonstance entrava la consolidation du Parti en Dalmatie, où le trio bien connu Yelaska-Maritch-Balykass s'était

— 54 —

emparé du gouvernail. Grâce à ces trois personnes l'indiscipline, l'opportunisme, le sectarisme et le népotisme, au pire sens du mot, régnaient dans la plupart des organisations dalmates du Parti. Tous trois considéraient l'organisation du Parti dalmate comme leur fief et rendaient impossible sa consolidation. Les liens de parenté et la corruption jouaient un grand rôle parmi les dirigeants. Autant de faits qui ne manquèrent pas de compliquer le travail de redressement dans les organisations du Parti en Dalmatie. Ce n'est qu'avec le soutien et les mesures énergiques du P.C.Y. et du P.C.C. qu'on parvint, avec l'assistance des éléments sains du Parti et des cadres dirigeants moyens, à établir l'ordre et une parfaite unité dans les organisations dalmates du Parti.

Dans la résolution adoptée à la Conférence nationale du P.C.Y. au mois de mai 1939, toutes les mesures prises par le C.C. du P.C.Y. furent approuvées. Il y est dit, entre autre : « 1) Pour la sauvegarde du Parti, contre l'ennemi de la classe ouvrière, il faut procéder : a) A des mesures d'épuration plus énergiques encore; b) A l'élimination de tous les adeptes des divers « groupes » ou fractions et à la revision et à l'examen de tous les membres et fonctionnaires du Parti ».

Un grand pas en avant, dans la consolidation et le renforcement du P.C.Y., fut fait au cours de l'été 1937, avec la création du P.C. de Croatie et du P.C. de Slovénie, création qui contribua grandement au raffermissement et à la formation des cadres, et facilita le travail du Parti dans l'établissement des liens avec les masses, aussi bien parmi les ouvriers que parmi les paysans et les intellectuels.

Pour chaque problème, le C.C. du P.C.Y. a pris toujours, et toujours à temps, une attitude nette. A cette époque, la ligne du Parti consistait dans la mobilisation de toutes les forces démocratiques en un Front populaire pour la défense du pays contre le danger fasciste. Par conséquent, dans toutes les proclamations, dans tous les tracts et dans tous les articles de la presse clandestine, le peuple était sans cesse invité à réclamer un gouvernement démocratique et le rétablissement des libertés démocratiques.

Après l'Anschluss, lorsque le danger fasciste se rapprocha de la frontière même de notre pays, le P.C.Y. renforça sa propagande contre la V^e colonne de Yougoslavie, contre le régime de Stoyadinovitch et, plus tard, contre celui de Tsvetkovitch-Matchek, dont les méthodes fascistes entraînaient le pays à la ruine. En outre, le Parti lutta avec persévérance pour l'unité de la classe ouvrière, pour un front unique des ouvriers, sans distinction d'appartenance syndicale. Il poursuivit cette lutte même après l'interdiction des syndicats de classe, ce qui prouve que, sur ce point, le Parti avait vaincu la maladie du sectarisme. Et s'orientait vers les masses.

— 55 —

D'un autre côté, le danger de droite — l'opportunisme — apparaissait dans certaines organisations, comme par exemple, dans celles de Zagreb. Dès 1937, le Parti avait créé sa base légale d'activité politique — un comité appelé « Comité d'initiative du Parti du peuple travailleur » — dont la légalité ne consistait, au fond, que dans la possibilité d'éditer quelques journaux légaux et dans la perspective de pouvoir participer aux élections. Mais certains camarades, les dirigeants mêmes de ce comité, nourrissaient l'illusion que ce Parti pourrait exister en Croatie en tant qu'organisation et qu'il pourrait se présenter aux élections comme un partenaire de la coalition paysanne-démocrate. Il advint de tout cela que, lors des élections de 1938, une faute grave fut commise : les camarades de Zagreb étant restés à la remorque de ladite coalition, laissèrent ainsi échapper pour le P.C.Y., la possibilité de prendre part aux élections comme facteur politique autonome.

De telles erreurs furent sévèrement critiquées, notamment lors de la V^e conférence du Parti.

Dans la période de la trahison de Munich, le P.C.Y. fit une puissante propagande pour l'aide à la Tchécoslovaquie. Plusieurs dizaines de milliers de volontaires se présentèrent. Les peuples de Yougoslavie prouvaient par là qu'ils restaient fidèles aux engagements de fraternité et d'alliance. De même qu'en 1936 et en 1937 les communistes et les membres de la jeunesse communiste furent les premiers à s'enrôler comme volontaires contre les envahisseurs fascistes en Espagne, de même, cette fois encore, ils furent les premiers prêts à combattre côte à côte avec les peuples de Tchécoslovaquie, pour leur liberté et leur indépendance.

Vers la fin de 1940, le P.C.Y. avait déjà si bien consolidé et raffermi ses rangs qu'il fut à même de tenir sa cinquième conférence en octobre de la même année, et cela dans les pires conditions de l'illégalité. A cette réunion historique prirent part 105 délégués venus de toutes les parties du pays — nombre qui n'avait jamais été atteint auparavant, lors des conférences et congrès illégaux. C'était là un énorme succès de notre Parti, c'était la preuve qu'il s'était raffermi dans tous les sens, qu'il avait épuré ses rangs, qu'il était définitivement uni et qu'il était vraiment devenu l'avant-garde de la classe ouvrière de Yougoslavie.

A cette conférence, le C.C. présenta un rapport sur l'activité du Parti, sur les succès et sur les faiblesses qui existaient encore et qu'on devait éliminer au plus vite, si l'on voulait rendre le Parti entièrement en état d'assumer les tâches qui lui incombait. La conférence approuva, dans toutes les questions, l'activité et la ligne des dirigeants. Elle constata que le Parti avait fait de grands progrès et obtenu d'importants résultats en ce qui concerne l'établissement

— 56 —

des liens avec les masses. Elle enregistra, en outre, un accroissement considérable des forces du Parti.

Comment le P.C.Y. a-t-il pu, en une si courte période, obtenir de tels succès ?

Il l'a pu : 1) Parce qu'il avait épuré ses rangs des fractionnistes et des espions au service des ennemis de la classe ouvrière; 2) Parce que le Parti avait désormais des cadres sains, pouvant déployer leur initiative pleinement et sans entraves, c'est-à-dire parce que les éléments sains du Parti avaient maintenant voix au chapitre; 3) Parce que maintenant se trouvait à la tête du Parti, une direction unifiée, dans laquelle il n'y avait pas de conflits intérieurs — c'est-à-dire dans laquelle régnait une parfaite unanimité sur toutes les questions; 4) Parce qu'il y avait une solide unité de volonté et d'action dans l'organisation; 5) Parce que le Parti se déployait en largeur dans les masses, devenant peu à peu leur guide reconnu; 6) Parce que la direction savait justement apprécier la situation dans chacun des cas concrets qui se présentaient; parce qu'il n'y avait pas d'hésitation dans la ligne du Parti; 7) Parce que cette ligne traduisait les aspirations de toutes les forces réellement progressistes, et que les actes des communistes ne différaient pas de leurs paroles; 8) Parce que à la veille des événements décisifs qui suivirent, le Parti s'orienta hardiment dans la voie de la défense du pays contre le danger imminent, et d'une lutte sans merci contre les traîtres et la V^e colonne qui poussaient le pays à la catastrophe.

Je n'ai pas voulu m'étendre ici sur l'activité multiple et très féconde du P.C.Y. ni sur sa lutte dans la période comprise entre 1937 et 1941, car le matériel que nous possédons sur la V^e conférence du Parti en parle suffisamment. Je me suis donc borné à en esquisser les traits principaux. Au cours de ces quatre années, le Parti publia de nombreux tracts, proclamations, communiqués, résolutions et autres imprimés dans lesquels, conséquemment et avec ténacité, il poursuivit sa ligne, tendant à l'établissement de rapports amicaux et diplomatiques avec l'Union soviétique (applaudissements prolongés). Et plus tard, alors que sous la pression des masses le cabinet Tsvetkovitch-Matchek fut contraint d'agir dans ce sens, le Parti demanda avec fermeté la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S. (vifs applaudissements). Continuellement et inlassablement, par l'intermédiaire de sa presse et directement, le Parti éduquait ses membres et les peuples de la Yougoslavie dans la foi, l'amour et la fidélité envers l'Union soviétique en tant que pays le plus avancé, pays du socialisme et protecteur désintéressé des petites nations (applaudissements prolongés). A travers la presse du Parti, on mena une lutte des plus acharnées pour les droits démocratiques, ainsi qu'une campagne opiniâtre contre

les régimes antipopulaires et on exigea la formation d'un gouvernement du peuple. Dans toutes ses publications, le Parti démasquait les plans des conquérants fascistes — de Hitler, Mussolini et consorts : il signala aux peuples de Yougoslavie, l'immense danger qui les menaçait, tout en leur indiquant la voie à suivre pour écarter le péril. Sans cesse, dans les écrits comme en paroles, on réclamait le rassemblement de toutes les forces patriotiques dans un front populaire antifasciste et on mena, avant tout, la lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

C'est seulement aujourd'hui, en parcourant la presse de cette époque, que nous nous rendons compte de la fermeté et de la persévérances inébranlables avec lesquelles le Parti allait alors à la rencontre des grands événements : c'est seulement en lisant cette presse que l'on s'explique nettement pourquoi notre Parti a pu devenir le guide du peuple dans la lutte pour la libération, l'indépendance et un avenir meilleur. (Applaudissements).

Avec la V^e conférence, se termine l'étape de trois ans de la consolidation du P.C.Y.

C'est surtout après cette conférence, que le C.C. du P.C.Y. ainsi que les autres organes dirigeants du Parti consacrèrent une grande attention à l'éducation politique et idéologique des cadres. Aussitôt après ladite conférence, c'est-à-dire au mois de novembre de la même année, une école supérieure illégale du Parti fut fondée auprès du C.C. Les auditeurs en étaient des dirigeants moyens et même quelques dirigeants supérieurs du Parti. Outre l'étude des œuvres de Marx, Lénine et Staline, le plus grand soin était apporté à l'étude de l'Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. S'instruisant des expériences de ce Parti, notre Parti communiste se préparait de toutes ses forces pour les grands jours historiques qui s'approchaient très rapidement.

Le 27 mars 1941, quand le cabinet Tsvetkovitch-Matchek, de concert avec le prince Paul, eut consommé son acte de trahison en adhérant au Pacte tripartite, c'est-à-dire aux puissances de l'Axe, notre Parti ne fut pas pris au dépourvu. Ce jour-là, pendant les immenses démonstrations dans les rues de Belgrade, le Parti fut maître de la situation. Sous la pression des masses, le cabinet Tsvetkovitch-Matchek s'écroulait, pour céder la place au cabinet Simovitch qui dut immédiatement accorder certaines libertés, et libérer les antifascistes et les communistes détenus dans des camps de concentration. En Croatie, cependant, Matchek qui était encore au pouvoir, refusa de changer quoi que ce fût dans ce sens, car les oustachis avaient des positions très fortes dans son parti. Et le 6 avril 1941, les hordes fascistes, allemandes, italiennes et autres attaquaient traîtreusement notre pays.

VI

**LA PERIODE DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE
DES PEUPLES DE YOUGOSLAVIE ET LE P. C. Y**

L'occupation de notre pays créa de nouvelles conditions, bien plus dures encore, pour l'activité de notre Parti. Mais ayant passé par la bonne et longue école de vingt années de luttes clandestines, le Parti se trouvait prêt à faire face à toutes les difficultés. Il n'était alors aucunement entamé, pas plus au point de vue organisation qu'au point de vue politique. Les régimes antipopulaires avec Stoyadinovitch, Tsvetkovitch et Matchek, n'avaient pas réussi à le décapiter et à l'anéantir, bien qu'il y eussent travaillé de toutes leurs forces (Matchek surtout). La perte de plus de 200 militants du Parti croate, dont 90 chefs, livrés par Matchek aux oustachis qui les massacrèrent tous, fut évidemment cruellement ressentie par le Parti; mais malgré tout, il resta capable, même en Croatie, d'accomplir sa tâche (applaudissements et approbations enthousiastes).

Pendant les premiers jours de l'occupation tous les organes dirigeants du Parti, depuis le C.C. du P.C.Y. jusqu'aux comités centraux nationaux, et aux comités régionaux, départementaux et locaux, se mirent en branle jusque dans leurs moindres rouages. Le Parti avait réussi à conserver, comme il le fit durant toute l'occupation, certaines de ses imprimeries illégales, dont quelques-unes, comme par exemple celles de Belgrade et de Slovénie, fonctionnèrent jusqu'à la fin de la guerre. C'est ainsi que, dès le début de l'occupation, c'est-à-dire dès le mois d'avril 1941, le Parti publia dans toutes les régions de Yougoslavie, sa presse illégale, proclamations, tracts, bulletins et fit même paraître l'Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

Déjà, bien avant la guerre, c'est-à-dire avant l'agression contre la Yougoslavie, alors que le danger d'un conflit était proche, en 1938, le Parti avait donné la directive aux communistes et aux membres de la Jeunesse communiste, d'apprendre à manier les armes et de s'initier à l'art militaire. A Belgrade, les étudiants progressistes furent

— 60 —

Formés en bataillons et reçurent l'enseignement prémilitaire, quoique le régime ne regardât pas cela d'un bon œil. Puis, toujours sur une directive du Parti, dans tout le pays, les femmes et les jeunes filles progressistes des villes et même de la campagne, fréquentèrent des cours d'infirmières. En outre, le C.C. du P.C.Y. entreprit la conquête de positions au sein de l'armée. Ce fut le camarade Mitar Bakitch que le Parti chargea de cette tâche. Une cellule fut formée parmi les officiers de l'aviation à Zagreb, tandis que, dans certaines garnisons, des groupes et des isolés travaillaient suivant les directives du Parti. Mais tout cela était loin d'être suffisant pour arrêter la débâcle de l'armée au moment de l'agression fasciste, et pour organiser les troupes.

Deux jours avant l'entrée des troupes allemandes à Zagreb, le C.C. du P.C.Y. — qui s'y trouvait alors — tint avec le C.C. du P.C. de Croatie une séance commune, au cours de laquelle on décida d'envoyer une délégation à l'Etat-major de la IV^e armée afin de réclamer des armes pour les ouvriers et les antifascistes en vue d'une lutte contre les oustachis qui prenaient déjà ouvertement le pouvoir des mains de Matchek, ou plus exactement auxquels Matchek cédait volontairement le pouvoir. Le chef de l'état-major de la IV^e armée, Orlovitch, repoussa à deux reprises la demande de notre délégation, conduite par le camarade Krach. Peu s'en fallut qu'il ne la fit arrêter sous prétexte qu'il était insensé de vouloir résister.

Le jour où les Allemands entrèrent à Zagreb, le C.C. du P.C.Y. décida, au cours d'une séance, que la majorité des membres du C.C. passerait à pied en Bosnie, au Monténégro, en Serbie et en Slovanie afin de prendre en mains le travail de préparation du Parti et du peuple en vue d'une insurrection (plus tard, il fut établi que malgré les immenses difficultés, tous ces camarades avaient réussi à rejoindre les lieux qui leur avaient été assignés). On décida, en outre, de créer un comité militaire avec le secrétaire du C.C. à sa tête. Le Bureau politique du C.C. du P.C.Y. choisit pour siège Belgrade d'où il était plus facile de diriger les préparatifs dans toutes les régions.

Comme on le sait, la trahison et la poltronnerie des généraux amenèrent l'armée de l'ancienne Yougoslavie à capituler après 12 jours d'une résistance insignifiante. Le cabinet Simovitch et le roi se sauvèrent en avion. Dans le pays, seuls en face de l'occupant, il ne restait que le peuple sans armes et le P.C. qui lui demeurait fidèle et se préparait à la lutte au mépris de tous les sacrifices (vifs applaudissements). Lorsque, dès le mois de Mai, les oustachis entreprirent des massacres en masse de la population serbe de Bosnie-Herzégovine, de la Lika et du Kordoun, et que, fuyant la mort, les

habitants gagnaient les montagnes et les forêts, le Parti envoya ses membres afin de se mettre à la tête du malheureux peuple et de l'aider à résister à la fureur bestiale des oustachis, et cela avant même l'agression allemande contre l'Union soviétique. Ce furent là les premiers combats que livrèrent des hommes mal ou même pas du tout armés contre un adversaire fort bien équipé. Munis de quelques fusils seulement et, plus souvent de fourches, de faux et d'autres armes primitives, fabriquées par le peuple, les habitants de ces régions combattaient dans une lutte sans merci contre les oustachis égorgeurs.

La période de deux mois — du 15 avril au 22 juin — pendant laquelle des luttes se déroulaient déjà dans lesdites régions, fut consacrée, par les organisations du Parti, aux derniers préparatifs de l'insurrection, à des actes de diversion ainsi qu'à se procurer des armes, etc. Des conférences et des réunions du Parti furent tenues, par les comités centraux, nationaux, régionaux, départementaux, locaux et même par les cellules, dans le but de discuter et d'apporter des suggestions sur le travail du Parti, dans les nouvelles conditions ainsi que sur les mesures à prendre pour préserver au mieux les cadres tout en se consacrant à une activité intense; on discuta sur les préparatifs en vue d'un soulèvement général du pays entier, sur l'attitude du P.C.Y. vis-à-vis des anciens partis politiques, etc.

Le C.C. du P.C.Y. eut des entretiens avec certains chefs des anciens Partis de l'opposition, comme par exemple Ribar, qui, en tous points, tomba d'accord avec nous, ainsi qu'avec Dragolioub Yovanovitch, qui, en paroles, se prétendait pour la collaboration et la lutte commune, mais ne fit rien dans ce sens auprès de ses adhérents. Caché en lieux sûrs, il resta à Belgrade jusqu'à la fin de la guerre. En Slovénie, le Front de Libération fut créé dès le mois de mai, sur l'initiative du P.C. slovène qui en prit la direction.

En un mot, le Parti s'efforça avec persévérance de rassembler tous ceux qui pensaient honnêtement et étaient prêts à lutter contre l'occupant.

Le 22 juin 1941, les hordes fascistes hitlériennes attaquaient traîtreusement l'Union soviétique. Le Bureau politique du C.C. du P.C.Y. tint le même jour une séance où fut examinée la nouvelle situation et où furent envisagées les mesures à prendre. Il fut décidé que le C.C. du P.C.Y., de même que les autres comités centraux et régionaux, publieraient des proclamations appelant le peuple à la lutte armée, à l'insurrection nationale générale. (Tous les délégués se lèvent en applaudissant et en acclamant chaleureusement le camarade Tito et le C.C. du P.C.Y.).

La proclamation du C.C. du P.C.Y. qui fut immédiatement imprimée

mée disait notamment : « Vous qui géissez sous le joug de l'occupant, vous tous qui aimez la liberté et l'indépendance et qui ne voulez pas être les esclaves du fascisme — sachez que l'heure de la lutte libératrice contre le conquérant fasciste a sonné. Apportez votre part à cette lutte pour votre liberté, sous la conduite du P.C. de Yougoslavie ! La lutte de l'Union soviétique est en même temps la vôtre, car ce pays se bat contre vos propres ennemis, sous le joug desquels vous géissez. Ne vous laissez pas duper par les réactionnaires au service des bandits fascistes. Votre place est dans les rangs de la classe ouvrière qui lutte afin de conquérir pour elle et pour vous la véritable liberté et la véritable indépendance. Il y va de votre avenir et de l'avenir de vos enfants ! Si vous aimez la liberté et l'indépendance, si vous ne voulez pas vivre en esclaves, si vous voulez vous libérer de la servitude fasciste, aidez de tous vos moyens la lutte juste que mène le grand pays pacifique du socialisme — l'Union soviétique. Réunissez vos forces contre les oppresseurs, les envahisseurs fascistes qui ont asservi et pillé votre pays ».

La proclamation continuait ainsi, s'adressant aux ouvriers et aux ouvrières yougoslaves : « Prolétaires de toutes les régions de la Yougoslavie, à vos postes — aux premiers rangs du combat ! Serrez vos rangs autour de votre avant-garde, le P.C. de Yougoslavie ! Chacun à sa place ! Inébranlables et disciplinés, faites votre devoir prolétarien ! Préparez-vous promptement pour la bataille finale et décisive, ne permettez pas que coule le sang précieux des héroïques peuples soviétiques sans que vous participiez à leur lutte ! (Applaudissements enthousiastes). Que vos mots d'ordre soient : pas un ouvrier, pas une ouvrière ne doit partir en Allemagne pour augmenter par son travail, les forces des bandits fascistes. Mobilisez toutes vos forces pour éviter que votre pays ne devienne la base de ravitaillement des hordes fascistes qui, tels des chiens enragés, se sont abattus sur l'Union soviétique — notre cher pays du socialisme, notre espoir, lumière vers laquelle sont tournés les regards des travailleurs du monde entier ! ».

S'adressant ensuite aux communistes yougoslaves, la proclamation poursuivait : « Cette heure, la plus décisive de notre lutte, que nous avions prévue, vient de sonner. Nous n'ignorions pas ce que les criminels fascistes préparaient contre l'U.R.S.S. et toute l'humanité laborieuse. Les sanguinaires maîtres fascistes qui maintiennent dans la servitude leurs propres peuples et ceux des pays qu'ils ont asservis, viennent de nous déclarer une guerre d'extermination, et d'ordonner par la radio, le massacre sanglant des communistes. Nous acceptons cette lutte, à laquelle nous nous attendions et pour laquelle

nous nous sommes préparés : « Pas de merci pour les communistes dans cette lutte ! » vocifèrent les bourreaux fascistes. Ce à quoi nous ripostons : « Pas de pitié pour les chefs criminels fascistes et leurs acolytes, pas de piété pour l'oligarchie financière fasciste et ses satrapes ! » (Applaudissements).

Tel fut l'appel à l'insurrection de notre Parti, un appel aux armes résolu et inflexible, avec la foi dans la victoire en même temps que l'entière conscience des difficultés énormes que cette lutte entraînait pour le Parti et pour tout le peuple.

Tenant compte de la situation particulière de chaque région de la Yougoslavie, le comité régional de Serbie, le C.C. de Croatie, celui de Slovénie, le comité régional du Monténégro et autres, publièrent leurs proclamations au peuple. A la séance du 27 juin, le C.C. du P.C.Y décida qu'une partie des membres du C.C. et des militants du Parti devaient se rendre immédiatement sur les lieux mêmes du combat, afin d'y organiser et diriger les détachements de partisans ! C'est alors que fut créé l'Etat-major appelé : Etat-major des détachements de partisans de Libération nationale de Yougoslavie. Il fut constitué par les membres du Bureau politique du C.C. et élargi plus tard par l'entrée de quelques autres camarades, dirigeants supérieurs et personnalités militaires. Le président du Comité militaire, et secrétaire du Parti, commença à exercer en même temps les fonctions de commandant militaire de tous les détachements de partisans de Yougoslavie. (Applaudissements prolongés et ovation : Tito, Tito !).

Dès le mois de juillet, des instructions militaires furent données pour l'action et l'organisation des détachements de partisans. Jusqu'à mi-septembre 1941 l'organisation de l'insurrection et des actes de diversion, étaient dirigés de Belgrade. La majorité des membres du Bureau politique du C.C. qui y resta fixée jusqu'à cette date, déployant en dépit des plus dures conditions de vie et sous la menace de rafles incessantes de la Gestapo et des espions du type Vouyovitch, Kosmayatz et autres quislings, une activité des plus intenses, procédant même directement à l'organisation d'actes de diversion dans la capitale. Le Bureau politique du C.C. élaborait, à Belgrade même, tout un plan d'opérations partisans en Serbie et un plan pour la création d'un territoire libre en Serbie occidentale, devant servir de base pour diriger et activer la lutte armée dans toute la Yougoslavie. Lorsque, le 7 juillet, les partisans de Serbie engagèrent les premiers combats, l'Etat-Major et le C.C. étaient déjà en rapports constants avec ces détachements ; des courriers apportaient les rapports et transmettaient les directives et les ordres aux organisations du Parti et aux unités militaires combattantes.

— 64 —

Le 10 août 1941 sortit le premier numéro du Bulletin de l'Etat-major des détachements de partisans de Libération nationale de Yougoslavie, qui parut ensuite régulièrement pendant toute la durée des opérations, jusqu'à la fin des hostilités.

Voilà ce que dit le premier Bulletin sur les tâches des détachements partisans de Libération nationale :

« 1. — Les détachements partisans de Libération nationale de toutes les régions de la Yougoslavie (Serbie, Slovénie, Croatie, Monténégro, Bosnie et Herzégovie, Macédoine, Voïvodine, Sandjak et Dalmatie) ont pour but principal de libérer les peuples de Yougoslavie de l'occupant et de lutter contre ses agents dans le pays, qui collaborent à l'oppression et à la terreur auxquelles nos peuples sont soumis.

2. Le plus grand ennemi de la liberté et de l'indépendance de notre peuple est le fascisme allemand, et ensuite tous ses acolytes fascistes qui se livrent au brigandage dans tout le pays. Il est donc du devoir sacré de tout patriote de combattre implacablement ces bandes fascistes jusqu'à leur extermination totale.

3. Les détachements partisans sont dénommés « de libération nationale » parce que ce ne sont pas des formations armées d'un parti ou d'un groupe politique quelconque — dans le cas concret du Parti communiste, bien que les communistes se trouvent à la pointe de combat. Ce sont les détachements armés des peuples yougoslaves, dans lesquels doivent combattre tous les patriotes capables de mener la lutte armée contre l'occupant, sans distinction de convictions politiques.

4. Dans cette lutte générale contre l'ennemi de notre peuple les détachements de partisans ont des tâches multiples. Ils doivent détruire tout ce qui sert aux envahisseurs fascistes : chemins de fer, ponts, usines, ateliers, dépôts d'armes et de munitions, etc. A tout prix, ils doivent empêcher l'occupant de réquisitionner chez les paysans céréales, bétail et autres vivres ; ils sont tenus de les lui reprendre de force, en cas de réquisition, et de les distribuer au peuple, en retenant la quantité nécessaire à leur propre ravitaillement. Les détachements partisans doivent rendre impossible toute perception d'impôts et autres taxes, car, dans les circonstances actuelles seul l'occupant peut en tirer profit pour continuer ses guerres de conquêtes et opprimer notre peuple.

5. Les détachements partisans doivent protéger, les armes à la main, les agglomérations, villes et villages, contre la terreur fasciste et les biens du peuple contre les pillages de l'occupant.

— 65 —

6. Les détachements partisans ont le devoir d'anéantir, en toute occasion, les formations fascistes, et tout particulièrement leurs officiers, les membres de la Gestapo, les chemises noires, etc. De même, il faut implacablement exterminer leurs agents dans le pays, les traîtres au peuple et les provocateurs de tout acabit, qui livrent en masse aux bourreaux fascistes les meilleurs fils de nos peuples et qui, comme des chiens serviles, aident l'occupant et terrorisent la population.

7. Les détachements partisans doivent inlassablement développer la résistance du peuple en organisant des soulèvements populaires et en se mettant à leur tête dans le combat. L'expérience que nous avons acquise jusqu'ici au cours des luttes partisans nous a montré que la question du soulèvement général du peuple a été négligée ; aussi est-il urgent de mettre fin à cette carence, car, dans le cas contraire, les partisans se verraient isolés des masses prêtes à se battre pour la juste cause.

8. La ligne politique des détachements partisans doit être : le Front antifasciste de Libération nationale commun à tous les peuples de Yougoslavie sans distinction de convictions politiques ou religieuses.

9. Lors de la formation des détachements partisans, toute étroitesse d'esprit doit être écartée et de larges possibilités d'initiative doivent être créées. Les détachements partisans une fois formés, sont tenus de se mettre immédiatement en contact avec les états-majors locaux et départementaux et de se placer sous leur commandement.

10. Les états-majors et les chefs doivent veiller avec soin à ce que l'ennemi ne réussisse pas à infiltrer dans les rangs des partisans des provocateurs et des espions. Si toutefois de tels événements y sont découverts, ils doivent être immédiatement exécutés et leurs noms publiés.

11. Les états-majors et les chefs des détachements partisans sont tenus de veiller au plus strict maintien de la discipline. Tout acte de pillage, de trahison ou de violation de la discipline doit être rigoureusement puni.

12. Les états-majors ont le devoir de s'occuper du ravitaillement des combattants en vivres, en armes, etc. Le ravitaillement en vivres doit être organisé de concert avec les comités du Front de Libération nationale qui sont tenus de faire des collectes pour le Fonds de la Libération nationale. Dans les localités où de tels comités n'existent pas encore, l'approvisionnement doit être assuré

— 66 —

par le libre consentement des paysans et des citadins, ou payé en espèces.

13. Tous les détachements partisans et leurs états-majors : de Croatie, de Serbie, Slovénie, Monténégro, Bosnie — Herzégovine, Vojvodine, Dalmatie, Macédoine et Sandjak, sont placés sous le commandement suprême du C.Q.G. des détachements partisans de Libération nationale de Yougoslavie.

Dans le but de mener une lutte coordonnée et d'assurer la conduite efficace des opérations, les états-majors doivent maintenir une liaison constante entre eux.

14. Les états-majors et les chefs doivent assurer le matériel et le personnel sanitaires nécessaires pour les soins à donner aux blessés et aux malades.

15. Au fur et à mesure que les soulèvements des masses populaires prendront plus d'envergure, le nombre des commandements augmentera en proportion; aussi est-il nécessaire que les états-majors et les chefs des détachements partisans se préoccupent de trouver de bons chefs et commissaires ayant fait leurs preuves, qui devront se mettre à la tête des masses insurgées.

16. Lorsque les circonstances stratégiques et autres permettront le déclenchement d'importantes opérations, il sera procédé, selon les besoins, à la formation de grandes unités militaires composées de plusieurs détachements partisans ».

Voilà comment le C.C. du P.C.Y. fixait les tâches et le rôle des détachements partisans. En outre ce Bulletin publiait déjà des rapports partiels sur les luttes qui se déroulaient dans tout le pays contre l'occupant et les quislings. Il serait trop long d'examiner tout cela en détail. Je citerai pourtant quelques actions fort caractéristiques qui eurent lieu les premiers jours de l'insurrection, c'est-à-dire avant le 10 août 1941.

Voilà par exemple, ce qui est dit dans l'un de ces rapports à propos de l'attaque effectuée par un détachement partisans sur l'hôpital de Belgrade. L'Etat-major félicite ce détachement dans les termes suivants : « Nous adressons nos félicitations au groupe de partisans qui, le 30 juillet 1941 fit irruption dans l'hôpital de Belgrade et sauva des griffes de la Gestapo un des chefs-combattants (le camarade Rankovitch-Marko) [Vifs applaudissement]. En s'acquittant de sa tâche ce groupe de partisans a fait preuve non seulement d'une bravoure et d'un sang-froid sans exemple, mais aussi d'une adresse remarquable ».

— 67 —

Et plus loin : « Nos félicitations au jeune partisan qui, lors d'une rencontre avec les occupants fascistes allemands près de Yagodina, tua à la mitrailleuse 11 soldats ennemis et en blessa 7. L'exploit de ce jeune partisan mérite la plus haute reconnaissance qui puisse aller aux héros de la nation ».

Il y est dit encore : « Dans les actes de sabotage et de diversion les partisans serbes ont remporté jusqu'à présent d'importants succès. Nous n'en citerons que quelques-uns, ne pouvant, par manque de place, les énumérer tous : l'explosion du dépôt de pétrole de Smedérévo et du dépôt de munitions et de pétrole de Tachmaydan; l'incendie d'un garage et de 80 canons, à Belgrade; le sabotage d'une ligne de chemin de fer et l'explosion du dépôt de pétrole, à Obrénovats; la destruction du viaduc de Ralya, du pont de chemin de fer situé près de Mala Ivantcha, de l'arsenal de munitions de Tchatchak; la destruction d'un train près de Kragouyévatz (à cette occasion 50 officiers et soldats allemands furent tués et 120 blessés); l'assaut donné, à l'aide de grenades, à la Maison des officiers à Nich où furent tués et blessés près de 30 officiers supérieurs et subalternes allemands; la destruction de 5 avions et d'un hangar près de Yagodina (au cours de laquelle brûlèrent ou furent démolis de nombreux camions, rails et autres moyens de communication); l'engagement avec une formation militaire allemande, au cours de laquelle un capitaine allemand et un lieutenant-colonel furent tués et un général blessé; l'incendie de l'auto-commandature de Belgrade, dont un bâtiment fut entièrement brûlé; l'incendie, à deux reprises, de la rédaction de « Novo Vréme » (l'empis nouveau) et de l'« Obnova » (Rénovation); les coupures répétées des câbles électriques TT, et des lignes de communication, et maintes autres actions qui furent autant de coups sérieux assés à l'ennemi.

« En Herzégovine, les luttes partisans font rage depuis des mois. Les détachements partisans y comptent 17.000 hommes. Ces derniers temps encore, plusieurs milliers de Serbes fuyant la terreur des oustachis de Pavélitch, ont gagné la forêt. Contre nos détachements, le bandit Pavélitch a envoyé toute une armée et des avions. Rien qu'aux environs de Néveigné sont concentrés 4.000 soldats croates, un millier de criminels oustachis et autant d'Italiens.

« A cause de la terreur effroyable exercée contre la population serbe, le soulèvement populaire en Bosnie se développe rapidement. Les paysans gagnent par milliers la forêt et se placent sous le commandement de nos états-majors partisans. Près de Drvar les oustachis de Pavélitch ont bombardé un quartier ouvrier, tuant et blessant plus de 250 femmes et enfants. Ce crime a été commis à titre de représailles pour la défaite que l'armée oustachie a essuyée

-- 68 --

dans un combat contre un important détachement partisan. En Bosnie, des combats sont en cours autour de plusieurs localités comme Yaytsé, Lioubiya, etc...; d'autres sont déjà entre les mains des partisans. Ceux-ci tiennent également la voie ferrée de Shipade, tandis que la ligne Sarajevo-Brod est fortement endommagée. De plus, les communications menant de Mostar vers la Dalmatie sont coupées.

« En Croatie, en Lika, dans le Kordoun et ailleurs, d'âpres luttes sont engagées. Voilà plus de dix jours que la voie ferrée de Split ne fonctionne pas, démolie en plusieurs endroits. Il en est de même de la ligne Zagreb-Brod. En Lika, les partisans ont arrêté un train transportant des vivres pour l'Italie. Les vivres ont été distribués à la population locale.

« Sur la route Karlovatz-Glina les partisans ont capturé un conseil de guerre ambulante de Pavélitch et en ont fusillé tous les membres. Il s'agissait de ce même conseil qui, à Karlovatz, avait condamné à mort 11 antifascistes.

« Presque toute la population des villages des environs de Glina est partie pour Pétrava Gora, emmenant bétails et vivres, résolue à se battre les armes à la main contre les odieux égorgeurs oustachis et les bandits allemands.

« A Zagreb également toute une série d'actions ont été effectuées: 23.000 mètres de soie pour parachutes allemands ont été détruits, le passage souterrain à l'entrée de la ville a été démoli; en outre, la jeunesse de Zagreb a attaqué à coups de grenades un groupe de jeunesse fasciste de Pavélitch et a blessé 30 hommes.

« Il en est de même en Slovénie où de puissants détachements de partisans opèrent déjà dans différentes régions. La grotte près de Zidani Most ayant été minée, la ligne du chemin de fer est coupée en cet endroit. Celle de Jessenitze l'est également.

« Les détachements partisans de Vojvodine, ont eux aussi enregistré de remarquables succès, bien que le terrain s'y prête mal, les actes de diversion se succèdent sans arrêt. Les partisans ont détruit un train chargé de matériel de guerre, rendu inutilisable 10 locomotives et quelque 100 wagons, et saisi de grandes quantités de blé destiné aux Allemands.

« Dans le Monténégro, l'insurrection nationale a éclaté le 13 juillet. Toutes les garnisons italiennes sont prises, sauf celles de Cettigné et de Podgoritza. 4.000 soldats ennemis avec leur équipement complet ont été faits prisonniers, de nombreux autres tués. Pour étouffer le soulèvement au Monténégro, les Italiens ont envoyé des renforts composés de leurs troupes et de troupes albanaises... ».

— 51 —

Voilà ! Et ce n'est là qu'une petite partie des nombreux combats et actions entrepris par les partisans de Yougoslavie, pendant les premiers jours de la grande lutte de Libération.

Le second numéro du Bulletin, daté du 19 août, contient un article de fond expliquant les raisons pour lesquelles luttent les partisans. De plus, il publie le texte du serment prêté par les partisans qui est ainsi conçu : « Nous, partisans issus des peuples de Yougoslavie, avons pris les armes pour une lutte implacable contre les ennemis sanguinaires qui ont asservi notre pays et exterminent nos peuples. Au nom de la liberté et du droit de notre peuple, nous jurons de combattre avec discipline, ténacité et intrépidité, n'épargnant ni notre sang ni notre vie, jusqu'à l'anéantissement complet de l'envahisseur fasciste et de tous les traîtres au peuple ».

Ce numéro parle ensuite de la terreur exercée par les bourreaux oustachis sur la population serbe à travers toute la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Puis il énumère les actions des partisans dans les différents endroits du pays :

« Des luttes acharnées sont en cours près de Vrguine Most. 20 oustachis de Pavélitch qui massacraient la population innocente des villages ont été désarmés et liquidés. Les détachements partisans de Pétrouva Gora attaquent et détruisent continuellement les communications, les ponts et autres objectifs. Au cours d'un combat avec les oustachis, les partisans ont détruit un camion avec 35 soldats et 3 officiers ennemis. Des combats acharnés se poursuivent près de Vélika Kladoucha. Les partisans ont pénétré jusqu'aux abords de Topousko et les oustachis se retirèrent. Les arrondissements de Dogni Lapatz, de Bosansko Grahovo et 40 communes sont entre les mains des partisans qui tiennent aussi les positions près de Knin, Goloubitch, Plavno et Dinari. La région de Gratchatz est également entre les mains des partisans à l'exception de la ville proprement dite autour de laquelle de violents combats sont engagés.

On se bat autour de Koulen Vakouf, que les partisans ont solidement encerclé, tout comme Bosanski Pétrouvat, où les combats se déroulent dans les rues. Là, les partisans disposent déjà de canons qu'ils ont capturés et avec lesquels ils bombardent la ville. Oudbina est entourée de tous côtés. Le village de Plotcha situé entre Oudbina et Hovnitza se trouve entre les mains des partisans ainsi que Tcharbar, qu'ils tiennent fermement et qui est bombardé sans arrêt par l'artillerie ennemie, c'est-à-dire italienne.

« En Serbie, les partisans procèdent sans merci à la destruction de toutes les stations de gendarmerie. La mine de Sègne a été inondée. A Bagrdane, tous les appareils du bureau de poste ont été détruits, la gendarmerie désarmée. Un combat acharné s'est déroulé près de Laykovatz où un train ennemi fut arrêté et plusieurs Alle-

— 70 —

mands tués. A Zémoun, plusieurs installations de l'usine d'avions « Zmay » ont été détruites et l'usine « Ikarouss » a été endommagée. Le « Béoméтал » de Belgrade est également détruit... ».

Toute ceci démontre l'extension prise par l'insurrection nationale comme l'impuissance de l'ennemi. Cette impuissance était clairement exprimée dans la notice publiée par le commissaire à l'intérieur dans le « Novo Vrémé », du 19 août, et dans laquelle il est dit : « Appel est fait à la population pour qu'elle livre ou tue communistes et partisans, contre une prime de 3.000 dinars par tête, et de 25.000 dinars pour un chef. Nous promettons le plus grand secret quant aux noms de ceux qui répondront à l'appel ! ».

A quoi notre G.Q.G. répliqua dans son bulletin : « Et nous, nous déclarons que les traîtres doivent se sentir bien faibles et abandonnés pour avoir recours à de tels moyens, inconnus jusqu'ici. Quant à la promesse que les noms seront tenus dans le plus grand secret, nous déclarons : gare à quiconque osera commettre une chose pareille, car nous saurons son nom de la bouche même d'Atchimovitch, de Dragui Yovanovitch et autres traîtres, le jour où nous les aurons entre nos mains ». (Applaudissements).

Dans le troisième numéro du Bulletin, celui du 26 avril 1941, on publie déjà des communiqués sur des combats de grande envergure. Nous n'en citerons ici que quelques exemples :

« 8.000 partisans ont pris part aux luttes qui se sont déroulées il y a quelques jours, dans la Bossanska Kraina. Les plus grands combats ont été livrés près de Drvar, Ochtreyle, Bossanski Petrovatz, Grahovo et Glamotch, combats au cours desquels l'ennemi a fait usage de toutes sortes d'armes et a même eu recours aux avions. Nos pertes ne sont pas importantes, tandis que celles de l'adversaire sont considérables. Des combats acharnés sont livrés déjà depuis quelques jours autour de Priédor où la ville seule est entre les mains de l'ennemi... Des combats non moins violents se déroulent autour de Yaytzé contre les troupes allemandes et oustachies. La voie ferrée qui traverse Yaytzé est coupée depuis plus de dix jours. Celle de Sérajevo-Brod l'est de nouveau en plusieurs endroits. Nombre de soldats allemands et oustachis ont été tués... Près de Vlassenitza un détachement de partisans a libéré 10 paysans des mains des gendarmes; deux de ces gendarmes furent tués et six faits prisonniers, ainsi que deux oustachis. Les partisans ont occupé Vlassenitza où ils ont constitué un tribunal populaire et condamné tous les traîtres et tous les ennemis du peuple. A proximité de cette même localité les partisans ont attaqué et désarmé 100 soldats croates. Ils avaient occupé en outre Han Piéssak, d'où ils durent néanmoins se retirer... A Mayévitza également des combats sanglants sont livrés contre les postes de gendarmerie.

— 71 —

« En Serbie, la lutte partisane se renforce de plus en plus. Dans certains arrondissements tous les postes de gendarmerie ont été désarmés. Atchimovitch, Lyotich, et toute la bande, n'arrivent pas à recruter un nombre suffisant de canailles pour compenser ces pertes. Les Allemands envoient leurs troupes en province pour aider les hommes de Lyotich à venir à bout des détachements partisans, dont le mouvement revêt, de plus en plus, en Serbie, le caractère d'un soulèvement général.

« En Voïvodine, les partisans ont assailli une formation militaire allemande, tuant quatre Allemands et en blessant plusieurs autres. De leur côté, ils n'eurent qu'un blessé. Les détachements partisans à Kikinda, Mokrina, etc., ont désarmé et tué plusieurs gendarmes, un officier supérieur allemand et quatorze soldats, sans compter les blessés dont le nombre n'est pas connu. Du côté des nôtres, il y eut deux morts et deux blessés... ».

Ces rapports, bien qu'isolés et partiels, font voir que l'insurrection nationale gagnait inexorablement en étendue et en force.

Nous donnerons maintenant lecture d'un ordre émanant du Quartier général, et adressé à tous les états-majors et à tous les chefs de détachements partisans : « Vu l'approche des jours froids et vu le fait que la lutte de Libération nationale des détachements partisans devra se poursuivre durant l'automne et même l'hiver, il est nécessaire de prendre dès maintenant des mesures urgentes pour assurer la fourniture de quantités suffisantes de chaussures et de vêtements, de manteaux chauds et de pelisses. Chaque état-major partisan doit y pourvoir et, au cas d'insuffisance de moyens, s'adresser immédiatement à l'Etat-major suprême des détachements partisans de Yougoslavie, en indiquant exactement la somme d'argent nécessaire, pour que nous puissions y remédier en temps voulu. Les états-majors et les chefs doivent dès maintenant veiller à ce que chaque partisan ait en réserve au moins une bonne paire de chaussures ou d'opaniques d'hiver. Il faut également se procurer des bas de laine, des pull-overs et autres vêtements semblables, et en assurer le tricotage par des paysannes. Les comités chargés de faire des collectes pour le Fonds de Libération nationale d'aide au peuple, doivent s'engager à s'occuper le plus activement possible de l'acquisition de tous ces articles ».

Cette ordonnance prouve clairement que le C.C. du P.C.Y. avait envisagé une lutte de longue haleine et que l'insurrection nationale en Yougoslavie n'était pas un soulèvement purement spontané et provisoire. Le texte ci-dessus atteste que l'insurrection yougoslave se déroulait selon un plan et que les peuples yougoslaves étaient fermement résolus à tenir bon jusqu'au bout.

Le quatrième numéro du Bulletin, celui du 3 septembre, parle de la formation du gouvernement félon de Néditch, des nombreuses

— 72 —

luttres engagées contre l'occupant et les quislings, ainsi que de la terreur qu'ils font régner dans le pays. Les cinquième et sixième numéros, ceux des 8 et 18 septembre, mentionnent déjà les difficultés de l'occupant et sa nervosité devant l'incapacité de Néditch à assurer la sécurité de ses exactions. Voici ce que l'éditorial du sixième numéro du Bulletin dit à ce sujet :

« L'occupant allemand est déjà mécontent du gouvernement marionnette de Néditch. Le commandant militaire allemand Dankelman a déclaré : « Vous nous aviez promis de rétablir l'ordre dans tout le pays, et cela dans le plus bref délai. Vous nous aviez dit que vous rassembleriez autour de vous tous les Serbes, et que votre autorité serait si grande que tous ceux qui avaient gagné la forêt retourneraient à votre appel. Et voilà que vous vous lamentez et que vous ressemblez à un homme qui a complètement capitulé ». Le traître Néditch se plaignait en effet aux Allemands de ne pouvoir venir à bout des partisans. Il leur demandait de lui fournir plus de soldats pour les envoyer contre le peuple serbe, ou bien de prendre eux mêmes cette tâche en mains — c'est-à-dire tout le travail de répression contre le peuple serbe. Le traître Néditch disait notamment : « Vous nous avez donné trop peu de temps pour la mobilisation et le choix des hommes de confiance (lire : traîtres), cela ne peut être fait dans un aussi bref délai. Des communistes se glisseront dans notre milice et finiront par entraîner des détachements entiers du côté des insurgés. Soyez sûrs que ceux-ci liquideront nos troupes et que nous serons obligés de nous retirer. Le plan relatif à la milice sera compromis. Aucun nouvel organisme ne pourra être formé pour vous aider. Ainsi nous aurons perdu la dernière chance et la dernière possibilité de résister à l'anarchie (c'est-à-dire au peuple). Rappelez-vous le cas de Kosta Petchanatz. Il faut en tirer un enseignement psychologique pour l'avenir. Sa conduite fut à tel point impopulaire qu'aujourd'hui il ne peut parler au nom de personne. (Kosta Pechanaz avait reçu des Allemands un million de dinars, mais en vain !). Nous n'avons réussi, ni par notre interdiction de la proclamation, ni par notre silence, à en effacer la pénible impression dans le peuple. Et vous insistez pour que mon gouvernement prenne en main la répression armée de la lutte partisane. »

« Voilà pourquoi les patrons de Néditch s'irritent contre son gouvernement et lui reprochent durement de ne pouvoir rendre compte de l'argent qu'il a reçu pour trahir son peuple. »

Dans un rapport envoyé à Berlin, un bandit fasciste, le Dr. Turner, se plaint qu'on ne peut venir à bout du peuple serbe. « Nous avons essayé tous les moyens, usant tour à tour de persuasion et de menaces, mais sans succès ! Nous ne pensons pas qu'il soit possible d'ob-

— 73 —

tenir du pays, quoi que ce soit par son autorité. Ici le peuple ne connaît pas d'autorité. Toutes nos tentatives pour l'orienter dans un sens constructif et l'éloigner des communistes — sont restées vaines. Parmi les Serbes, il n'y a pas moyen de créer un problème de minorité nationale comme cela a si brillamment réussi en Croatie. Les communistes sont parvenus à rallier sous leurs mots d'ordre la majorité du peuple. Certains, y compris même ceux que nous avons cru être nos collaborateurs, vont si loin, qu'ils préfèrent le bolchévisme à l'occupation. Il ne nous reste qu'une seule solution: l'action armée. Avec la milice, elle ne rend pas, avec les Italiens, ce serait pire encore. Les partisans occupent de telles positions dans les forêts, qu'il est pour ainsi dire impossible de les frapper au cœur. La propagande renforcée, parlant des défaites bolcheviks, est aussi sans effet. J'ai de plus en plus l'impression que même la nouvelle de la capitulation de l'U.R.S.S. n'amènerait points ces bandits à se rendre. Ils sont coriaces comme des diables. A part cela, leur organisation est excellente et pourrait servir comme exemple classique d'organisation clandestine. Beaucoup pourraient s'y instruire, mêmes les Polonais qui sont assez habiles dans les luttes de ce genre ».

Ainsi parlait ce scélérat des difficultés que l'ennemi rencontrait en Serbie.

Là-dessus un avertissement sévère fut envoyé de Berlin aux autorités militaires et au gouvernement fantoche, disant notamment: « Le gouvernement serbe ne doit pas oublier que c'est la guerre et que l'Allemagne n'a pas de temps à perdre. Aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin de paix dans les Balkans et nous devons l'avoir, fut-ce au prix des plus grands sacrifices. Dans cette région de nombreux problèmes surgissent continuellement, réclamant l'ordre et le calme; d'autre part, les événements de Yougoslavie exercent une influence des plus fâcheuses sur les autres pays balkaniques comme par exemple sur la Bulgarie où pas un tract n'est publié sans qu'il n'y soit fait allusion à « l'héroïque peuple serbe ».

Dans ces deux Bulletins, on parle aussi des nombreux combats et des succès des partisans. Il ressort nettement de ces communiqués que l'insurrection nationale prenait en cette période, dans tout le pays, une puissante extension et que des milliers de nouveaux combattants s'engageaient dans la lutte.

Le sixième numéro du Bulletin est le dernier qui ait été publié à Belgrade, l'Etat-Major et le C.C. ayant gagné au mois de septembre les lieux des opérations. Les Bulletins de Belgrade mettent nettement en relief l'élan héroïque avec lequel nos puples menèrent la lutte sous la conduite du P.C.Y., les atrocités de la terreur et le calvaire du peuple. Ils témoignent aussi de l'inquiétude qui avait saisi l'occupant

— 74 —

devant l'insurrection yougoslave. La publication des actes de terreur fournit une source intarissable à la haine des combattants et du peuple envers l'envahisseur et les traîtres. Quant aux communiqués relatant les combats et les résultats atteints dans toutes les régions du pays — ils furent d'une énorme importance pour le relèvement de la confiance et du moral, tant parmi les combattants que parmi le peuple qui vivait sous la terreur de l'occupant.

Avec la prise de Kroupagne, à la mi-septembre 1941, une importante étendue de territoire se trouva libérée allant de Chabatz jusqu'à Oujitzé. L'Etat-major suprême et le C.C. vinrent de Belgrade à Kroupagne où ils établirent leur siège jusqu'au jour où nos unités entrèrent à Oujitzé. La libération du territoire avançait donc exactement d'après le plan établi. Depuis le début de la lutte de Libération nationale, la ligne fondamentale de notre Parti était la suivante :

1) Pour assurer le développement efficace de l'insurrection, il fallait, en premier lieu, détruire l'ancien appareil gouvernemental que l'occupant avait réussi à placer entièrement à son service. La liquidation de la gendarmerie, de la police, de l'administration, des archives municipales, des cadastres, etc., — qui était, avec les attaques dirigées contre l'occupant, la tâche des partisans — s'avéra fort efficace, car l'occupant perdait ainsi tout appui dans les villages et les petites localités. Partout où les partisans avaient détruit l'ancienne organisation administrative, l'occupant fut mis dans l'impossibilité de piller le peuple;

2) Empêcher — par la propagande écrite et orale des membres du Parti et des partisans — que les peuples de Yougoslavie ne se massacrent mutuellement par chauvinisme. Les partisans étaient éduqués dans un esprit de fraternité et d'unité; ils étaient les promoteurs de cette fraternité et de cette unité pour la réalisation desquelles ils ont combattu durant toute la guerre;

3) Développer l'insurrection et les actes de diversion dans la plus grande mesure possible, afin de retenir dans notre pays le maximum des forces de l'occupant et aider ainsi la lutte héroïque de l'Armée rouge.

Camarades,

Pourquoi me suis-je arrêté un peu plus longuement sur les événements des premiers mois de l'insurrection nationale, c'est-à-dire jusqu'à la moitié du mois de septembre 1941 ? Je m'y suis arrêté pour souligner plus clairement que l'insurrection populaire en Yougoslavie eut, dès le début, un caractère organisé et se déroula d'après

un plan; pour souligner que c'est le Parti Communiste Yougoslave — et lui seul — qui organisa et conduisit cette insurrection (applaudissements); pour souligner encore que cette insurrection avait pour but, — au delà de notre propre libération, — d'aider à la lutte héroïque des peuples de l'Union soviétique (applaudissements), qui a ce moment portait seule tout le poids de la guerre; en d'autres termes, pour répondre définitivement à tous ceux qui essayent aujourd'hui de sous-estimer la lutte héroïque des peuples yougoslaves, et pour leur démontrer qu'ils ont tort et que nos peuples en sont profondément offensés (applaudissements et ovations: « Tito Héros »). J'ai souligné tout cela pour montrer qu'en 1941, lorsque le camarade Staline appela à la lutte contre l'envahisseur fasciste, les peuples de Yougoslavie furent seuls à répondre à cet appel, et pour montrer que non seulement ils y répondirent mais qu'avant cet appel ils étaient déjà entrés dans la lutte, considérant que c'était leur devoir: en d'autres termes, le Parti Communiste de Yougoslavie a rempli son devoir et a amené les peuples yougoslaves à combattre pour leur liberté, côte à côte avec l'Armée Rouge. J'ai voulu rappeler tout cela encore une fois à nos anciens alliés occidentaux qui, aux conférences de la paix, sont loin d'avoir eu envers nous une attitude amicale comme il se devait envers un pays allié, qui n'ont pas tenu compte de la grande quote-part que nous avons versée et des sacrifices énormes que nous avons consentis, qui n'ont pas pris en considération que c'est nous et seulement nous, — c'est-à-dire le mouvement de Libération nationale — qui avons mené contre l'ennemi commun une lutte sans compromis, et des plus violentes, depuis le mois de mai 1941 jusqu'à la fin de la guerre, c'est-à-dire quatre années durant, sans arrêt.

Vers la fin du mois de Septembre 1941, un conseil militaire se réunit à Stolitsé près de Kroupagne, auquel assistèrent les membres du Comité Central et la majorité des membres de l'Etat-major suprême de Yougoslavie, ainsi que les commandants de certaines unités militaires importantes de Slovénie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine, etc. Ces camarades étaient venus de bien loin, au prix des plus grandes difficultés, pour prendre part à ce Conseil qui avait une énorme importance pour l'insurrection populaire générale en Yougoslavie.

Les commandants des états-majors présentèrent leurs rapports. Il fut constaté qu'au cours de ces quatre mois de lutte de grands résultats avaient été obtenus. Le mouvement partisan avait gagné à cette époque, non seulement la Serbie et le Monténégro, la Bosnie et l'Herzégovine, mais encore il avait commencé à se développer fortement en Croatie et en Slovénie. Par contre, de nombreuses faiblesses furent

— 76 —

constatées, principalement dans certaines organisations de la Croatie et de la Slovénie. Outre un esprit sectaire, une certaine indécision quant au développement de la lutte armée, s'était fait jour dans les premiers mois, au sein de quelques organisations du Parti dans ces régions. Mais grâce à l'intervention du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, la déviation fut complètement liquidée en deux mois. En Croatie, par exemple, au cours de la période de préparation, on en arriva presque à la dissolution du Comité Central du Parti Communiste de Croatie, certains éléments étrangers ayant commencé à s'immiscer dans le travail de ce dernier et à accuser les meilleurs camarades de la direction d'être des espions. De plus, en Macédoine, l'insurrection armée n'avait pas encore éclaté à cette époque, parce que le secrétaire de la direction de l'organisation du Parti macédonien, « Charlot », avait saboté de toute sa force, la formation de détachements de partisans. Il fut, à cause de cela, exclu du C.C. du P.C.Y. et du Parti, par le C.C. du P.C.Y.

Sur la base des rapports présentés, furent prises quelques décisions d'ordre pratique.

Premièrement, l'Etat-major des détachements de Libération nationale de Yougoslavie prit le titre d'Etat-Major suprême des détachements partisans de Libération nationale de Yougoslavie, et les états-majors de Croatie, de Slovénie, de Bosnie-Herzégovine, du Monténégro, de Serbie, etc., prirent le nom d'états-majors régionaux.

Deuxièmement, on discuta à fond sur les possibilités de créer des territoires libres dans toutes les régions, comme cela avait déjà été fait en Serbie, sur le territoire libre de laquelle se tenait précisément ce Conseil; un plan fut donc établi pour la création de ces territoires et un autre pour la conduite des opérations.

Troisièmement, on décida d'élargir la base de l'insurrection par la formation de comités populaires de Libération nationale, de renforcer le Front populaire de Libération. Il fut encore statué de la façon dont les combattants seront ravitaillés, les blessés installés, etc.

Quatrièmement, on résolut de passer graduellement à la création de solides formations militaires, d'utiliser l'expérience acquise en Serbie, où les détachements de partisans étaient constitués de trois ou quatre bataillons et même plus, et où les bataillons étaient formés de compagnies et de pelotons. Cette transformation devait faciliter grandement le commandement lors des grandes opérations et se montra particulièrement efficace pendant la première offensive ennemie dirigée contre le territoire libre, au mois de septembre 1941, c'est-à-dire juste au moment où le Conseil se réunissait.

Cinquièmement, le commandant suprême présenta un rapport sur les conversations qui avaient eu lieu avec Draja Mihailovitch à Strou-

— 77 —

ganik et sur le refus de Draja d'entrer dans la lutte avec ses tchetniks. Il fut décidé de tout entreprendre afin d'aboutir à un accord avec Draja Mihaïlovitch pour une lutte en commun.

Ce Conseil militaire eut une grande importance, non seulement pour la conduite des opérations des détachements de partisans en Yougoslavie, mais encore parce que notre Parti y adopta une ligne bien déterminée sur la question de la formation des comités de Libération nationale, qui devaient être une garantie de succès de la lutte de Libération des peuples yougoslaves.

Immédiatement après, l'Etat-major suprême des détachements de partisans de Yougoslavie ainsi que le Comité Central se transportèrent dans Oujtsé libéré. A cette époque, l'insurrection victorieuse remportait de grands succès: bien des villes furent libérées, telles que Kroupagne, Loznitsa, Koviliatcha, Lioubovia, Baina Bachta, Tchat-chak, Pojega, Arilié, Ivagnitsa, Gorgni Milanovatz, Oujtsé, etc., soit presque toute la Serbie occidentale.

A Oujtsé, un travail politique intense commença à se développer et le pouvoir populaire à se former, tant sur le territoire libre que dans les autres régions du pays, partout où c'était possible. Dans certains endroits existaient déjà à cette époque des comités de Libération nationale — la vie et la lutte quotidienne exigeant, en territoire libre, à la place de l'ancien pouvoir liquidé, la formation de nouveaux organes populaires.

Le journal « Borba » du 19 octobre 1941 publia un article expliquant que « les comités de Libération nationale devaient devenir provisoirement les véritables organes du pouvoir populaire ». Il y est dit en particulier :

« Certains de nos alliés posent la question de savoir pourquoi on forme ces comités et pourquoi on ne s'en tient pas aux anciens conseils municipaux et aux postes de gendarmerie, avec, naturellement, un personnel nouveau. C'est pour la simple raison que justement ces organes du pouvoir constituent le réseau par l'intermédiaire duquel l'occupant a pillé et opprimé le peuple serbe et les autres...

« Les comités de Libération nationale n'ont pas encore partout ce caractère d'organes du pouvoir, mais ils doivent l'acquérir. En réalité, ils sont aujourd'hui ces organes, quoique provisoires — et leur devoir est d'exercer cette fonction dans l'intérêt de la lutte de Libération nationale.

La tâche des comités de Libération nationale est complexe et très variée. Elle englobe toutes les fonctions du pouvoir sur un territoire donné, à l'exception de celles qui, en temps de guerre, sont de la compétence de la direction militaire. Le devoir de ces comités consiste : 1) A organiser l'activité de tout le peuple, afin d'assurer

— 78 —

tout le nécessaire à nos combattants sur le front; à cet effet les comités doivent collaborer activement avec les états-majors de nos détachements; 2) A assurer l'ordre à l'arrière, à le maintenir à l'aide de leurs gardes nationaux et à lutter contre tout pillage, brigandage, spéculation, activité de la cinquième colonne, etc.; 3) A organiser le ravitaillement et l'approvisionnement de la population, principalement des couches pauvres et des familles sans ressources de nos combattants; à organiser aussi judicieusement que possible le développement de la vie économique, du commerce, des communications (à l'exception de ce qui se trouve directement du ressort de l'administration des forces armées), etc.; 4) A renforcer par tous les moyens possibles les rapports du front et de l'arrière. les rapports de tout le peuple avec ses combattants — garantie essentielle de la victoire ».

Et plus loin : « Partout le peuple a favorablement accueilli et spontanément adopté les comités de Libération nationale. Il a compris que c'était le pouvoir populaire et il les considéra comme le puissant instrument de sa libération. Ces comités ne sont pas les organes d'un parti ou d'une organisation quelconques, tous les groupes politiques, toutes les organisations et tous ceux qui acceptent aujourd'hui la lutte contre l'occupant, doivent y être représentés ».

L'article se termine par ces mots :

« Les comités populaires de Libération nationale sont, par conséquent, les organes provisoires du pouvoir. Là où ils ne le seraient pas, ils doivent le devenir, car c'est la seule façon et l'unique voie pour que tout le peuple soit mobilisé dans l'intérêt de tous et pour que le pays se transforme en un camp de guerre... Les comités populaires de Libération nationale avec nos forces armées constituent l'instrument essentiel de la victoire de la juste cause de nos peuples ».

Voilà comment en 1941, c'est-à-dire au début de l'insurrection, notre Parti jeta les bases de nouveau pouvoir, du pouvoir populaire, au lieu et place d l'ancien pouvoir pourri d'avant-guerre qui s'était de lui-même mis au service de l'occupant et le servait partout où il le pouvait.

C'est justement la formation de ce pouvoir populaire, de ces comités de Libération nationale, qui a permis que la lutte fût menée avec succès quatre années durant et que les acquisitions de la grande lutte de Libération fussent sauvegardées.

La première mesure importante que le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, c'est-à-dire l'Etat-major suprême, ait appliquée par l'intermédiaire des comités populaires de Libération nationale fut de faire venir, au début du mois de Septembre, avant le commencement de l'offensive allemande, de toute la Posavina, de

6) Possibilité sera donnée à un certain nombre de réfugiés sans travail de s'employer à des travaux, pour subvenir aux besoins du front et de la population.

Toutes ces mesures exigeant de grands moyens financiers, le comité populaire de Libération nationale fait appel à la population de notre ville et du département pour qu'elle lui vienne généreusement en aide en déployant une large activité pour le Fonds de Libération nationale. En même temps, il invite tous les ouvriers, employés, fonctionnaires et autres citoyens, à accomplir leur devoir avec abnégation et en toute conscience, car c'est seulement dans l'effort commun de nous tous que se trouve le gage de victoire de notre cause sacrée — la cause de la libération ».

Il est significatif de rappeler aussi quelques mesures concrètes prises par les comités populaires de Libération nationale concernant la spéculation, l'hygiène, etc.

Voici une annonce que le comité populaire de Libération nationale d'Oujitsé fit publier dans les journaux : « Le commandant Radosav Yovanovitch, a vendu à une paysanne deux kilos et demi de sel pour la somme de quatre-vingt dinars. Le comité populaire de Libération nationale a condamné ce spéculateur à verser 1.200 dinars au profit du Fonds de Libération nationale. Deuxièmement: Avant-hier, Ivko Kourlagitch, cabaretier, et Radoïé Koiadinovitch, ont été condamnés à verser, le premier une somme de 55 dinars, le second de 100 dinars au profit du Fonds de Libération, pour avoir laissé leur établissement en état de malpropreté, malgré une ordonnance du Comité d'hygiène ».

Prenons la Slovénie: voici ce que dit le comité populaire de Libération nationale slovène concernant l'emprunt et les impôts : « Le comité populaire de Libération nationale slovène, groupant autour de lui tous les Slovènes patriotes, représentant divers courants politiques, a décrété un Emprunt de la Libération se montant à vingt millions de lires. L'argent versé sera remboursé, après la libération de la Slovénie, aux personnes ayant souscrit à cet emprunt. Le peuple a répondu magnifiquement à cet appel. Le comité a également établi un impôt populaire obligatoire, payable par chaque Slovène possédant des revenus fixes. L'impôt est d'une lire par mois au moins et augmente progressivement jusqu'à concurrence de 10 % des revenus ».

Ce sont des mesures concrètes prises par le pouvoir populaire, c'est-à-dire les comités populaires de Libération nationale, dès l'année 1941. Il va sans dire qu'au cours de la lutte de Libération nationale de nombreuses fautes furent commises quant aux devoirs et à la compétence de ces comités. Souvent cette compétence devenait

la Matchva et du Potserié, c'est-à-dire de la partie la plus fertile de la Serbie occidentale, de très grandes quantités de blé et d'autres vivres pour les diriger vers les villages de la montagne, autour de Kroupagne, de Petska et, plus loin, vers Oujitsé. Jours et nuits, les convois de chariots chargés passaient sans discontinuer. Les paysans emmenaient le bétail et tout ce qui aurait pû servir aux Allemands. Au moment où commença la première offensive, la plus grande partie des vivres et du blé avait été déjà emportée. Les Allemands et les quislings qui escomptaient un riche butin, — c'était une des principales raisons de leur hâte à passer à l'offensive, — furent amèrement déçus. Je citerai encore la décision du comité de Libération nationale d'Oujitsé, publiée dans le journal « Borba » du 19 octobre 1941 : « Le comité de Libération nationale d'Oujitsé, en tant qu'organe du pouvoir librement élu par le peuple serbe libre de notre ville, a constamment eu soin, en premier lieu, de ravitailler les détachements de nos héroïques partisans, mais aussi de faire tout ce qui, est possible, dans les conditions actuelles pour pourvoir aux besoins de la population laborieuse de notre ville.

A cet effet, nous informons les ouvriers, employés et fonctionnaires de la ville et du département d'Oujitsé, que le comité populaire de Libération nationale de cette ville a pris les décisions suivantes :

1) Le moratorium est appliqué à toutes dettes contractées par la population laborieuse, c'est-à-dire celle qui vit uniquement de son travail;

2) Les ouvriers, employés et fonctionnaires, occupés dans les usines, ateliers, chemins de fer et entreprises actuellement en activité, toucheront leurs salaires et leurs traitements. Par suite de dures conditions financières, le comité populaire de Libération nationale se réserve toutefois le droit de procéder à une certaine réduction des traitements des catégories supérieures de fonctionnaires. Il sera procédé immédiatement au paiement;

3) Les fonctionnaires de l'Etat et des administrations autonomes, sans ressources, et qui n'ont pas touché leurs traitements du mois d'Octobre, seront payés. En ce qui concerne les traitements arriérés des mois antérieurs à la libération d'Oujitsé, le comité populaire de Libération nationale n'est pas en mesure de les rembourser actuellement par suite des difficultés financières du moment ;

4) Les ouvriers, employés et fonctionnaires sans travail, ne pouvant subvenir eux-mêmes à leurs besoins, recevront immédiatement une aide pécuniaire. Des cantines seront ouvertes dans le plus bref délai pour tous les sans-travail;

5) Pour ce qui est de l'aide aux réfugiés — il sera procédé, en général, de la même façon que pour l'aide aux sans-travail ;

cochons. Ils étaient les victimes de ces bandes organisées de bêtes sauvages, composées d'Allemands, d'oustachis, d'hommes de Néditch et de Liotitch et de bandits de Petchanatz. Et pourtant, en dépit de la collaboration de ces Allemands et de ces Serbes et Croates dégénérés, les héroïques partisans n'ont pu être vaincus au cours de cette offensive. Les Allemands perdirent environ 15 tanks, un millier de morts et près de trois cents prisonniers. (Applaudissements).

Voici ce que disait à cette époque, à propos de l'insurrection en Serbie, le journaliste fasciste allemand V. Gruber :

« La Serbie est en ébullition et cette ébullition ne cesse d'augmenter. J'ai visité certaines régions de la Matchva et quelques localités de Serbie. Nos troupes sont intervenues sans pitié, semant partout la dévastation et la mort; le peuple serbe ne mérite pas mieux, car, nous devons l'avouer — les hommes de la forêt ne sont pas isolés. Derrière eux se trouve presque tout le peuple serbe qui leur vient en aide de toutes les façons... Aucune terreur ne détournera les Serbes du chemin qu'ils ont pris. Ce qui a été fait à Chabatz, sera fait dans d'autres endroits, et pourtant les Serbes continueront à se battre. Notre action provoque des départs en masse pour la forêt, et là, nous sommes pour ainsi dire impuissants... ».

Les Allemands furent obligés de se replier de nouveau sur Belgrade, se rendant compte que les détachements de partisans n'étaient pas des bandes réunies à la hâte, mais qu'il s'agissait d'un peuple armé et organisé, résolu à se battre jusqu'à la mort contre les occupants et les traîtres.

Cette première bataille importante livrée en Serbie par les détachements de partisans, donna un essor encore plus grand à l'insurrection dans les autres régions du pays.

Notre Parti se rendait compte que l'ennemi prendrait toutes les mesures possibles pour liquider ce territoire libre, dont l'exemple était si contagieux pour la population du pays tout entier. Aussi notre Parti s'efforça-t-il de conclure, par l'intermédiaire de l'Etat-major suprême, un accord avec les tchetniks de Draja Mihailovitch. Une nouvelle rencontre eut lieu avec Draja, mais elle ne donna aucun résultat positif. L'accord que nous avons proposé comprenait les 12 points que voici :

1. — Opérations militaires communes contre l'ennemi : Allemands et groupes de Néditch. A cet effet nous estimons nécessaire de former un état-major commun pour les opérations.

2. — Equipement commun et approvisionnement commun pour nos combattants et les vôtres, à effectuer par l'intermédiaire de l'état-major commun qui devra désigner à cet effet des personnes spéciales, ou instituer une sorte d'intendance.

plus étroite, les comités n'étaient pas suffisamment mûrs et à la hauteur pour réaliser leur véritable importance. Mais malgré tout, le nouveau pouvoir, qui avait pris racine aux premiers jours de l'insurrection armée, c'est-à-dire en 1941, se fortifia peu à peu et se répandit dans tout le pays. Sa force provenait de ce qu'il était véritablement populaire, véritablement démocratique. C'est la raison pour laquelle le peuple l'adopta et c'est la raison pour laquelle après la libération, nos peuples l'acceptèrent comme la forme durable du pouvoir en Yougoslavie.

Alors que jusqu'à cette époque la lutte s'était principalement limitée à des engagements avec de petites unités des troupes d'occupation ou des quislings, vers la fin du mois de Septembre et au commencement d'octobre on en vint à engager de plus grands combats. La première offensive allemande fut dirigée contre le territoire libre de la Serbie occidentale, et fut effectuée par des unités allemandes combinées, comprenant deux divisions, deux régiments croates domobran, les bandes de Neditch, Liotich et Petchanatz. Les Allemands se servirent de chars et d'avions en grand nombre.

Voici ce que disait un acte de l'état-major de Pavelitch, du 3^e bataillon du 3^e régiment d'infanterie portant le numéro 325 en date du 4 octobre 1941 : « Le Ministère de l'Armée croate, Etat-major domobran (n. 2988, confidentiel en date du 23 septembre 1941) a fait parvenir ce qui suit : Dans les premiers jours du mois de Septembre de l'année en cours, les rebelles ont occupé certaines régions autour de Koviliatcha, Zvornik, Loznitsa et sur la rive droite de la Drina. Les compagnies allemandes défendant ces positions, malgré l'héroïsme qui leur est propre, se sont trouvées acculées à une situation assez critique par la grande supériorité des rebelles, et ont dû demander de l'aide aux troupes de notre domobran se trouvant sur la rive gauche de la Drina, autour de Bielyine et de Zvornik. Des détachements de notre domobran, du 3^e et du 4^e régiments, sous le commandement du colonel Grum, ont passé la Drina dans un élan magnifique et, en étroite collaboration avec les troupes allemandes, après avoir détruit les bandes rebelles, ont contribué à apporter une rapide amélioration à la situation ».

C'est une semblable association de brigands qui, au mois de septembre incendia, pillait et tua dans les villages paisibles de la Matchva et de la Potserina : oustachis, hommes de Neditch, de Liotitch, tchetniks de Petchanatz — tous ces bandits, de concert avec les brutes fascistes allemandes se livrèrent à d'horribles crimes sur la population paisible de ces contrées. Huit cent soixante paysans serbes, femmes, enfants et vieillards, furent trouvés tués dans la vallée du Jadar, saupoudrés de farine pour les faire dévorer par les

— 83 —

3. — Partage en commun du butin conformément aux besoins du front et en s'inspirant du principe : tout pour le front, tout pour la lutte.

4. — Commandement en commun des places, les deux commandements, le vôtre et le nôtre, devant collaborer très étroitement, comme, par exemple, à Tchatchak

5. — Constitution de commissions permanentes communes auprès des commandements de places et d'une commission centrale auprès de l'état-major commun pour les opérations, qui auraient à régler le plus rapidement possible toutes les questions litigieuses.

6. — Organisation d'un pouvoir provisoire qui prendrait sur lui de veiller au ravitaillement de la population, à l'organisation de l'économie, au rassemblement des moyens nécessaires à la conduite de la guerre, à la mise sur pied d'organismes chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité, etc. A notre avis, ce serait commettre une grande erreur si, dans la lutte actuelle de Libération nationale, ce pouvoir était constitué par la sous-préfecture de l'arrondissement, les anciens conseils municipaux, la gendarmerie, etc. Afin de rallier tout le peuple en vue de la conduite de cette âpre lutte contre l'occupant, il est nécessaire de constituer les organismes qui répondent le mieux à une pareille situation, qui soient le plus près possible du peuple et qui puissent prendre sur eux toutes les responsabilités au nom du peuple. L'ancien appareil de gendarmerie, de police et d'arrondissement, ainsi que les conseils municipaux, ne peuvent être considérés comme répondant à ce but, « car dans cet appareil se sont glissés de nombreux éléments ennemis » ; il a été jusqu'à présent au service de l'occupant, et l'ennemi n'a cessé et ne cesse encore d'exercer sur lui son influence par l'intermédiaire de ses agents. En outre, cet appareil, ne jouissant pas de la confiance du peuple, ne convient nullement en ces jours historiques. Nous estimons que les comités populaires de Libération nationale, nommés par le peuple lui-même, sont dans les circonstances présentes, les organes qui conviennent le mieux et sur lesquels nous pourrions nous appuyer. Ces comités doivent être choisis librement par le peuple, sans distinction de convictions politiques. Là où l'élection est matériellement impossible, ils devront être nommés par les représentants de tous les groupes politiques qui ont pris position pour la lutte de Libération nationale. Outre les comités populaires locaux de Libération nationale, nous estimons qu'il faut constituer un Comité Central de Libération nationale pour tout le territoire libéré. En vue d'assurer l'ordre et la sécurité, à la place des gendarmes, seront constitués des gardes nationales dans les villages et les villes.

7. — Nous sommes, en principe, opposés à la mobilisation obligatoire. La mobilisation doit être volontaire, elle doit se faire par voie de persuasion, en laissant chacun libre d'entrer, soit dans les détachements de tchetniks, soit dans ceux de partisans. On n'aura recours à la mobilisation obligatoire que dans le cadre local et dans des cas concrets de grand danger provoqué par l'avance ennemie. Dans ces cas l'autorisation de l'état-major commun pour les opérations sera nécessaire. Le rassemblement des volontaires par voie d'engagement à cet avantage que les unités composées de tels combattants sont bien supérieures à celles composées de combattants mobilisés par pression. Nous ne disposons pas d'armes et d'équipements militaires en quantité suffisante pour nous permettre de confier ce que nous avons en des mains peu sûres.

8. — Nous pensons que les détachements, commandements et états-majors, qu'ils appartiennent aux partisans ou aux tchetniks, doivent tous obéissance absolue à leurs commandements suprêmes. Il ne peut être question de tolérer de la part des commandements inférieurs des actes arbitraires, dirigés contre l'une ou l'autre des forces alliées que ce soit dans des questions de stratégie ou de technique militaire. Dès que l'un ou l'autre commandement suprême sera averti d'un tel acte, toute la responsabilité retombera sur lui, et il sera tenu de prendre d'urgence les mesures destinées à y mettre fin.

9. — Nous estimons, afin d'éviter des controverses et des conflits entre votre commandement suprême et le nôtre, qu'il est absolument indispensable que votre commandement suprême et le nôtre ait chacun une ville entre ses mains avec son commandement de la place, et que de part et d'autre, il n'y ait que des représentants de votre état-major ou du nôtre.

10. — Afin que la lutte contre l'ennemi principal, l'occupant allemand, soit couronnée de succès, nous estimons nécessaire de mener une lutte sans merci contre les cinquièmes colonnes de toutes sortes et contre les espions qui, à l'arrière, gênent la lutte de Libération Nationale. Nous vous accordons qu'il faut former un tribunal militaire commun qui devra entamer des instructions et prononcer des sentences contre ces ennemis du peuple. Les espions et les membres des cinquièmes colonnes, pris en flagrant délit, doivent être punis sur place par le commandement sur le territoire duquel le délit a été commis. Le commandement ou le commandant qui aura agi en cette occurrence sera responsable. En de tels cas toute vengeance personnelle, ou désaccord privé, doit être très sévèrement puni.

11. — Les divers groupes de tchetniks ennemis, qui à l'arrière entravent la lutte de Libération nationale, doivent être liquidés soit

par une action commune, soit par une action menée par l'une ou l'autre des parties.

12. Nous estimons qu'on ne peut tolérer que des cinquièmes colonnes et des espions reçoivent des cartes d'identité, que ce soit celles de tchetniks ou celles de partisans, et qu'ensuite, au nom de l'une ou de l'autre partie, ils exercent leur activité destructive contre le peuple. De tels éléments doivent être balayés des rangs et livrés au tribunal militaire. Les éléments suspects, porteurs de cartes d'identité de partisan ou de tchetnik, doivent être immédiatement emprisonnés et interrogés par une commission mixte.

Telles sont nos principales propositions et demandes, auxquelles une solution définitive doit être donnée. Il y a encore bien des points que nous n'avons pas touchés ici, estimant que les délégués peuvent les régler eux-mêmes... ».

« Au cours des pourparlers de Braitchi, le 27 octobre 1941, les représentants de Draja Mihailovitch rejetèrent les points 1, 2, 6 et 7, c'est-à-dire les plus importants, ceux qui auraient assuré l'unité du peuple dans la grande lutte de libération. En réalité, l'entente était dès lors brisée par Draja Mihailovitch ».

Cependant, Draja Mihailovitch, comme plus tard le procès de Belgrade l'a démontré avait mené auparavant des pourparlers avec les Allemands et avec Néditch. Il n'avait eu des entretiens avec nous que pour nous endormir, pour affaiblir notre vigilance et, pour nous anéantir ensuite plus facilement de concert avec les Allemands. Sa trahison devint évidente quelques jours après les conversations de Braitchi, quand ses officiers criminels arrachèrent du train à Pojega le courageux commandant du détachement des partisans de Choumadia, le camarade Blagoïevitch et le tuèrent sauvagement. En même temps commença, sur de nombreux points, l'attaque des unités allemandes dirigées contre le territoire libre. De la Drina à Valiévo, de Roudnik à Kraliévo, les Allemands attaquèrent, tout d'abord par petites unités, mais sans arrêt, espérant ainsi d'une part que nos unités dépenseraient leurs munitions, et, d'autre part, que les combats livrés jour et nuit sans interruption épuiseraient et démoraliseraient nos détachements de combat. Il va sans dire que c'était là une tactique assez dangereuse pour nous, mais les Allemands se trompèrent amèrement quant au moral de nos combattants et de notre peuple. Quant aux munitions, notre usine d'Oujitzé produisait jour et nuit des fusils, des bombes et tout ce dont nos combattants avaient besoin sur le front comme armement léger. Dans ces premiers combats de vaste envergure, nos unités portèrent souvent de rudes coups aux Allemands et aux bandes de Néditch. Mais survint alors le coup que Draja Mihailovitch c'est-à-dire ses

— 86 —

tchetniks nous portèrent traîtreusement dans le dos. Aussi, fûmes-nous obligés d'affaiblir le front que nous opposions aux Allemands, pour mettre la cinquième colonne dans l'impossibilité d'exécuter intégralement à l'arrière son plan de trahison.

Voici ce que disait entre autre, le communiqué de l'Etat-major suprême des détachements de partisans de Libération nationale en date du 7 novembre 1941 :

« Les mesures préventives entreprises le 1^{er} Novembre par l'Etat-major du détachement de partisans d'Oujitzé sur ordre de l'Etat-major suprême, ont clairement démontré qu'il s'agit de tout un plan d'attaque dirigé contre cette ville, plan qui a été inspiré et dirigé par des membres notoires de la cinquième colonne et par des officiers de Néditch, qui en cette occasion ont été emprisonnés. Le commandement de Pojega a ouvertement collaboré avec les Allemands, et le capitaine Igniatovitch, commandant de la place, déclara sans ambages qu'il préférerait voir les Allemands plutôt que les partisans à Oujitzé.

« L'exactitude de ces faits fut tout à fait confirmée par les événements qui se déroulèrent dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, lorsque les tchetniks de Pojega déclenchèrent une attaque générale sur Oujitzé, par Trechnitsé, à quelques kilomètres de la ville seulement, tandis que les tchetniks d'Ivagnitsa de concert avec la bande de Boja Yavorski, en déclenchaient une autre contre les partisans à Ivagnitsa. Ces attaques devaient faire partie d'une attaque générale contre les partisans et finir par leur anéantissement. Cette attaque était fixée au 2 novembre. Elle devait ouvrir à l'ennemi la voie de Oujitsé, Pojega, Tchatchak, Baina Bachta et tout le territoire libéré de la Serbie.

« Mais la cinquième colonne et l'ennemi n'avaient pas pris en considération la force et l'héroïsme des détachements partisans. A Ivagnitsa les bandes ennemies furent rejetées, subissant de très lourdes pertes. A Trechnitsa, près d'Oujitsé l'attaque des tchetniks de Pojega fut complètement brisée, et les partisans, poursuivant l'ennemi défait, entrèrent le 3 novembre à Pojega.

« A la prière de Draja Mihailovitch, qui était déjà cerné par les unités partisans sur un territoire très exigü autour de Braitchi, l'Etat-Major suprême ordonna la cessation des hostilités à condition que, le lendemain, une commission mixte formée de partisans et de tchetniks procédât à une enquête.

« Néanmoins, le colonel Mihailovitch et son état-major dénoncèrent ultérieurement cet accord et envoyèrent aux partisans un ultimatum exigeant d'eux de se retirer de Pojega la nuit du 3 novembre.

— 37 —

Les tchetniks avaient, en même temps, rappelé leurs troupes — un détachement de 300 hommes — qui participaient aux côtés des partisans au siège de Kraljevo. Ils les amenèrent sur le territoire libre à combattre contre les partisans. Ainsi, ouvertement, ils transformaient leurs forces en instrument de l'ennemi qui désirait l'anéantissement des partisans et la guerre civile.

» L'Etat-major suprême des détachements partisans rejeta l'ultimatum des tchetniks et ordonna à ses unités d'assurer l'arrière de la zone libérée, et les rangs des combattants du peuple, contre ces manœuvres de la cinquième colonne, tout en continuant le plus énergiquement la lutte sur le front contre l'occupant. A toutes les attaques, les partisans répondront victorieusement par une action armée et désarmeront l'agresseur. En conséquence de quoi on continua à nettoyer le terrain dans les arrondissements de Pojega et d'Oujitsé, et les tchetniks furent désarmés à Tchatchak, à Ljoubovia, à Baina Bachta, etc.

« Les détachements de partisans de Libération nationale, fermement décidés à aller jusqu'au bout, poursuivent avec un élan magnifique la lutte contre l'odieux occupant, pour la libération de leur peuple. Ils continueront la lutte pour l'unité du peuple dans cette guerre sacrée de Libération nationale. Ils se dresseront par tous les moyens, et s'il le faut les armes à la main, contre ceux qui veulent détruire cette unité et qui, traîtreusement, portent des coups à la lutte nationale. Aussi, les détachements de partisans de Libération nationale tendent-ils, en vue d'une collaboration, une main fraternelle à tous les tchetniks honnêtes, à tous ceux qui ne veulent pas être des instruments de l'ennemi, mais qui désirent lutter honnêtement pour la liberté de leur peuple. Ils invitent tous les patriotes à serrer solidement leurs rangs et à résister avec eux contre les membres des cinquièmes colonnes et contre les traîtres de toutes sortes ».

C'est ainsi que se termina cette lutte avec les tchetniks, lutte qui fut pour eux un terrible désastre. Mais, l'ennemi profita de la trahison de Draja Mihailovitch et de ses tchetniks pour attaquer le territoire libre avec toutes les forces dont il disposait alors en Serbie, et avec l'aide des troupes des quislings. Après une lutte qui dura un mois et qui fut particulièrement violente, les dix derniers jours, la plus grande partie des détachements de partisans dut abandonner le territoire libre et se retirer dans le Sandjak.

Lorsque nous considérons les points que rejeta Draja Mihailovitch sous l'influence du Gouvernement yougoslave émigré à Londres, on devine facilement la raison pour laquelle il entra en lutte contre les détachements de partisans de Libération nationale. Il s'agissait d'agir

de manière à ce que les tchetniks, derniers vestiges de la force armée de l'ancien ordre bourgeois pourri, ne pensassent en aucune façon à lutter contre l'occupant, mais à préserver à tout prix, même sous l'occupation, cet ancien ordre social bourgeois — à le préserver du peuple qui, parallèlement à sa lutte contre l'occupant, avait commencé à édifier son propre pouvoir.

Pourquoi nous sommes-nous efforcés avec tant de ténacité et de patience d'arriver à un accord avec les tchetniks en vue d'une lutte commune contre l'occupant ? Espérions-nous à ce moment qu'ils consentiraient, en fin de compte, à accepter une telle collaboration ? Evidemment non. Nous savions très bien ce qu'ils étaient et ce qu'ils voulaient. Et c'est justement pourquoi nous avons voulu les démasquer devant le peuple, dévoiler leur attitude traîtresse et antinationale. Ils se promenaient sur le territoire libre, le fusil à l'épaule, mais ils ne voulaient pas faire la guerre; ils disaient au peuple qu'ils devaient bien se préparer et que l'heure n'avait pas encore sonné ! A cette époque beaucoup croyaient encore à la véracité de leurs dires. Evidemment il n'était pas très agréable pour nos combattants, qui sur le front versaient leur sang, de regarder ces tchetniks armés se pavaner sur le territoire libre, vivant sur le dos des paysans, s'enivrant et terrorisant le peuple. Et plus tard, lorsque ce traître de Draja Mihailovitch, nous attaqua dans le dos, toute l'amertume accumulée chez nos hommes éclata contre ces tchetniks au cours de la bataille qui eut lieu près d'Oujitsé.

Pour nos combattants, et pour tous les honnêtes gens, cette trahison fut d'autant plus terrible qu'elle vint à la suite des horribles persécutions et des massacres dont le peuple serbe fut l'objet, après la pendaison, en pleine place de Terazié, à Belgrade, des fils de notre peuple, après les tueries en masse d'hommes progressistes, en Serbie, à Belgrade, à Kragoujevats, dans les environs, à Kralievo et en maints autres endroits.

Voici ce qui disait, en liaison avec ce qui précède, l'éditorial du journal « Borba », du 15 novembre 1941 : « La Serbie sera libre. La liberté ne viendra que si les rangs serbes sont unis. Que les cinq mille tués de Kragoujevats soient un avertissement horrible pour tous ceux qui brisent l'unité de la lutte de Libération nationale. Que tout honnête tchetnik et tout honnête patriote se demandent bien où veut les mener Draja Mihaïlovitch, qu'ils sachent que le peuple serbe ne pourra être préservé de l'extermination que par l'union. C'est le chemin de la victoire. C'est pourquoi, frères tchetniks, paysans induits en erreur, ne tournez plus vos fusils contre vos frères, mais contre ce chien de Hitler et ses laquais. Il faut venger ces cinq mille morts... ».

— 39 —

Et plus loin : « A la veille du massacre, les Allemands ont procédé à des perquisitions dans divers quartiers de la ville, mais n'ont entrepris aucune action tant que les hommes de Néditch ne furent pas arrivés. Cette bande vint de Lapovo. Ils n'étaient pas plus de trois cents. A leur tête se trouvait un sous-officier que Néditch avait promu à la hâte au grade d'officier. Les hommes de Néditch entrèrent à grand bruit dans la ville, occupèrent la caserne et commencèrent à procéder à l'inscription des volontaires. Le commandant des hommes de Néditch fit venir les sous-préfets et leur prescrivit d'ordonner à leurs maires de faire aplanir les routes et réparer les ponts par le peuple. C'était un prétexte destiné à attirer en masse les paysans et les citadins à l'endroit fixé où ils furent tués sauvagement. Au cours de la journée on fusilla la population à Lapovo et aux environs. Il y eut plus de 200 victimes.

Le massacre de Kragouievats commença par l'arrestation de tous les hommes de 16 à 60 ans. C'est ainsi que 10.000 hommes environ furent arrêtés, parmi lesquels des membres du Parti communiste qui conservèrent une attitude héroïque, encourageant le peuple et lui remontant le moral.

Devant les bouches des mitrailleuses le camarade T. Drachkovitch, ouvrier métallurgiste, tint une harangue : « Abreuvez-vous du sang serbe, chiens de fascistes, mais l'Armée Rouge et nos partisans vous anéantiront bientôt ! » et il termina aux cris de « Vive la Liberté ! Vive le Parti communiste de Yougoslavie ! Vivent les partisans ! Vive l'Union Soviétique et le camarade Staline ! ». C'est avec de tels cris aux lèvres que des centaines d'ouvriers périrent. Douchan Bokan, ouvrier métallurgiste, sortit en courant de la foule se dirigea vers l'échafaud et s'écria : « Tuez, chiens immondes, la Serbie sera quand même libre ! ». Ses dernières paroles furent : « Vive le Parti communiste de Yougoslavie ! ». Une étudiante, Nada Naoumovitch, membre du Parti communiste, grièvement blessée, rassemblant ce qui lui restait de forces, se leva pour s'écrier : « Vive l'Union soviétique ! ». Un homme de Néditch s'approcha d'elle et l'acheva à coups de revolver. Les Allemands et les hommes de Néditch tuaient à coups de fusil et de revolver hommes, femmes, vieillards, enfants, tous ensemble. Il en fut de même à Kraliévo. Les Allemands et les traîtres de Néditch et de Liotich tuèrent 1.700 ouvriers et hommes progressistes.

Cependant, même après ces événements, Draja Mihailovitch se déclara ouvertement pour les Allemands dans la lutte contre le mouvement de Libération nationale, et c'est ce qui décida du sort du mouvement des tchetniks, non pas seulement dans une région, mais

— 90 —

dans tout le pays ; partout où ils existaient ou essayaient de se former — le peuple les a exécrés et rejetés.

La défaite des partisans en Serbie ne fut qu'une défaite locale et provisoire. L'insurrection populaire ne cessait de se développer et se propageait à travers toute la Yougoslavie. Dès le mois d'octobre, la Slovénie était le théâtre de la première offensive des unités italiennes contre les partisans slovènes, dans le but d'anéantir les détachements de partisans de la Notragnska et du Goregnsko. Ce « nettoyage » dura presque trois semaines ; trois divisions y prirent part. Il est évident que ceci influa fortement sur le développement ultérieur du mouvement des partisans en Slovénie en 1941, mais ne put l'étouffer, ni l'empêcher de reprendre de plus belle en 1942.

En Croatie l'insurrection prenait à cette époque toujours plus d'ampleur. Presque toute la Lika, le Kordoun, une partie de la Dalmatie et de la Slovénie, de même que le Zagorié, s'étaient soulevés, de sorte que notre défaite du mois de novembre 1941 en Serbie ne modifia guère la situation quant au développement ultérieur de l'insurrection en Yougoslavie.

C'est seulement sur le mouvement des partisans en Bosnie, que cette défaite eut une influence ; les tchetniks avaient mené dans cette région une propagande active contre les partisans, et soutenaient que le mouvement des partisans était liquidé par sa défaite en Serbie. Mais, avec l'arrivée en Bosnie des brigades de prolétaires, la lutte armée contre l'occupant reprit de plus belle, les rangs ébranlés des partisans se renforcèrent de nouveaux combattants parmi lesquels beaucoup venaient de quitter les rangs des tchetniks après avoir vu la trahison de leurs chefs.

(La séance de la matinée est terminée. A 16 heures, le camarade Tito reprend la lecture de son rapport).

Camarades,

Après son repli de Serbie, le Parti consacra toute son énergie à prendre des mesures pour renforcer l'insurrection en Bosnie-Herzégovine. L'expérience de la lutte en Serbie avait montré qu'il fallait que l'insurrection armée ne devait pas seulement être développée en étendue et en nombre, c'est-à-dire quantitativement, mais aussi qualitativement. On devait passer à la formation de véritables unités militaires, capables de quitter leur territoire pour aller lutter là où le besoin s'en faisait sentir et où on le leur ordonnerait. Bien que les détachements de partisans eussent été créés dès le début comme des formations militaires, comprenant bataillons, compagnies, pelotons, escouades,

— 91 —

et bien qu'une forte discipline militaire y régnât, c'étaient tout de même des unités territoriales qui défendaient principalement leur contrée, leurs villages et leurs maisons; ils avaient, donc, un caractère local et de ce fait se trouvaient inaptes à une guerre de mouvement, consistant à quitter son territoire pour aller combattre dans d'autres régions du pays. D'autre part, nous continuâmes à développer et à créer, partout où cela se pouvait, des détachements locaux de partisans, d'où plus tard, sortirent, toujours plus nombreux, de nouveaux combattants ayant déjà reçu le baptême du feu et qui rejoignirent les rangs des unités régulières.

En corrélation avec ce qui précède, l'Etat-major suprême forma, immédiatement après le repli effectué en Serbie, la Première brigade prolétarienne de choc.

Voici l'arrêt du Commandant suprême des détachements de partisans de Libération nationale de Yougoslavie : « Avec l'autorisation du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, le 21 décembre 1941 a été formée, avec les meilleurs éléments des unités de partisans, la Première brigade prolétarienne de choc de Libération nationale. Toutes les nationalités de Yougoslavie entreront dans la composition de ladite brigade, qui représentera de ce fait l'unité combattive de tous nos peuples dans la lutte pour la libération définitive du joug de l'occupant odieux et des valets qu'il a trouvés dans le pays.

« Dans cette brigade sont entrés jusqu'à présent : 1. Un bataillon du détachement de partisans de Libération nationale de Kragoujevats; 2. Un bataillon du détachement de partisans de Libération nationale de Kraliévo; 3. Un bataillon du détachement de partisans de Libération nationale de Choumadia; 4. Le bataillon de Belgrade du détachement de partisans de Libération nationale de Possavina; 5. Le bataillon monténégrin de Lovcen comprenant une compagnie du détachement de partisans de Libération nationale de Koms; 6. Le deuxième bataillon monténégrin; 7. Un bataillon de Bosnie composé de compagnies de quelques détachements de partisans de Libération nationale de Bosnie. Les autres bataillons doivent être formés le plus tôt possible. »

Deux mois plus tard, c'est-à-dire le 1^{er} mars 1942, à Tchaïnitché était formée la Seconde brigade prolétarienne de choc de Libération nationale, avec les bataillons repliés dans le Sandjak au mois de décembre et qui y avaient harcelé de combats incessants les Italiens et les tchetniks. Puis, ce fut le tour de la Troisième brigade du Sandjak, de la Quatrième brigade monténégrine et d'autres brigades prolétariennes.

— 92 —

Dans les Bulletins n° 14 et 15, l'Etat-major suprême publiait le statut des unités prolétariennes, que voici :

« 1. Les brigades prolétariennes de choc de Libération nationale sont des formations militaires constituées par les peuples de Yougoslavie, placées sous la direction du Parti communiste et dont les combattants ont été forgés dans les rangs de nos détachements héroïques de partisans, au cours de la lutte contre l'occupant et ses valets.

2. Dans les rangs des brigades prolétariennes de choc de Libération nationale les combattants sont recrutés individuellement ou collectivement, de leur plein gré, assumant de cette façon toutes les obligations des brigades prolétariennes.

3. Les brigades prolétariennes sont la garantie du succès de la lutte menée contre l'occupant et ses valets et contre l'asservissement national et l'oppression économique. Aussi, servir dans ces brigades est-il le plus grand honneur du combattant.

4. En montrant par leur propre sacrifice la voie à suivre dans la lutte, les brigades prolétariennes rallient autour d'elles toutes les couches du peuple, progressistes et éprises de liberté, et forment, de ce fait, le noyau de la future armée populaire.

5. Les brigades sont des unités mobiles devant être prêtes à chaque instant à opérer partout où le besoin s'en fait sentir. En outre, chaque unité de brigade doit toujours être capable d'agir tout-à-fait indépendamment.

6. La discipline dans les brigades est de fer, et n'a rien de commun avec la discipline des armées capitalistes. C'est une autre discipline, basée sur la conscience et la conviction politique de chaque combattant, sur la conviction profonde du groupe entier, qu'une telle discipline est absolument nécessaire au succès de la lutte contre tous les ennemis. La base de cette discipline est un amour incommensurable pour la bonne cause du peuple travailleur de la ville et des campagnes — pour la victoire définitive sur tous les ennemis du peuple.

Ceci exige l'exécution rigoureuse et sans condition de tous les ordres donnés par les chefs militaires et les dirigeants politiques. Toute violation de discipline, tout sabotage conscient des ordres reçus seront punis avec la plus grande sévérité.

Entre combattants, ainsi qu'entre dirigeants et combattants, doivent exister des rapports de véritable camaraderie, mais en formation militaire et en service doit régner un véritable esprit militaire.

7. Les brigades et leurs unités sont dirigées par les états-majors. Ceux-ci sont les gardiens de la discipline; ils préparent et dirigent

— 93 —

les opérations, veillent à la nourriture, au ravitaillement, à tous les besoins matériels et militaires.

8. Auprès des états-majors de brigade sont institués des tribunaux militaires permanents composés des trois membres suivants : le commissaire politique adjoint, le commandant adjoint et un membre du Parti choisi parmi les combattants.

Si les bataillons opèrent en dehors de la brigade et indépendamment, auprès d'eux sont institués des tribunaux militaires composés de cinq membres. Ces tribunaux militaires ne sont pas permanents mais temporaires.

9. Chaque brigade prolétarienne de choc de Libération nationale est tenue d'avoir son drapeau. Le drapeau est rouge, avec la faucille et le marteau à l'angle droit supérieur, l'étoile à cinq branches au milieu, et sa dénomination brodée.

Outre les brigades, les bataillons ont aussi leurs drapeaux, légèrement plus petits, mais portant les mêmes emblèmes avec leur nom et, en chiffres romains, le numéro d'ordre du bataillon.

10. Chaque brigade prolétarienne se compose de :

- un état-major;
- au moins quatre bataillons de choc;
- plusieurs compagnies techniques;
- des unités d'artillerie;
- des éléments motorisés;
- un train d'équipage;
- un service de santé.

L'état-major comprend :

a) Le corps de commandement composé du commandant et du commissaire politique, du commandant-adjoint et du commissaire politique adjoint.

Le corps de commandement prend toutes les décisions en commun. Pendant les combats le commandant et le commissaire politique doivent rester ensemble.

Les commandants et chefs de compagnies sont le cerveau des unités. De concert avec les commissaires politiques, ils dressent les plans des opérations et veillent au relèvement du niveau militaire dans les unités. Une fois les décisions prises et les plans dressés, ils dirigent les opérations indépendamment :

Les commissaires politiques sont l'âme des unités. Ce sont les représentants du peuple et les gardiens des intérêts populaires, du relèvement du niveau politique, militaire et idéologique dans les unités.

— 94 —

— Le peloton de cavalerie, formé d'environ 30 cavaliers, est commandé par un adjudant-chef.

— Le peloton de liaison, composé de plusieurs escouades spéciales : courriers, skieurs, téléphonistes, radio-télégraphistes. Il est commandé par un adjudant-chef.

— Le peloton de pionniers, composé de plusieurs escouades spécialisées : pionniers, mineurs. Il est commandé par un adjudant-chef.

— L'équipe culturelle, qui s'occupe du travail de propagande politique en vue du relèvement du niveau idéologique des combattants. Elle a à sa tête un chef. Conformément aux instructions du commissaire politique, celui-ci organise toutes les manifestations culturelles, les distractions, les veillées, les manifestations; il formule les proclamations, développe les thèmes proposés et s'occupe de l'impression du matériel politique.

b. Les bataillons de choc comptent environ 300 partisans, et sont formés de trois ou quatre compagnies de choc, chaque compagnie ayant trois pelotons et chaque peloton deux à trois escouades. Il faut tendre à ce que chaque escouade d'une compagnie ait au moins une arme automatique légère. Chaque bataillon a son train d'équipage, comptant pour chaque compagnie deux bêtes de somme, pour le transport des armes automatiques légères, des munitions, de la cuisine et des autres besoins de l'armée.

Le bataillon est dirigé par un état-major composé du commandant, du commissaire politique, du commandant-adjoint et du commissaire politique adjoint.

A la tête de la compagnie se trouve un commandement, composé du commandant, du commissaire politique et du commandant adjoint. Le commissaire politique de la compagnie a, dans chaque peloton, un délégué pour le travail politique.

A la tête du peloton se trouve l'adjudant-chef.

Les devoirs des organes dirigeants du bataillon sont les mêmes que ceux de l'état-major de brigade, mais dans le cadre du bataillon, de la compagnie, du peloton.

c) La compagnie technique se compose :

— D'autant de pelotons de mitrailleuses — avec au moins deux pièces — qu'il y a de bataillons dans la brigade. Avec l'augmentation de l'armement, il faut veiller à ce que chaque bataillon ait une compagnie de mitrailleuses de quatre à huit pièces.

— D'un peloton de lance-mines légers qui au moment du combat sont en principe répartis dans les bataillons ou dans les compagnies.

— 95 —

Avec l'augmentation de l'armement de la compagnie technique, ces engins entreront dans la composition de la compagnie.

— D'un peloton de lance-mines lourds, à la disposition de la direction de l'état-major de la brigade. Avec l'augmentation de l'armement, ces lance-mines passeront dans la composition du bataillon.

d) Les unités d'artillerie peuvent être composées de certains engins et batteries (4 engins), allant jusqu'à une division (3 batteries - 12 engins).

e) Les unités motorisées sont formées selon les possibilités et les besoins.

f) Le train des équipages se compose d'autant d'équipages qu'il y a de bataillons, avec un équipage en plus pour les unités de l'Etat-major de brigade. Le train des équipages peut être composé de charrettes, de chevaux ou d'automobiles.

Les bataillons sont accompagnés de leur train des équipages quand ils ont des opérations spéciales à effectuer.

Lorsque la brigade participe à une action d'ensemble, le train des équipages des différentes unités, peut être groupé.

11. Les combattants des brigades prolétariennes de choc de Libération nationale portent sur leurs calots, l'étoile à cinq branches, avec la faucille et le marteau.

Les chefs portent les mêmes insignes que ceux des détachements de partisans.

La façon de s'adresser la parole est la même que dans les détachements de partisans (camarade, camarade adjudant-chef, camarade commandant, camarade commissaire).

Remarque :

Les détachements de partisans de Libération nationale de Yougoslavie doivent être formés et organisés conformément au présent statut.

L'Etat-major suprême
de l'Armée de partisans et de volontaires
de Libération nationale de Yougoslavie. »

C'est ainsi que notre Parti forma et éduqua, au plus fort d'une dure et sanglante lutte pour la liberté et l'indépendance des peuples de Yougoslavie, une armée nouvelle, une armée révolutionnaire.

Si nous avons appelé ces brigades — prolétariennes, c'est que d'abord le prolétariat y prédominait : ouvriers des villes, des usines et des mines, — qui jusqu'alors avaient fait preuve dans les combats, non seulement d'une conscience de classe élevée, mais aussi d'un courage inégalé et d'une fidélité au Parti et au peuple, à toute

— 96 —

épreuve; ensuite, parce que dans ces jours terribles ce nom signifiait une lutte sans compromis, jusqu'à la mort; enfin parce que le peuple se rendait compte sur place que la classe ouvrière, avec le Parti Communiste de Yougoslavie à sa tête, était le seul adversaire, conséquent et intransigeant qui luttât contre l'occupant. En outre, nous avons appelé ces brigades — brigades de choc — parce qu'elles n'ont pas connu de défaite, parce qu'elles étaient indestructibles, parce qu'après chaque combat, aussi terrible fût-il, elles revenaient toujours plus fortes, quoique elles aient dû parfois reculer devant un ennemi plus puissant.

Les brigades prolétariennes furent pour les nouvelles unités militaires, toujours plus nombreuses, un réservoir inépuisable de cadres dirigeants, en même temps qu'une école pour leurs commandants et leurs commissaires. Voilà en quoi elles jouèrent un rôle essentiel auquel il faut ajouter leur rôle non moins important, dans l'éducation des cadres du Parti. En conséquence, elles furent aussi une école politique pour les nouveaux combattants qui arrivaient en nombre sans cesse croissant dans ces brigades. Tout cela, parce qu'elles furent les premières formations militaires véritables dans lesquelles notre Parti ait envoyé une bonne partie de ses meilleurs cadres et possédant comme noyau, les meilleurs fils de la classe ouvrière.

Immédiatement après son arrivée en Bosnie, au début de janvier 1942, l'Etat-major suprême des détachements de partisans de Libération nationale de Yougoslavie décida la création de l'Armée des partisans et des volontaires de Libération nationale.

Comme suite à cette décision, le Commandant Suprême donna l'ordre suivant :

« 1. Il sera procédé immédiatement sur le territoire de Bosnie-Herzégovine et, en cas de besoin, dans les autres régions, à la création d'unités de détachements de volontaires de Libération nationale.

2. Ces unités seront formées de patriotes prêts à se battre contre l'occupant et les oustachis, mais ne désirant entrer ni dans les unités de partisans ni dans celles des tchetniks.

3. La structure des détachements de volontaires de Libération nationale est la suivante :

- a) une compagnie se compose de quatre pelotons, avec au moins 20 combattants par peloton;
- b) quatre compagnies forment un bataillon;
- c) quatre bataillons au moins forment une brigade de détachement de volontaires de Libération nationale;

— 97 —

d) les détachements de volontaires de Libération nationale sont placés sous le commandement de l'Etat-major suprême des détachements de partisans et de volontaires de Libération nationale de Yougoslavie, c'est-à-dire sous le commandement des états-majors généraux des détachements de partisans et de volontaires de Libération nationale des régions correspondantes;

e) les commandants des détachements de volontaires de Libération nationale sont nommés par l'Etat-major suprême des détachements de partisans et de volontaires de Libération nationale de Yougoslavie, c'est-à-dire par les états-majors généraux des régions correspondantes;

f) les détachements de volontaires de Libération nationale auront leurs propres états-majors nommés par l'Etat-major suprême;

g) les combattants des détachements de volontaires de Libération nationale doivent porter comme insigne sur leurs calots la cocarde nationale;

4. Les détachements de volontaires de Libération nationale de Yougoslavie font partie intégrante de l'Armée de Libération nationale, au même titre que les détachements de partisans de Libération nationale de Yougoslavie et que les brigades prolétariennes de choc de Libération nationale. » (Voir le « Bulletin » du 1^{er} janvier 1942.)

C'est ainsi que, sous la direction du Parti communiste de Yougoslavie, fut créée peu à peu, évoluant d'un type d'organisation inférieur vers un type d'organisation supérieur, l'Armée de Libération des peuples de Yougoslavie, de jour en jour plus nombreuse et plus forte.

Le 15 Janvier 1942 commença la seconde offensive des Allemands et des oustachis contre le territoire libre de la Bosnie orientale. Cette fois encore les chefs des tchetniks trahirent, en nous frappant dans le dos, mais les Allemands n'en retirèrent aucun avantage. L'offensive échoua, encore que nous eussions perdu pour un temps une partie du territoire libre, c'est-à-dire la partie orientale de la Bosnie jusqu'à Sarajevo. Au cours de cette offensive, la Première brigade prolétarienne composée de cinq bataillons, témoigna hautement de sa grande valeur militaire; elle exécuta une marche sans précédent près de Sarajevo et à travers l'Igman par un froid de 25 à 29 degrés. Les tchetniks de cette région comprirent enfin la trahison de leurs chefs et passèrent en masse dans les Détachements de volontaires de Libération nationale.

— 98 —

En outre, pendant presque tout l'hiver de l'année 1941-1942, une âpre lutte se déroula entre nos unités et les tchetniks de Draja Mihailovitch qui, unis aux Italiens, attaquaient sans relâche, notre territoire libéré. Cette lutte, non seulement épuisa nos combattants, qui résistaient à l'ennemi nuit et jour sur les hautes montagnes avec de la neige jusqu'à la ceinture, mais encore, elle laissa les unités de partisans presque dépourvues de munitions. Beaucoup d'entre nous, camarades, se souviennent encore qu'à ce moment là nous avons dû, par divers moyens indirects acheter des cartouches à raison de huit liras la pièce. Et lorsqu'au printemps de 1942 commença la troisième offensive des Allemands, oustachis, Italiens et tchetniks coalisés contre le territoire libre, qui couvrait une assez grande étendue, au Monténégro, dans le Sandjak, en Bosnie-Herzégovine, nous dûmes nous replier, non à cause de la supériorité de nos ennemis, mais par suite du manque de munitions. Pensez combien le moral de nos combattants, qui allaient au combat avec 5, 10 ou 15 cartouches était élevé ! Imaginez, aujourd'hui, camarades comment nos combattants devaient, à cette époque, livrer bataille sur bataille, sans interruption. Ils devaient attaquer l'ennemi, retranché dans ses bases fortifiées, pour lui prendre des munitions et du matériel de guerre — pour les donner aux nouveaux combattants et se préparer à défendre le territoire libre quand commencerait l'offensive ennemie.

Pendant trois longues années de lutte, nous ne pûmes obtenir de personne une aide quelconque, ni en munitions, ni en matériel, ni en nourriture. Après Oujitsé, nous n'eûmes plus d'usines d'armement, mais malgré tout, notre armée grossissait, jusqu'à devenir forte de centaines de milliers de combattants. De nouvelles brigades, de nouveaux détachements ou de nouvelles divisions se formaient. — selon la quantité de matériel de guerre pris à l'ennemi.

Au printemps de l'année 1942, l'insurrection populaire prit une énorme extension dans toutes les parties de la Yougoslavie, principalement en Bosnie, en Croatie, et en Slovénie. A ce moment déjà, sans même tenir compte des détachements locaux de partisans, notre armée régulière était très puissante.

Voici quelques ordonnances tirées du Bulletin de l'Etat-major Suprême de Septembre à Novembre 1942, relatives à la formation de brigades et de divisions et au changement de dénomination de l'Etat-major suprême de l'Armée des partisans et des volontaires de Libération nationale en celle d'Etat-major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie, qui répondait alors à la nouvelle structure de notre Armée de Libération.

— 99 —

L'ordre n° 88 en date du 1^{er} Novembre 1942 prescrit ce qui suit:

« ... J'ordonne :

Que soit formée la Première division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie.

Dans la composition de cette division entrent :

- a) la Première brigade prolétarienne de choc de Libération nationale ;
- b) la Troisième brigade prolétarienne de choc de Libération nationale, du Sandjak;
- c) la Troisième brigade de choc de Libération nationale, de Kraina.

Au poste de commandant de la Première division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie, est nommé le commandant actuel de la Première brigade prolétarienne de choc de Libération nationale, le camarade Kotcha Popovitch.

Au poste de commissaire politique de la Première division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie, est nommé l'actuel commissaire politique de la Première brigade prolétarienne de choc de Libération nationale, le camarade Filip Klayitch.

L'état-major de la Première division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale sera complété dans le plus bref délai conformément à la décision de cet état-major.

Cet ordre doit être exécuté immédiatement.

Mort au fascisme — Liberté au peuple !

Le commandant du mouvement de Libération nationale et de l'Armée des volontaires de Yougoslavie. »

L'ordre n° 89 en date du 1^{er} Novembre 1942 prescrit ce qui suit:

« ... J'ordonne :

Que soit organisée la Seconde division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie.

Dans la composition de cette division entrent :

- a) la Seconde brigade prolétarienne de choc de Libération nationale;
- b) la Quatrième brigade prolétarienne de choc (monténégrine) de Libération nationale;
- c) la Seconde brigade de partisans (dalmate) de Libération nationale.

Au poste de commandant de la Seconde division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie, est

— 100 —

nommé le commandant actuel de la Quatrième brigade prolétarienne de choc de Libération nationale, le camarade Peko Dapčević.

Au poste de commissaire politique de la Seconde division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie, est nommé le commissaire politique actuel de la Quatrième brigade prolétarienne de choc de Libération nationale, le camarade Mitar Bakitch.

L'Etat-major de la Seconde division prolétarienne de choc de l'Armée de Libération nationale sera complété dans le plus bref délai conformément à la décision de cet Etat-major.

Cet ordre doit être exécuté immédiatement.

Mort au fascisme — Liberté au peuple !

Le commandant du mouvement de Libération nationale
et de l'Armée des volontaires de Yougoslavie. »

L'ordre n° 90 :

« Conformément à la décision de l'Etat-major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie, est formée la Troisième division de choc de Libération nationale. Dans la composition de cette division entrent :

la Cinquième brigade de choc monténégrine de Libération nationale;
la Dixième brigade de choc herzégovienne de Libération nationale;
la Première brigade de choc dalmate de Libération nationale.

Au poste de commandant de cette division, est nommé le camarade Pero Tchetkovitch, commandant actuel de la Première brigade de choc dalmate de Libération nationale.

Au poste de commissaire politique de cette division, est nommé le camarade Radomir Babitch, commissaire politique actuel de la Cinquième brigade de choc monténégrine de Libération nationale.

L'Etat-major de cette division doit être complété par d'autres organes, afin de pouvoir fonctionner régulièrement.

Cet ordre doit être exécuté immédiatement.

Mort au fascisme — Liberté au peuple !

Le 9 Novembre 1942.

Le commandant du mouvement de Libération nationale
et de l'Armée des volontaires de Yougoslavie. »

— 101 —

L'ordre n° 93 en date du 9 Novembre 1942 prescrit ce qui suit :

« ...La Quatrième division de choc de Libération nationale est formée. Dans la composition de cette division entrent :

la Seconde brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna;
la Cinquième brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna;
la Sixième brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna.

Au poste de commandant de la Quatrième division, est nommé le camarade Chocha Major, commandant actuel de la Cinquième brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna.

Au poste de commissaire politique, est nommé le camarade Milinko Kuchitch, commandant actuel de la Première brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna.

L'Etat-major doit être complété par d'autres organes afin de pouvoir fonctionner régulièrement.

Est formée :

la Cinquième division de choc de Libération nationale. Dans la composition de cette division entrent :

la première brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna;
la quatrième brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna;
la septième brigade de choc de Libération nationale, de Kraïna.

Au poste de commandant de la Cinquième division de choc de Libération nationale, est nommé le camarade Slavko Roditch, commandant-adjoint actuel de l'Etat-major d'opérations de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans pour la Kraïna bosniaque.

Au poste de commissaire politique de cette division est nommé le camarade Ilia Dochen, commissaire politique adjoint actuel de l'Etat-major d'opérations de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans pour la Kraïna bosniaque.

L'Etat-major doit être complété par d'autres organes afin de pouvoir fonctionner régulièrement.

Le premier corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale est formé des forces armées de l'Armée de Libération nationale sur le territoire de la Bosnie. Dans la composition de ce corps d'armée entrent : la Quatrième et la Cinquième divisions de choc de Libération nationale et la Sixième brigade de choc de Libération nationale de la Bosnie orientale. Sous le commandement du Premier corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale, sont placés tous les détachements de partisans sur le territoire de la Bosnie.

Au poste de commandant de ce corps d'Armée, est désigné le camarade Kosta Nadj, commandant actuel de l'Etat-major d'opé-

— 102 —

rations de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans pour la Kraïna bosniaque.

Au poste de commissaire politique, est désigné le camarade Osman Karabegovitch, commissaire politique actuel de l'Etat-major d'opérations de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans pour la Kraïna bosniaque.

Au poste de chef de l'Etat-major du corps d'armée, est désigné le camarade Branko Polianatz, chef actuel de l'Etat-major d'opérations de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans, pour la Kraïna bosniaque.

L'Etat-major doit être complété par d'autres organes afin de pouvoir fonctionner régulièrement.

Conformément à l'ordre n° 95, en date du 22 Novembre 1942, du Commandant de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie, trois divisions et un corps d'armée de l'Armée de Libération sont formés. L'ordre prescrit ce qui suit :

« Conformément à la décision de l'Etat-major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie, trois divisions de l'Armée de Libération nationale sont formées sur le territoire de l'Etat-major Général de la Croatie, à savoir : la Sixième, la Septième et la Huitième.

Dans la composition de la Sixième division entrent : la Première, la Seconde et la Neuvième brigades de Libération nationale.

Dans la composition de la Septième division entrent : la Septième, la Huitième et la Treizième brigades de Libération nationale.

Dans la composition de la Huitième division entrent : la Quatrième, la Cinquième et la Sixième brigades de Libération nationale.

Au poste de commandant de la Sixième division de Libération nationale, est nommé le camarade Sretchko Manola.

Au poste de commissaire politique de la Sixième division de Libération nationale, est nommé le camarade Rade Jigitch.

Au poste de commandant de la Septième division de Libération nationale, est nommé le camarade Pavle Jakchitch.

Au poste de commissaire politique de la Septième division de Libération nationale, est nommé le camarade Djouro Kladarine.

Au poste de commandant de la Huitième division de Libération nationale, est nommé le camarade Vladimir Tchetkovitch.

Au poste de commissaire politique de la Huitième division de Libération nationale, est nommé le camarade Artour Tourkouline.

— 103 —

Conformément à l'ordre de l'Etat-major suprême, le Premier corps d'armée croate de l'Armée de Libération nationale est formé.

Au poste de commandant du Premier corps d'armée croate, est nommé Ivan Gochniak.

Au poste de commissaire politique du Premier corps d'armée croate, est nommé le camarade Vetcheslav Holiévatz.

Cet ordre doit être exécuté immédiatement.

Mort au fascisme — Liberté au peuple !

L'ordre relatif au changement de dénomination de l'Etat-major suprême de l'Armée de partisans et de volontaires de Libération nationale de Yougoslavie, est ainsi conçu :

« En liaison avec la formation de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie, la dénomination Etat-major suprême de l'Armée de partisans et de volontaires de Libération nationale change et devient: Etat-major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie.

Le 20 Novembre 1942.

Le commandant du mouvement de Libération nationale et de l'Armée des volontaires de Yougoslavie. »

L'ordre en date du 18 Décembre 1942 décide qu'en « cas de besoin officiel soit organisée auprès de l'Etat-major de la quatrième zone d'opérations, une Section croate pour la marine de guerre en tant qu'organe de l'état-major de la zone... ».

Conformément à l'ordre du 11 Mai 1943, est formé le Second corps d'armée de choc bosniaque. L'ordre est ainsi conçu:

« Conformément à l'ordre du Commandant Suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie, le Second corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale est formé.

1) Au poste de commandant du Second corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale, est nommé le camarade Slavko Roditch, commandant actuel de la Cinquième division du Premier corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale.

2) Au poste de commissaire politique du Second corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale, est nommé le camarade Velio Stoïnitich.

3) Afin que l'état-major du Second corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale puisse fonctionner régulièrement, il doit être complété le plus rapidement possible par les autres organes nécessaires.

— 104 —

4) Dans la composition du Second corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale entrent les unités suivantes :

La Quatrième division de choc de Libération nationale, formée par la Sixième, la Huitième et la Dixième brigades de choc de Libération nationale de Kraïna, et par les détachements de Ribnik et de Grmetch.

La Douzième division de choc de Libération nationale, formée par la Cinquième et la Douzième brigades de choc de Libération nationale et les détachements de Bagna-Luka et de Kozara.

La Dixième division de choc de Libération nationale, formée par la Neuvième brigade de choc de Libération nationale de Kraïna, et les détachements de Koupresh, de Glamotch et de Travnik.

5) Dans la composition du Premier corps d'armée de choc bosniaque de Libération nationale, entrent les unités suivantes: la Cinquième division de choc de Libération nationale, formée par la Première, la Seconde et la Quatrième brigades de Kraïna et la Quatrième brigade de Maïévitsa et les détachements du Srem, de Birtchani et de Chekovatz ».

Par ordre de l'Etat-major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie, en date du 14 Octobre 1943 a été formée la première base aérienne auprès de l'Etat-major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie.

Par décision du Commandant suprême, en date du 5 Octobre 1943 ont été nommés des commandants et des commissaires politiques dans huit corps d'armée de l'Armée de Libération nationale. Par décision de l'Etat-major suprême en date du 1^{er} janvier 1944 ont été encore formés, les Neuvième, Dixième et Onzième corps d'armée de l'Armée de Libération nationale.

Camarades,

La marche des brigades prolétariennes, entreprise le 24 Juin 1942, à travers Zelengora, Treskavitsa, Igmane, Kognitz, Prozor, Douvno, Livno, etc., fut d'une grande importance pour le développement de l'insurrection, non seulement dans la Bosnie occidentale, mais aussi en Croatie et en Slovénie. Au cours de cette marche, les brigades prolétariennes parcoururent plus de 250 kilomètres, nettoyant le terrain devant elles sur une largeur de 70 kilomètres. Cela se passait exactement une année après que nos peuples eussent déclenché la lutte armée.

La première année de guerre fut pour nous la plus difficile et cela pour bien des raisons.

Premièrement, parce que le Parti Communiste déploya de grands efforts, au cours de cette année-là, pour que l'insurrection armée s'étendît à toutes les régions de la Yougoslavie; or c'est justement au cours de cette année que furent tués nombre de dirigeants de notre Parti, qui dans les conditions les plus dures, organisaient l'insurrection populaire.

Pendant cette période de la lutte, le Parti Communiste de Yougoslavie perdit des milliers de membres, qui donnèrent leur vie pour la libération nationale. Voici quels sont les membres du Comité central du P.C.Y. et des directions nationales du Parti, qui furent tués, et dont les noms sont mentionnés dans le « Bulletin » de l'Etat-major suprême : ...Marko Orechkovitch, membre du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, et membre du Comité Central du Parti Communiste de Croatie, tué par la main traîtresse d'un tchetnik de la cinquième colonne, alors qu'il travaillait infatigablement à l'organisation des détachements de partisans dans la Lika, en vue de la lutte contre l'occupant italien et son valet Pavlitch. Pavle Pap, membre du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, organisateur infatigable des détachements de partisans, est tombé en Dalmatie d'une mort héroïque au moment où il conduisait sur le champ de bataille, les détachements de partisans. Anka Boutoratz, membre du Comité Central du Parti Communiste de Croatie, est tombé d'une mort héroïque en luttant contre l'occupant et les bandits oustachis. Le Parti a perdu avec elle une des camarades dirigeantes les plus capables. Josip Krach, membre du Comité Central du Parti Communiste de Croatie, l'un des meilleurs chefs ouvriers du mouvement syndical, est tombé alors qu'il travaillait infatigablement à l'organisation des détachements de partisans de Croatie. Jaya, membre du Comité Central du Parti Communiste de Croatie, qui fut pendant de longues années l'un des dirigeants du mouvement ouvrier syndical, est tombé d'une mort héroïque en luttant contre les brutes oustachies. Slavko Chlander, membre du Comité Central du Parti Communiste de Slovénie, est tombé d'une mort héroïque victime de la Gestapo. Yozo Vlahovitch, membre du Comité Central de la Jeunesse communiste de Yougoslavie, est tombé d'une mort héroïque à Zagreb, victime des criminels oustachis... Bouda Tomovitch, membre du Comité régional pour le Monténégro et secrétaire de la Jeunesse populaire monténégrine, fut assassiné par la main traîtresse des tchetniks. Victime de la Gestapo, Voukica Mitrovitch, membre du Comité régional de Serbie, a péri d'une mort héroïque. La même année a péri d'une mort héroïque, un des dirigeants les plus en vue et les plus aimés de notre Parti, le camarade Rade Kontchar, membre du Bureau politique du Comité Central du Parti communiste de Croatie. Ce fut

— 106 —

une très lourde perte pour notre Parti qui perdit en Croatie, précisément le plus grand nombre de dirigeants au cours de cette année-là, par suite de la trahison de Matchek et de ses acolytes. De nombreux dirigeants et membres du Parti ont trouvé la mort au cours de cette première année de guerre. C'est justement ce qui atteste le mieux que cette année fut la plus difficile: la lutte nous coûta à cette époque des milliers et des milliers de précieuses victimes, appartenant à notre Parti et à la jeunesse.

Deuxièmement, c'est surtout cette année-là que le Parti communiste de Yougoslavie dut déployer le plus largement ses capacités pour gagner la confiance du peuple, et faire tout son possible pour convaincre le peuple que la lutte menée contre l'occupant pouvait être couronnée de succès. Or, au cours de cette même année une certaine indécision se fit sentir dans une partie du peuple, dans les régions où la situation était devenue difficile, après la défaite temporaire, comme par exemple au Monténégro et en Herzégovine, dans la Serbie occidentale et dans la Bosnie orientale.

Troisièmement, c'est enfin au cours de cette année qu'il fut le plus difficile de se procurer en quantité des munitions et du matériel de guerre, car nos unités militaires étaient encore trop faibles pour procéder à de grandes attaques contre les bases ennemies les plus importantes. Cette année-là les occupants et les quislings étaient encore très forts.

Ce fut une année de dures épreuves pour nos peuples en même temps qu'une rude école de guerre pour nos partisans et pour nos autres unités militaires. Mais notre armée populaire se fortifia et s'aguerrit, l'insurrection se stabilisa, le pouvoir populaire prit solidement racine dans de nombreuses régions.

Les nombreuses batailles qui suivirent, si difficiles qu'elles fussent, n'ont plus été, ce cap franchi, aussi dangereuses pour l'insurrection, car le pays tout entier était devenu un champ de bataille et l'ennemi n'était pas suffisamment fort pour pouvoir entreprendre en même temps dans toutes les régions une offensive générale et la mener jusqu'au bout, bien qu'il y eût toujours en Yougoslavie environ un demi-million de troupes d'occupation et de quislings.

Vers la fin de l'année 1942, un vaste territoire compact était libéré en Bosnie, dans la Lika, à Kordoun, à Bania, en Dalmatie; et il existait des territoires libres en Slavonie, en Serbie (Toplica), en Slovénie, dans les autres parties de la Croatie et ailleurs encore qui servaient de base pour la conduite de la lutte armée. L'Etat-major suprême se trouva bientôt dans l'impossibilité de diriger et de contrôler le travail du pouvoir populaire, de diriger la vie politique, économique et culturelle ainsi que l'administration sur un ter-

— 107 —

ritoire aussi étendu. Aussi l'assemblée constitutive du Front antifasciste de Libération nationale fut-elle convoquée et elle procéda à l'élection d'une représentation politique, c'est-à-dire du Conseil antifasciste de Libération nationale de Yougoslavie, en tant qu'organe politique suprême.

Voici comment l'éditorial du journal « Borba », du 10 janvier 1943, formule les tâches de ce nouveau Conseil :

« ...Le Conseil antifasciste de Libération nationale de Yougoslavie, en tant que représentation politique des peuples de Yougoslavie, est en même temps l'organe politique suprême dans la Lutte de Libération nationale. Sa tâche fondamentale est l'organisation de l'arrière, l'affermissement et le renforcement de l'unité du front et de l'arrière, la mobilisation politique des masses populaires les plus larges, sur le territoire libéré et non libéré, dans la lutte de Libération nationale.

» Ce sont sans conteste de grandes et lourdes tâches. Des villages et des villes incendiés et pillés, des maisons et des ateliers détruits, la vie économique bouleversée, des écoles démolies, des instituteurs tués, de nombreux réfugiés, des enfants sans parents et sans famille, un manque de cadres professionnels qualifiés, un travail de désagrégation poursuivi par les traîtres de la cinquième colonne, — c'est sur toutes ces ruines et au milieu de toutes ces difficultés, laissées par l'occupant et ses valets oustachis et tchetniks, qu'il faut aujourd'hui édifier le pouvoir populaire...

...La question fondamentale qui se posait au Comité exécutif du Conseil antifasciste de Libération nationale de Yougoslavie était celle de l'affermissement, du renforcement et de la formation du pouvoir populaire et de ses organes, les comités populaires de libération. Une des premières mesures du Comité exécutif a été de prescrire des élections pour les comités populaires de libération sur une partie du territoire libéré (Krainia Lika, Kordoun). Le peuple doit élire les organes par lesquels il exerce son pouvoir. Dans les régions où les élections n'ont pas encore eu lieu, elles seront bientôt prescrites. Le Comité exécutif mettra tout en œuvre pour que le principe démocratique du pouvoir populaire soit appliqué le plus possible.

» L'économie et les problèmes économiques. — Il est clair qu'aujourd'hui, la vie économique, sur le territoire libéré doit avoir également un caractère d'économie de guerre. Premièrement, parce qu'il est nécessaire d'organiser la vie économique de façon que le ravitaillement de l'armée soit assuré et deuxièmement parce que le territoire libéré est investi et ne possède pas toutes les matières premières nécessaires ni un appareil de production permettant une orga-

nisation de l'économie autre que celle de l'économie de guerre. Dans toute la série de mesures que le Conseil Exécutif a prises dans le domaine de l'économie, cette nécessité entraine en ligne de compte.

» Une question fondamentale qui s'est posée est celle des échanges: ranimer les échanges, les faciliter entre les diverses régions ayant une structure économique différente, et entre particuliers de différentes professions. La question du ravitaillement de la population est intimement liée au développement des échanges. Pour réaliser tout cela, toute une série de mesures d'ordre économique et politique ont été édictées, réglant tous les échanges, les organisant, sans toucher en principe au marché libre...

» ...Afin que les fournitures pour l'armée puissent contribuer à l'accroissement des échanges, le Comité exécutif, de concert avec l'Etat-major suprême, émettra des bons uniformes, devant servir, en partie, à financer les fournitures pour l'armée. Ces bons seront à échéances fixes, au porteur, et ils pourront servir de moyen d'échange.

» Un problème économique important que le Comité Exécutif dut résoudre, est celui des fonctionnaires et des loyers. En ce qui concerne le premier, le Comité exécutif a pris une décision très compréhensible, à savoir que les traitements des fonctionnaires et les pensions des retraités ne seront pas payés, les moyens financiers faisant défaut. Mais, le pouvoir populaire ayant le souci de l'homme, il ne pouvait pas abandonner un grand nombre de fonctionnaires à leur sort. Tout fonctionnaire apte au service militaire peut s'engager dans l'Armée de Libération nationale, les membres de sa famille recevant des secours des Comités populaires de Libération nationale pour autant qu'ils sont inaptes au travail. De plus, un grand nombre de fonctionnaires devront faire des cours aux analphabètes et enseigner dans les universités populaires. Quant à la question des loyers, le moratoire général est proclamé. Les propriétaires ne peuvent pas toucher les loyers. Les locataires ayant actuellement une occupation payeront aux comités de Libération nationale un loyer diminué qui sera destiné à un fonds. Ceux des propriétaires vivant exclusivement de la location de leurs maisons, recevront du fonds susmentionné une aide en argent ou en nature. Dans de pareils cas le moratoire est la seule mesure régulière et juste qui ne touche aucunement au principe de la propriété privée.

» Le Comité exécutif a pris ensuite quelques décisions en vue de réparer les injustices commises au temps du régime de pillage des oustachis. C'est ainsi qu'il décida de créer des commissions spéciales destinées à régler dans certaines régions la question de la restitution du bétail volé. Certains paysans reconnaissent en effet leur bétail

— 109 —

chez d'autres paysans qui l'ont ou bien volé eux-mêmes, ou bien acheté aux autorités oustachis. Afin que les gens volés puissent rentrer en possession de leur bétail et afin que soient évitées des querelles, toutes les questions concernant le bétail seront réglées par les commissions des comités de Libération nationale et les représentants des autorités militaires... ».

Voilà ce qu'écrivait le journal « Borba » de l'époque, parlant des tâches de l'organe politique suprême qui venait d'être élu.

Cependant, avant la formation du Conseil antifasciste de Libération nationale de Yougoslavie, l'Etat-major suprême et les comités populaires vinrent en aide, dans toute la mesure du possible, au peuple pillé. Voici quelques exemples. Par une décision en date du 18 novembre 1942, l'Etat-major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie versa une somme de deux millions et demi de kounas, prise sur ses fonds militaires, aux villages de Donié Voukovsko, Gornié Voukovsko, Yagne, Podgoré, Pliéva et à plusieurs autres qui avaient été incendiés et pillés par des oustachis et des Allemands avec le concours des traîtres tchetniks de Draja Mihailovitch, à savoir Drenovitch, Raditch et autres. En outre, il versa au comité de Libération nationale de Bihatch 500.000 pour les pauvres de la ville, et 200.000 aux comités de Drvar et des localités environnantes, etc.

« La commission a eu une tâche difficile, — écrit le journal « Borba » du 13 Décembre 1942 — dans la distribution de l'aide au peuple de la Bosanska Kraina. Des régions entières ont été presque complètement incendiées. Le bétail et les vivres pillés. La distribution de l'aide accordée par l'Etat-major suprême à Gornié et à Donié Voukovsko s'est transformée en une manifestation touchante d'unité populaire. Un paysan des environs de Mrkognitch a dit au cours de la réunion : « Pendant les 22 années d'existence de l'ancienne Yougoslavie, nous n'avons pas reçu un seul dinar d'aide, et maintenant notre Etat-major suprême prend sur ce qui est destiné à notre armée pour venir en assistance au peuple ».

Et voici un exemple de l'amour du peuple pour son armée :

« La quatrième brigade de Kraina, traversant villages et hameaux, a reçu de la part de toute la population un accueil si chaleureux et si amical que nous étions tous vraiment surpris. Dans les villages où nous nous arrêtions pour souffler un peu, nous ne pouvions pas nous reposer. Mais cette nouvelle fatigue nous fut plus chère que n'importe quel repos. Au lieu de dormir, nous chantions et dansions le Kolo. La jeunesse était avec nous et autour de nous, tandis que les vieux regardaient les partisans et, les larmes aux yeux, parlaient des crimes des oustachis et racontaient ce qui leur était arrivé. En

— 110 —

même temps, les mères et les sœurs nous offraient du lait, du fromage, de la crème, des fruits, et nous donnaient des mouchoirs, des serviettes, tout ce qui était resté caché à la maison et que les oustachis n'avaient pu trouver... Le même tableau se répète de village en village... » — écrit le journal « Borba », du 22 octobre 1942.

Camarades,

L'année 1942 fut importante non seulement par les grandes victoires remportées par nos forces armées, non seulement à cause de la très forte augmentation et du renforcement de notre armée, mais aussi parce que l'existence d'un grand territoire libéré, permit une vie sociale, économique, politique et culturelle très intense. C'est ainsi, par exemple, qu'au mois de septembre eut lieu le congrès des médecins militaires partisans, au mois de décembre se tint la conférence plénière du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie; le 27 décembre le premier Congrès de la Jeunesse antifasciste de Yougoslavie commença ses travaux. Le parti organisa différents cours pour ses adhérents et des cours pour la Jeunesse. Une grande attention fut consacrée à l'organisation de la moisson, dans les localités frontières du territoire libre, sous le feu de l'artillerie et des fusils ennemis et sous les attaques aériennes. On fit des préparatifs en vue des élections des organes du pouvoir populaire — des Comités de Libération nationale. On travailla intensivement à la confection d'habits militaires et d'autres articles destinés à notre armée; il fallait pourvoir de l'indispensable quelque 150.000 combattants, leur fournir tout ce qu'ils ne pouvaient pas prendre à l'ennemi en quantité suffisante. Telle fut la tâche du Front de Libération nationale, du Front antifasciste des femmes, de la Jeunesse populaire, de nos paysans et ouvriers de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Serbie, de Slovénie, de Macédoine, de Voïvodine, etc.

Le 22 janvier 1943, les occupants — c'est-à-dire les Allemands et les Italiens réunis, avec l'aide de toute l'armée des oustachis et des tchetniks de Draja Mihailovitch qui s'étaient joints à eux sur la Nérétva, — déclenchèrent leur quatrième offensive contre notre territoire libre. L'ennemi, supérieur de beaucoup, au point de vue technique et numérique, commença à repousser nos unités. La bataille faisait rage sans arrêt depuis Karlovatz, dans un secteur comprenant toute la Lika, le Kordoun et la Bania. Reculant pendant des centaines de kilomètres, le gros de l'armée, avec l'Etat-Major en tête, s'arrêta sur les bords de la Nérétva, autour de Prozor, Kognitz et Yablanitsa, où des combats à la vie et à la mort eurent lieu pour sauver 4.000 blessés.

— III —

Par suite de l'horrible terreur exercée sur la population paisible, une masse énorme d'environ 50.000 femmes, enfants et vieillards, soumis à des bombardements aériens continus, se retira avec notre armée jusqu'à Livno. Celle-ci, aidée des organes du pouvoir populaire réussit, mais non sans peine, à soustraire tant bien que mal, la grande majorité de ces malheureux à une mort certaine.

La bataille de la Nérétva, dura plus d'un mois et se termina par une victoire. Les 4.000 blessés furent sauvés.

L'Etat-Major suprême avec cinq divisions, — dont trois divisions prolétariennes, — avait pris sur lui tout le poids de la lutte, si bien que les autres divisions et les détachements de partisans purent rester sur leur territoire, en Bosnie, aussi bien qu'en Croatie et en Slovénie, ce qui permit, immédiatement après, de nettoyer tout le territoire abandonné.

Après la défaite des Allemands, des Italiens, des oustachis et des tchetniks de Draja Mihaïlovitch sur la Nérétva, nos divisions épuisées — emmenant avec elles environ 4.000 blessés — continuèrent à poursuivre et à anéantir les tchetniks de Draja Mihaïlovitch à travers gorges et montagnes jusqu'à la rivière de Lim. C'est ainsi que les combats de la quatrième offensive durèrent deux mois et demi, du 22 janvier au milieu de mai 1943.

Mais l'ennemi ne laissa le temps ni à nos unités de se reposer ni à nos blessés de guérir; il se prépara fiévreusement à l'attaque avec des forces encore plus importantes que pour la quatrième offensive, comptant sur l'épuisement de nos unités et sur le terrain défavorable, pour nous encercler et nous anéantir.

Camarades,

Plus d'un de vous se souvient de ces journées et de ces combats de la cinquième offensive. Je n'en parlerai pas, car cela prendrait trop de place et trop de temps dans mon rapport, mais je dois dire qu'une pareille lutte, dans de telles conditions, ne pouvait être soutenue que par des hommes au cœur d'airain — c'est-à-dire par des communistes et par la jeunesse formée par notre Parti communiste de Yougoslavie. Au cours de cette offensive, nous perdîmes dans les combats, environ 8.000 de nos camarades, d'admirables combattants, des commandants, des chefs de compagnies et des commissaires politiques, pour la plupart membres du Parti et de la Jeunesse communiste de Yougoslavie. Mais nous arrivâmes à rompre le cercle de fer de l'ennemi et, bien qu'affamés et épuisés, nous nous mîmes immédiatement à nettoyer la Bosnie orientale. Seul le Parti communiste a pu former une telle armée !

La capitulation de l'Italie et le désarmement des 12 divisions italiennes, nous permirent d'armer des dizaines de milliers de nouveaux combattants, de former de nouvelles divisions et des corps d'armée. Presque toute la Dalmatie avec les îles se trouvait entre nos mains. Nos unités attaquèrent l'ennemi sur tout le territoire de la Yougoslavie, libérant toujours de nouvelles contrées, où des milliers de combattants nouveaux venaient grossir l'armée de Libération nationale. C'est à la fin de 1943 que fut libérée une grande partie de la Macédoine, de la Serbie méridionale et orientale, du Sandjack, du Monténégro, la majeure partie de la Bosnie-Herzégovine, presque toute la Lika, le Kordoun et la Bania, une grande partie de la Slavonie et de la Slovénie. Cet énorme succès força le commandement allemand à envoyer des divisions de Grèce, d'Allemagne et d'ailleurs en Yougoslavie, en vue d'entreprendre, avec l'aide des troupes bulgares, de celles de Pavelitch, de Néditch, de Roupnik et des tchétniks de Draja Mihailovitch, une violente offensive, qu'ils déclanchèrent en effet en Octobre de la même année — la sixième offensive. Ce n'était plus une offensive dirigée sur un point déterminé. Elle fut menée sur toute l'étendue de notre pays et dura 4 mois entiers, soit jusqu'à la fin de Janvier 1944. Les Allemands attaquaient avec rage la partie italienne de la Slovénie, le littoral croate et la Dalmatie dans le but d'occuper le territoire que les Italiens avaient tenu jusqu'à leur capitulation. Dans ces violents combats, les Allemands n'eurent qu'un succès partiel ; la majeure partie du territoire libéré resta entre nos mains et cette offensive subit le même sort que les précédentes, c'est-à-dire qu'en de nombreux endroits nos forces armées passèrent de nouveau à la contre-attaque.

Au début d'Avril 1944, les Allemands changèrent, jusqu'à un certain point, de tactique, formant des groupes de choc qui, sur divers secteurs du champ de bataille, attaquaient sans répit nos centres de résistance, dans le but d'épuiser et de détruire un par un les principaux centres dirigeants, et de désorganiser nos arrières par une avance en profondeur, inattendue et rapide, à l'intérieur du territoire libéré.

Etant donné cette tactique, nous fûmes obligés, nous aussi, de ne pas grouper des forces importantes, mais de les disposer en largeur et en profondeur, dans la direction des attaques éventuelles de l'ennemi. Cette fois l'ennemi appliqua une tactique semblable à la nôtre, à celle que nous avons appliquée contre lui, c'est-à-dire des avances rapides et déconcentration des troupes. Les Allemands firent venir des troupes de renfort du « Groupe de l'armée balkanique » du feld-maréchal von Veichs.

L'attaque aérienne contre Drvar faisait partie du plan du commandement allemand pour la Septième offensive, au cours de la-

— 113 —

quelle les Allemands engagèrent 18 de leurs divisions, 9 divisions bulgares, environ 150.000 soldats de Pavelitch, les hommes de Néditch, de Rounnik, etc. Ce fut la dernière grande offensive allemande. Pas plus que les autres, elle ne peut ébranler l'Armée de Libération nationale, qui dans un élan magnifique repoussa les derniers coups de l'ennemi.

Les Alliés avaient débarqué en Italie, et l'Italie avait capitulé. L'héroïque Armée Rouge pourchassait sans répit, toujours plus loin au delà de ses frontières, les hordes fascistes allemandes. La défaite de Hitler était inévitable et imminente. Il fallait donc prendre soin d'assurer les acquisitions de la lutte de Libération nationale. Il fallait déjà songer à la création du premier organe de l'Etat, en tant qu'organe suprême du pays. Le Conseil antifasciste de Libération nationale avait été convoqué en une deuxième session le 29 Novembre 1943.

Au cours de cette session, de très importantes décisions avaient été prises, dont la principale concernait la création d'un Comité populaire de Libération nationale de Yougoslavie, appelé à remplir les fonctions de gouvernement provisoire du pays. C'était la réponse à tous ceux qui avaient espéré que, dès la fin des hostilités, on reviendrait aux anciennes habitudes.

Pendant toute la durée de la guerre les gouvernements réfugiés à Londres firent tout leur possible pour saper le mouvement de Libération nationale. Ils collaborèrent ouvertement avec l'occupant, mettant à sa disposition les forces armées des formations de tchetniks. Il fallait s'attendre à une activité encore plus grande du gouvernement en exil, du roi et de la réaction internationale et intérieure. Aussi devait-on raffermir le plus possible, le pouvoir populaire. Bien que la question de l'organisation intérieure définitive ait été remise pour l'époque qui suivrait la libération totale du pays, c'est-à-dire après la guerre, le Comité populaire de Libération nationale de Yougoslavie, nouvellement élu, devait cependant prendre diverses mesures en vue du fonctionnement régulier de l'administration de l'Etat jusqu'à cette époque, et principalement des mesures concernant la conduite de la guerre jusqu'à ce que l'occupant fût chassé du pays.

Comme nous l'avons vu, les Allemands entreprirent encore deux grandes offensives, du mois de Décembre 1943 à la fin du mois de Juillet 1944. Or, elles avaient bien moins de chances de succès que toutes les précédentes. C'étaient les dernières tentatives d'Hitler, mais ce ne furent que des tentatives, et l'attaque aérienne sur Drvar avec parachutage, ne fut en réalité qu'un acte désespéré de vengeance et une tentative de liquidation des principaux chefs de

— 114 —

l'insurrection. L'intervention rapide de la Sixième division de la Lika et de l'Ecole d'officiers, fit misérablement échouer cet ultime acte de vengeance. Sur plus de six cents parachutistes, 130 seulement restèrent en vie. Nos unités anéantirent tous les autres.

Pouvait-on compter à cette époque sur un succès décisif, même si une partie de l'Etat-Major suprême avait été anéantie ? Car, au moment de l'attaque aérienne, il ne se trouvait à Drvar qu'une partie de l'Etat-Major suprême. Bien que l'Etat-Major ait couru à ce moment le même danger qu'à Oujitsé, par exemple, au cours de la Première offensive, ou bien au cours de la Quatrième ou de la Cinquième offensives, Hitler pouvait-il remporter un succès décisif lorsque notre Armée comptait plus de 300.000 soldats, ayant onze corps d'armée de forces régulières, composées de divisions prolétariennes et autres, trempées dans de nombreux combats qui portèrent des coups terribles à l'ennemi sur toute l'étendue du pays ? Il est compréhensible qu'Hitler ne pouvait plus obtenir de résultat important, car à ce moment il avait moins de chances que jamais. Déjà nos unités militaires recevaient des secours par la voie des airs, de la part des Alliés et de l'U.R.S.S.

Il avait été décidé, quelques jours après l'attaque sur Drvar, que la majeure partie de l'Etat-Major suprême serait transportée dans les îles, qui, depuis la capitulation de l'Italie, étaient aux mains des unités de notre 26^e division. Bien avant le parachutage sur Drvar, l'Etat-Major suprême, c'est-à-dire le Comité Central, avait envisagé un déplacement dans l'île de Vis. Les événements internationaux se développaient de telle façon que la représentation suprême du peuple, le Présidium et le Comité National, ainsi que l'Etat-Major suprême, devaient trouver un siège où ils pourraient exercer leurs fonctions sans être gênés.

Malgré les pertes que l'ennemi nous infligea dès sa première attaque aérienne, l'Etat-Major se trouva, le même jour, complètement hors de danger. Le chef de la Mission soviétique avait proposé l'aide de l'Union Soviétique : un avion soviétique transporterait l'Etat-Major suprême dans l'île de Vis ou en Italie. Quelques jours après l'attaque sur Drvar, l'aviateur soviétique Chornjikov atterrit près de Kupres, à soixante-dix kilomètres de Drvar. Il emmena quelques membres du Comité populaire et du Conseil antifasciste de Libération nationale, et la majeure partie de l'Etat-Major suprême. En outre, la même nuit, des avions alliés atterrirent et emportèrent les blessés. L'autre partie de l'Etat-Major suprême avait auprès d'elle trois divisions. Le départ de nos organes dirigeants pour l'île de Vis avait de l'importance du fait que la guerre touchait à sa fin et que des mesures avaient été prises pour renforcer la position de la Yougoslavie nouvelle, née au cours de la lutte pour la libération.

— 115 —

Camarades,

Nous avons l'habitude de parler de la Première, de la Seconde, de la Troisième, de la Quatrième, de la Cinquième, de la Sixième et de la Septième offensives, et beaucoup de gens à l'étranger pensent que c'est tout. Il est évident que ce n'est pas exact.

Pourquoi parlons-nous des sept offensives ennemies qui eurent lieu pendant les quatre années d'occupation de notre pays ?

Premièrement, parce qu'au cours de ces offensives, l'ennemi employa généralement ses forces les plus nombreuses et toutes les ressources de sa technique.

Deuxièmement, parce que toutes ces offensives furent dirigées contre le territoire libre où se trouvait, à la tête de l'insurrection, l'Etat-Major suprême et les institutions centrales des pouvoirs civils.

Troisièmement, parce que, dans ces offensives, l'ennemi fit preuve de la plus grande opiniâtreté et de la plus grande ardeur si bien que les combats durèrent de deux à quatre mois.

Quatrièmement, parce que ces offensives ennemies furent dirigées contre nos troupes d'élite.

Cinquièmement, parce que c'est au cours de ces offensives que l'ennemi subit les plus lourdes pertes tant en hommes qu'en matériel; aussi se terminaient-elles presque toujours par une contre-offensive de notre part et par la libération d'un territoire plus grand encore.

Or, il y a eu beaucoup d'offensives ennemies dans les diverses régions de notre pays. Chacune des 7 grandes offensives dont nous avons parlé, fut précédée d'autres assauts, plus ou moins violents en diverses régions. Ils furent assez rudes en Bosnie et en Herzégovine, en Voïvodine, en Dalmatie, en Slovénie, en Slavonie, en Serbie (à Crna Trava, autour de Toplitsa, de Yablanitsa), au Monténégro, en Macédoine, etc. Ces offensives furent accompagnées de combats acharnés. L'ennemi voulait autant que possible liquider définitivement les petits centres d'insurrection, afin de pouvoir plus facilement atteindre son but dans les grandes opérations. Prenons, par exemple, Kozara. Pendant plus de deux mois les Allemands et les oustachis attaquèrent ce bastion de l'insurrection dans la Bosnie occidentale. Les monitors de guerre hongrois vinrent eux-mêmes sur la Sava et participèrent au bombardement des positions partisans de Kozara. C'étaient là de grands combats, dans lesquels il y eut habituellement de lourdes pertes de part et d'autre.

En Slovénie ces offensives eurent un caractère particulièrement violent, parce que nos unités militaires ne cessaient de détruire la principale ligne de chemin de fer allant vers le sud, vers la Grèce, empêchant ainsi les Allemands de transporter des troupes et du

— 116 —

matériel de guerre en Afrique. En Slovénie, par exemple, l'occupant italien utilisa plusieurs divisions contre les unités de partisans; or, dans ces petites offensives l'ennemi ne put jamais atteindre son but. Il ne put venir à bout des petits centres d'insurrection, encore moins des principaux centres, où se trouvaient nos meilleures unités militaires.

Un trait encore est à souligner ici : il serait faux de penser qu'après notre retraite de Serbie au mois de Décembre 1941, l'insurrection y eût été liquidée pour longtemps. Non, la lutte des partisans continua en Serbie, mais sur une moins vaste échelle. Non seulement de nombreux petits détachements de partisans restèrent sur place dans les diverses régions de la Serbie, mais, au moment de la retraite, l'Etat-Major lui-même, expédia du Sandjak plus de 300 combattants. Un détachement important était resté en Serbie occidentale et il se battit héroïquement pendant tout l'hiver 1941-1942. Dans la région de Yablanitsa, Toplitsa et Trna Trava, se développa peu à peu un mouvement de partisans qui prit de plus en plus de force et eut aussi son territoire libre. Plus tard des brigades de choc y furent formées. Ce territoire libre servit de base au détachement de partisans bulgares (trnski); c'est sur ce territoire que fut constituée, en 1944, la brigade « Georgi Dimitrov », — composée de soldats déserteurs et d'ouvriers, — ainsi que d'autres brigades. Des unités de partisans bulgares furent formées également sur le territoire de Macédoine, comme, par exemple, le bataillon « Christo Botev ». La guerre de partisans ne fut pas moins intense dans les contrées de la Serbie orientale, particulièrement à Homolié.

En Macédoine, bien qu'un peu plus tard, le mouvement partisan prit aussi une grande extension. Dès le début de 1943 l'insurrection nationale commença à s'y développer.

Il ressort de tout ce qui précède que l'occupant et ses acolytes se trouvaient dans une situation difficile en Yougoslavie, justement parce que l'insurrection nationale n'a pas éclaté et ne s'est pas développée dans quelques régions ou localités seulement, mais bien sur tout le territoire de la Yougoslavie, qui fourmillait d'unités de partisans et d'autres unités d'insurgés. C'est ce qui empêcha l'ennemi de remporter des succès importants dans ses tentatives de liquidation de l'insurrection yougoslave.

Les offensives ennemies avaient pour but de détruire, sur un territoire donné, les unités de partisans et les unités régulières de Libération nationale, ainsi que d'étouffer l'insurrection. Les durs combats qui se sont déroulés au cours de ces offensives ont toujours entraîné de rudes épreuves pour la population des territoires en question. L'ennemi appliqua habituellement, envers la population civile, les méthodes les plus sauvages: il incendiait les villages, tuait tous ceux

— 117 —

qui n'avaient pas réussi à se sauver dans la forêt, pillait les propriétés, etc. De sorte que notre pays tout entier fut constamment le théâtre d'une lutte à la vie et à la mort — car on luttait aussi dans les villes et les villages du territoire non libéré. Cette lutte fut menée par la jeunesse communiste, les ouvriers et tous les autres vrais patriotes, à l'arrière de l'ennemi, ou, pour mieux dire, au cœur même de l'ennemi. A Belgrade, Zagreb, Lioubliana, Saraïévo et dans les autres villes, c'était constamment une lutte inégale entre nos arrières et l'ennemi, et dans cette lutte de nombreux membres de notre Parti et des membres de l'Union de la jeunesse communiste ont péri, ainsi que des milliers et des milliers d'autres patriotes — des ouvriers, des jeunes, des intellectuels du peuple.

Camarades,

Je ne puis présenter dans ce rapport un tableau détaillé de toutes ces luttes. Si je voulais fournir ici des renseignements d'ordre statistique, cela prendrait trop de place — il faudrait des livres entiers. Je ne puis même pas esquisser ici un tableau approximatif de la terreur exercée par l'occupant et les quislings, ni énumérer les victimes de cette terreur — pas même les victimes de criminels tels que Pavlitch, Néditch, Draja Mihailovitch et Roupnik, encore moins les victimes des troupes d'occupation, des fascistes allemands, italiens, hongrois et bulgares. Tous ont laissé derrière eux des traces sanglantes de tueries en masse, d'incendies de villages entiers et de villes, tous, ils ont pillé le peuple. Ce sont là des faits dont les générations futures de nos peuples se souviendront pendant de longs siècles. Ce sont là des faits qui témoignent des sacrifices consentis par les peuples de notre pays, de leur héroïsme. Ce sont là des faits que personne ne peut nous contester, quelque effort que l'on fasse pour y parvenir.

Et après tout cela quelqu'un a-t-il le droit d'attendre de nous que nous nous taisions sur nos victimes, que nous nous taisions et que nous abjurions nos efforts surhumains dans la grande lutte de Libération, et cela au cœur de l'Europe, sous le joug d'Hitler, alors que nous étions éloignés de tous nos Alliés par des milliers de kilomètres ? Non, personne n'a le droit d'attendre cela de nous, car ce serait une injustice terrible, un acte de barbarie, non seulement envers notre peuple en général, mais encore envers les victimes tombées au cours de la lutte. Le peuple, qui a su consentir, en toute conscience, de tels sacrifices, a le droit d'exiger que ces sacrifices soient appréciés et respectés. Il a droit à ce que la grande contribution qu'il a apportée aux efforts des Alliés au cours de la guerre de Libération soit reconnue.

— 118 —

En automne 1944, dans son avance brillante, pourchassant les hordes décimées d'Hitler, l'héroïque Armée Rouge arriva à nos frontières.

L'Agence TASS publia à cette occasion, le communiqué suivant sur l'accord conclu entre le Commandement soviétique et le Comité National de Libération de Yougoslavie, c'est-à-dire l'Etat-Major suprême de l'Armée de Libération nationale et des détachements des partisans de Yougoslavie :

« Il y a quelques jours le Commandement soviétique — dans l'intérêt du développement des opérations militaires contre les troupes allemandes et hongroises de Hongrie, — s'est adressé au Comité de Libération de la Yougoslavie et à l'Etat-Major suprême de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie, en les priant de consentir à livrer provisoirement passage aux troupes soviétiques sur le territoire yougoslave limitrophe de la Hongrie. Le Commandement soviétique a fait savoir, à cette occasion, que les troupes soviétiques, une fois leur mission terminée, seraient retirées de la Yougoslavie.

« Le Comité National de Yougoslavie et l'Etat-Major suprême de Yougoslavie donnèrent satisfaction à la demande du Commandement soviétique. Celui-ci accepta la condition posée du côté yougoslave, à savoir que sur le territoire yougoslave, dans les régions où se trouveront les unités de l'Armée Rouge, fonctionnera l'administration du Comité National de Libération de Yougoslavie ».

Publiant ce communiqué de l'Agence soviétique TASS, la revue « Nova Yougoslavia », dans ses numéros 13-14, écrivait :

« Les événements d'où est sorti l'accord mentionné représentent un pas important dans le développement de la lutte de Libération de nos peuples. Deux armées qui, tout en luttant loin l'une de l'autre, ont consenti dans cette guerre — toute proposition gardée — les plus grands sacrifices pour la liberté de l'humanité, se sont rencontrées sur le territoire yougoslave et participent côte-à-côte à l'anéantissement définitif du monstre fasciste.

« L'entrée des troupes soviétiques sur le territoire yougoslave se fait avec tout le respect dû au principe de l'égalité des peuples.

« La Yougoslavie n'est pas purement et simplement un Etat occupé. Elle a créé un puissant mouvement de Libération nationale dont est sorti le pouvoir nouveau, qui a pris racine dans le peuple. La Yougoslavie a son armée populaire, qui a libéré une grande partie de son territoire. Depuis plusieurs années déjà, elle représente pour l'ennemi un front à part. Le front yougoslave a été pendant longtemps le seul pour lequel l'ennemi fut obligé de retirer du théâtre d'opérations soviétique des parties importantes de ses forces de

terre. L'Armée de libération nationale de Yougoslavie... est un élément important dans les plans de guerre de la coalition anti-hitlérienne.

« Le Commandement soviétique a parfaitement tenu compte de tous ces faits. Son attitude envers les organes suprêmes de notre pouvoir populaire et envers notre armée est un témoignage de respect pour le peuple qui n'a jamais attendu que d'autres lui fassent cadeau de la liberté, mais a toujours lutté héroïquement pour sa libération, contribuant ainsi à la victoire de ses grands alliés ; cela s'est particulièrement manifesté dans le fait que le commandement soviétique n'a pas exigé que les forces armées yougoslaves lui soient soumises, pendant que se dérouleront les opérations soviétiques sur le territoire de l'Etat yougoslave.

« Toutes ces circonstances sont la meilleure des garanties pour le renforcement ultérieur d'une fraternité d'armes, et pour atteindre le but commun que les armées de l'Union Soviétique et de la Yougoslavie ont devant elles ».

L'héroïque Armée rouge nous aida à libérer Belgrade, la Serbie orientale et la Voïvodine. Ce fut pour nous une grande aide, comme nous fut d'un grand secours le matériel de guerre que le Gouvernement de l'Union soviétique nous donna à cette époque pour notre armée qui vers la fin de la guerre avait atteint 52 divisions.

Même avant cette époque, au début et vers le milieu de 1944, nous avions une base en Italie par l'intermédiaire de laquelle nous recevions des Alliés du matériel de guerre, destiné à nos unités militaires, que leurs pilotes transportaient par avion dans les diverses parties de notre pays. Les pilotes soviétiques, que leur gouvernement avait spécialement envoyés dans ce but en Italie, prirent également part à ce transport par avions.

En automne 1944 une délégation du Front Patriotique de Bulgarie arriva auprès de notre Etat-Major général. Nous nous entendîmes avec elle pour que les troupes bulgares prissent part au refoulement hors de Macédoine des Allemands qui avaient commencé à se retirer de Grèce, ainsi qu'aux combats autour de Nich.

Au moment de la retraite de l'armée allemande de Grèce, qui s'effectuait par le Sandjak et la Bosnie, nos unités firent de grands efforts pour anéantir le plus d'ennemis possible sur notre territoire.

Il faut rappeler ici que deux divisions albanaises, sœurs des nôtres, prirent également part aux combats contre les Allemands de la frontière albanaise jusqu'à Priépolié.

Dans ces combats décisifs nous subîmes de lourdes pertes. Je rappellerai ici seulement que sur le front du Srem et plus tard en Slavonie, nous eûmes, en quelques mois, 70.000 blessés. Ceci montre

— 120 —

la violence de la lutte. Les oustachis, les tchetniks et les autres bandes qui se retiraient avec les Allemands, luttèrent avec rage pour chaque pouce de terrain. Des combats acharnés eurent lieu dans le Srem et en Slavonie, ainsi qu'en Bosnie, en Istrie, en Slovénie et dans d'autres régions. Nos forces, qui à ce moment se montaient à plus de 800.000 combattants, nettochèrent la Serbie occidentale, le Sandjak, le Monténégro, la Croatie, la Dalmatie, la Bosnie et l'Herzégovine, la Slovénie, l'Istrie avec Trieste, anéantissant près de 200.000 soldats ennemis et faisant autant de prisonniers. Tandis que nos divisions avançaient à marches forcées vers l'Istrie, un corps d'armée allemand arriva d'Italie — où l'armistice était déjà conclu — au secours des troupes allemandes encerclées. Les uns et les autres furent pour la plupart anéantis ou faits prisonniers. De même, en Slovénie l'armée de Von Ler fut anéantie ou faite prisonnière avec tout son Etat-Major et son matériel de guerre, dans des combats qui durèrent jusqu'au 15 mai 1945 — car les Allemands ne voulurent pas se rendre à nos unités et continuèrent à lutter jusqu'à ce jour.

C'est ainsi que prit fin cette terrible lutte à laquelle les peuples de Yougoslavie ont participé pendant quatre années consécutives et lutté sans cesse dans les conditions les plus désavantageuses et les plus difficiles. Par là les peuples de Yougoslavie ont donné leur pleine contribution à la lutte pour la victoire sur l'envahisseur fasciste, et en même temps, ils ont montré aux autres peuples opprimés par des exemples magnifiques — comment il faut lutter pour la liberté contre les oppresseurs.

C'est là que'est la grandeur de notre pays et de nos peuples.

Peut-être me reprochera-t-on d'avoir trop parlé de la guerre, des détachements de partisans, de l'Armée de Libération nationale, etc. et pas assez de la ligne du Parti. Mais la création des détachements de partisans, la création de notre nouvelle armée, de l'Armée populaire, et la direction de la lutte de Libération nationale furent précisément les tâches les plus importantes de notre Parti au cours de la guerre qui a duré quatre ans; ce sont là les plus grandes actions de notre Parti au cours de toute son histoire. C'est une grande œuvre parce que cette guerre de Libération signifiait en même temps la libération nationale des peuples yougoslaves et la libération sociale des masses laborieuses de notre pays. Ce fut une guerre de libération et une guerre révolutionnaire, au cours de laquelle furent posés les fondements de la Yougoslavie nouvelle. Sans le rôle dirigeant du Parti communiste de Yougoslavie, nous n'aurions pas eu aujourd'hui cette Yougoslavie nouvelle et les peuples yougoslaves n'auraient pas joué un si grand rôle dans la guerre de Libération ni acquis une si grande renommée dans le monde.

— 121 —

La seconde tâche de notre Parti, qui découle de la première — la lutte pour la libération du pays — fut la formation du pouvoir populaire, depuis les comités de libération nationale jusqu'au Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie. Sans le pouvoir populaire on ne saurait imaginer aujourd'hui ni la conduite de la guerre, ni la stabilisation des acquisitions de la grande lutte de Libération, et sans le rôle dirigeant de notre Parti dans la Guerre de Libération on ne saurait imaginer la réalisation de la fraternité et de l'unité de nos peuples.

Telles furent les tâches les plus importantes de notre Parti communiste de Yougoslavie au cours de la guerre, et il y a fait honneur.

Dans la guerre de libération notre Parti a rempli son rôle de direction sans exercer de contrainte, il l'a rempli à découvert et non illégalement. Notre Parti connaissait chaque combattant, chaque paysan, et même chacun de nos ennemis, car les membres du Parti et de la jeunesse se trouvaient toujours là où la situation était la plus difficile. Et c'est pourquoi notre Parti communiste a acquis de grandes sympathies auprès de nos peuples, sympathies dont il jouit aussi après la guerre.

Camarades,

Je dois m'arrêter ici sur quelques fautes commises par certaines organisations du Parti au cours de la guerre. Je n'en citerais que quelques-unes parmi les plus graves qui furent commises principalement dans les premières années. Les fautes les plus graves furent commises en Macédoine où le secrétaire du Comité régional du Parti communiste de Macédoine et membre du CC du PCY « Charlot » sabota, autant qu'il le put, la formation de détachements de partisans, c'est-à-dire le développement de l'insurrection armée. Il trompa même certains membres de la direction du Parti macédonien. Le Comité central du PCY critiqua sévèrement cette attitude de la direction du Parti en Macédoine et il exclut « Charlot » du Parti et de la direction.

Après cela, c'est-à-dire vers la fin de 1941, vint à la direction du Parti macédonien, un délégué du Parti bulgare. Il eut la même attitude que « Charlot » quant à la question de l'insurrection en Macédoine. Il soutint obstinément qu'en Macédoine il n'y avait aucune condition favorable à la guerre de partisans et il imposa son point de vue à la direction. Sur les instances et la critique sévère du C.C. du Parti communiste de Yougoslavie, ce délégué consentit enfin à ce que fussent formés de petits détachements de 10 à 15 hommes au plus, qui ne s'appelleraient pas détachements de partisans mais

— 122 —

détachements de « Komitadji ». Ces petits détachements de « Komitadji » ont vivoté, cachés et nourris par quelques paysans. Il advint même que ces détachements refusèrent de recevoir de nouveaux combattants car, disaient-ils, « nous nous approvisionnons difficilement maintenant ». En outre, ce délégué du P.C. bulgare demanda à ce que les Comités de Libération nationale ou simplement Comités, comme ils les appelaient là-bas, soient nommés « Comités nationaux », que les termes de « libération nationale » soient exclus, et que le Parti jetât toutes ses forces dans les villes avec le mot d'ordre : « Nous resterons dans les villes; que l'ennemi aille dans les forêts ».

Cette attitude nuisible a influencé un grand nombre de membres du Parti qui commençaient à croire que la ligne du Parti communiste de Yougoslavie ne pouvait être appliquée en Macédoine, car les conditions favorables à la guerre de partisans n'y existaient pas. Si vous lisez aujourd'hui la presse du Parti et les proclamations du Comité régional de Macédoine jusqu'en 1942, vous verrez que la lutte des peuples de Yougoslavie n'est même pas mentionnée dans ces documents. Et c'est alors seulement qu'on voit clairement pourquoi ces délégués ont saboté l'insurrection en Macédoine : de leur point de vue la Macédoine n'avait pas été occupée, mais libérée par les troupes du Tsar Boris, et les troupes allemandes avaient joué un rôle positif », ayant aidé à la « libération » de la Macédoine.

Ce n'est que lorsque, au début de l'année 1943, arriva en Macédoine le délégué du Comité central du PCY, le camarade Tempo, que commença la liquidation énergique de tous ces fausses positions et que le mouvement de partisans commença à se développer d'une façon intense. C'est alors que la lutte pour la libération en Macédoine prit un rang honorable dans la lutte générale des peuples de Yougoslavie. Ce fut donc l'attitude d'hommes tels que « Charlot », qui empêcha le mouvement de partisans de prendre en Macédoine dès le début, c'est-à-dire dès 1941, son plein essor. Au lieu de cela il vivota, chétif et gêné, à l'écart des masses populaires.

Une faute assez grave fut encore commise au Monténégro au début de la guerre, c'est-à-dire en 1941. Le 13 juillet 1941 l'insurrection populaire générale sous la direction du Parti communiste éclata au Monténégro. Mais les préparatifs de cette insurrection avaient été minimes. On ne créa pas dès le début de solides formations militaires, et l'insurrection eut plutôt le caractère d'un mouvement spontané et élémentaire que d'une insurrection nationale organisée et durable. La direction de l'insurrection du Monténégro avait vu juste en jugeant qu'il était possible de soulever tout le peuple contre l'occupant, mais elle n'avait pas prévu ce qu'il fallait faire pour

— 123 —

que l'insurrection se prolongeât et se fortifiât, quoi qu'il advînt, c'est-à-dire pour que des dizaines de milliers d'insurgés ne reviennent pas chez eux après les premières grandes difficultés et les premières défaites. Les conséquences de telles erreurs se sont faites sentir plus tard à l'occasion de l'attaque générale contre la ville de Plévlý dans le Sandjak, au mois de décembre 1941. Ce fut la seconde erreur importante, de caractère militaire, que la direction du Parti eût laissé s'accomplir et cela malgré l'ordre de l'Etat-Major suprême, c'est-à-dire du C.C. du P.C.Y., car le Commandant suprême avait donné l'ordre de ne pas attaquer sans préparatifs suffisants la ville de Plévlý qui était très fortifiée. L'attaque ne réussit pas. 700 environ de nos meilleurs combattants furent tués, pour la plupart des communistes et des membres de la jeunesse communiste, des centaines d'autres furent blessés. Ceci provoqua une certaine démoralisation dans les rangs des insurgés dont la majeure partie est rentrée dans ses foyers. Les traîtres de toutes sortes, les réactionnaires et les agitateurs tchetniks, ont profité de cette situation. La troisième grande faute a été la raideur et l'attitude erronée de certains sectaires, à l'égard de ceux qui avaient renoncé à poursuivre la lutte. Au lieu de convaincre, on a eu recours à la force, ce qui a exaspéré encore davantage une partie du peuple, qui est alors tombée sous l'influence des tchetniks de Draja Mihajlovitch.

Les dirigeants du Parti ont commis de pareilles fautes en Herzégovine également. Là aussi s'est manifesté l'esprit sectaire et l'attitude fautive envers la partie du peuple non encore décidée à prendre le chemin de l'insurrection armée. Les divers éléments de Pavelitch et les tchetniks ont utilisé toutes ces erreurs pour leurs desseins contre le peuple.

Le mouvement des partisans en Slovénie, en 1941, s'est développé assez lentement dans les premiers mois bien que le Front de Libération eût été créé dès le mois d'avril de la même année. Une des causes principales a été l'opportunisme d'une fraction des militants du Parti, de même qu'en Croatie dans les premiers jours des mois de juillet et d'août 1941.

En Croatie, après le retour du camp de concentration de Hebrang et sa nomination au poste de secrétaire du CC du PC de Croatie, une situation assez malsaine a été créée. Hebrang a eu une attitude erronée non seulement envers les autres dirigeants du CC, mais aussi envers les Serbes de Croatie. Cette attitude a été celle d'un chauvin. Elle a conduit au mécontentement des militants serbes en Croatie.

— 124 —

Voilà ce qu'écrivit au Comité central le camarade Kardelj qui à cette époque avait visité la Croatie : « Ce dont il s'agit en premier lieu c'est qu'en Croatie les affaires n'iront pas bien tant que André Hebrang sera secrétaire du Comité central du PC croate, c'est-à-dire tant qu'il se trouvera là-bas. Sa mentalité et son caractère sont tels qu'il présente une tendance constante à affaiblir les liens unissant la Croatie à la Yougoslavie. Il y a des faits concrets qui le prouvent et surtout le fait que nous avons continuellement à faire en Croatie avec les mêmes éléments négatifs. Premièrement, chez André Hebrang on sent à chaque instant une tendance nationaliste croate... »

De telles fautes et d'autres encore se sont manifestées en Croatie et ont créé dans le Parti une atmosphère malsaine, de sorte que le Comité central du PCY a décidé de destituer Hebrang et de l'éloigner de la Croatie. La preuve qu'il avait été le principal responsable d'une telle situation, c'est que, en Croatie, la situation dans l'organisation du Parti s'est très rapidement améliorée et le Parti consolidé dès qu'il en fut éloigné.

C'est ainsi que le Comité central du Parti Communiste de Yougoslavie veillait avec vigilance à l'application de la ligne de notre Parti, et aidait les organisations du Parti à corriger leurs fautes. Il a patiemment essayé de convaincre ceux des camarades qui s'étaient écartés de la ligne du Parti, mais il a aussi énergiquement éloigné des postes responsables les hommes qui avaient consciemment faussé la ligne du Parti Communiste de Yougoslavie ou avaient été, en général, nuisibles par leur activité.

Le fait d'avoir corrigé patiemment et continuellement les erreurs et les faiblesses au cours de la guerre a raffermi encore la force et l'unité de notre Parti, que les moments les plus durs de la lutte, et les difficultés presque insurmontables n'avaient pas réussi à ébranler. Ce fut le fait essentiel qui permit au Parti Communiste de Yougoslavie de remplir avec succès le rôle de dirigeant dans la lutte de Libération de nos peuples.

Camarades, je dois dire ici quelques mots sur l'aide fraternelle que notre Parti a apportée à l'Albanie, dès 1939 et pendant toute la guerre. Dès cette année le Comité central du Parti Communiste de Yougoslavie envoya en Albanie le camarade Miladin Popovic, de Kossovo, dans le but d'aider les camarades albanais à organiser et à affermir le Parti Communiste albanais. Dès le début de la guerre, le camarade Douchan Mougocha y fut également envoyé et, avec Miladin, il aida à l'organisation des détachements de partisans en Albanie. Par nos conseils et par une aide directe nous avons fait tout notre possible pour aider nos camarades, afin que le déve-

— 125 —

loppement de ce pays prit une direction juste. En été 1942 le camarade Douchan Mougocha arriva à pied à Glamotch, venant d'Albanie et ayant franchi 500 kilomètres environ dans des conditions vraiment difficiles. Il apportait un rapport détaillé sur la situation en Albanie. Il y retourna et en revint à deux reprises différentes au cours de la même année. La première fois en compagnie de Blajo Yovanovitch. Je dois souligner ici que les camarades albanais reçurent très volontiers notre aide, ce qui permit une très bonne collaboration pendant la guerre et dans les premières années de l'après-guerre — collaboration qui a beaucoup contribué à l'établissement d'excellents rapports entre les peuples de Yougoslavie et d'Albanie.

Notre Parti avait considéré qu'il était de son devoir d'écarter tout ce qui avait créé jadis la méfiance du peuple albanais envers la Yougoslavie. Notre Parti a tout fait pour qu'après la guerre ces rapports se raffermissent encore davantage, s'engageant à apporter à l'Albanie une aide matérielle, politique et morale aussi grande que possible. Car nous avons pensé que c'était là l'unique moyen pour elle d'échapper au triste sort auquel elle fut vouée dans le passé, de la soustraire à une cruelle exploitation étrangère et de lui conserver son indépendance nationale. Cette aide, nos peuples l'ont offerte de plein gré à leur voisine, sans égard au fait que notre pays se trouvait dans une situation difficile, par suite des dévastations et de toutes les conséquences de la guerre.

Camarades,

En terminant avec cette période de quatre années de guerre, je dois souligner que :

1. Si le PCY a pu organiser l'insurrection nationale des peuples yougoslaves et se mettre à sa tête c'est uniquement grâce à l'unité solide du Parti et à la discipline de ses membres ; c'est encore grâce à sa liaison avec les masses populaires, établi déjà avant l'occupation du pays, par suite de sa ligne politique juste dans les questions les plus importantes.

2. Le PCY a sans cesse éduqué les membres du Parti et toutes les masses laborieuses — avant comme pendant la guerre — dans un esprit de fidélité envers la Grande Union Soviétique, leur expliquant son grand rôle libérateur au cours de la guerre de libération, sans lequel la victoire sur les conquérants fascistes aurait été impossible et par conséquent, impossible aussi la libération de notre pays ainsi que la formation de la Yougoslavie Nouvelle.

— 126 —

3. Si le PCY a gagné cette confiance illimitée et cet amour de tous les peuples yougoslaves, dont il jouit aujourd'hui, c'est parce que — non seulement en paroles mais aussi en actions — il a donné la preuve de sa fidélité envers le peuple; parce que sans hésitation, dans les jours les plus difficiles de l'histoire de nos peuples et à la tête de la classe ouvrière, il a organisé l'insurrection nationale.

4. Si le P.C.Y. a pu, non seulement organiser, mais encore conduire avec succès l'insurrection armée du peuple, c'est parce que la classe ouvrière de Yougoslavie a enrôlé ses meilleurs fils dans les premiers détachements de partisans, parce qu'elle a servi de noyau aux brigades prolétariennes et de choc, qui sont devenues les écoles des cadres dirigeants de l'insurrection, c'est parce qu'en soutenant les plus durs combats, le P.C.Y. a suivi une ligne juste concernant la création des unités militaires régulières — c'est-à-dire qu'il a créé l'armée de Libération nationale, grâce à laquelle, déjà au cours de la guerre, il a pu résoudre non seulement la question de la lutte efficace contre l'occupant, mais aussi celle de l'organisation du pouvoir, c'est-à-dire la question de la victoire sur la réaction, la question de la création de la Yougoslavie Nouvelle.

5. Si le PCY a pu développer si efficacement la lutte armée c'est parce que dans la ligne politique du PCY, il n'y a eu aucune hésitation au cours de toute la guerre, parce que le PCY a donné aux peuples yougoslaves des perspectives d'avenir claires : a) sur la question de l'organisation des Comités Populaires, en tant que base de l'organisation future de l'Etat ; b) sur la question des rapports entre les peuples de Yougoslavie, c'est-à-dire sur la question nationale et c) sur la question de la solution des problèmes sociaux, culturels et autres.

6. Si le PCY a acquis en conséquence la confiance illimitée des larges masses paysannes, des intellectuels honnêtes et des citoyens, c'est parce que, déjà pendant la guerre il a prouvé que ses actes étaient conformes à ses paroles, qu'il est conséquent dans l'application de sa ligne dans l'intérêt des larges masses laborieuses des campagnes et des villes, et qu'il est lié au peuple par des liens indestructibles.

7. Dès 1941 les peuples de Yougoslavie ont montré qu'ils considéraient leur participation à la lutte contre l'occupant, c'est-à-dire contre l'ennemi commun, comme une question d'honneur et la question de la lutte pour la libération de leur pays en premier lieu comme un devoir. En conséquence, ils ont consenti d'énormes

— 127 —

sacrifices pour la victoire des nations unies contre l'ennemi commun et pour leur propre liberté. (Applaudissements.)

Je pourrais terminer par ces mots que le camarade Staline a prononcés le 9 février 1946 à la réunion pré-électorale des électeurs du département électoral de Staline à Moscou : « Mais la guerre n'a pas été seulement une malédiction. Elle a été aussi la grande école d'épreuve et de vérification de toutes les forces populaires. La guerre a mis à nu tous les faits et tous les événements, à l'arrière comme au Front, arrachant sans pitié tous les voiles qui cachaient le véritable visage des Etats, des Gouvernements, des Partis, et les a jetés sur la scène, sans masque, sans ornements, avec tous leurs défauts et qualités... ».

« ...A une autre époque, il aurait fallu examiner les discours et les rapports des représentants de Parti, il aurait fallu les analyser, confronter leurs paroles et leurs actes, totaliser les résultats et faire encore d'autres choses semblables, ce qui exige un travail compliqué et difficile, ne garantissant nullement des erreurs. Les choses sont différentes aujourd'hui que la guerre est terminée, et qu'elle a vérifié elle-même l'activité de nos organisations et de nos dirigeants et donné leur bilan. Aujourd'hui il nous est bien plus facile de nous y reconnaître et de parvenir à des conclusions justes ».

Par conséquent, pour nous, pour notre Parti Communiste, pour la classe ouvrière, pour tous nos peuples, la guerre a été, malgré toutes les souffrances et tous les sacrifices, une grande école. Elle a montré ce que peut et ce dont est capable notre peuple travailleur, elle a montré la force vitale inépuisable de nos peuples. Elle a montré au monde le visage lumineux de notre Parti, à l'œuvre, et pas seulement en paroles. (Ovations et applaudissements.)

(20 minutes d'interruption).

VII

**L'ACTIVITE DU PARTI COMMUNISTE DE YUGOSLAVIE
DANS L'EDIFICATION DU NOUVEL ETAT
LA REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE
DE YUGOSLAVIE**

Avec la fin des hostilités, des tâches se sont posées devant notre Parti non moins importantes que celles qu'il eut à accomplir au cours de la guerre. Il fallait réaliser jusqu'au bout les acquisitions de la lutte de libération des peuples de Yougoslavie.

Déjà avant la guerre — mais plus particulièrement pendant la lutte de Libération — il s'était avéré que la Yougoslavie telle qu'elle était ne pouvait plus exister. Avant la guerre la bourgeoisie s'était complètement discréditée et elle continua à le faire pendant les hostilités, se montrant non seulement incapable, mais aussi — dans sa grande majorité, — traîtresse, collaborant ouvertement avec l'occupant dans la lutte contre le peuple. La bourgeoisie réactionnaire panserbe, hégémoniste, avait son principal centre à Londres, avec à sa tête, le roi et son gouvernement, alors que le second centre était à Belgrade avec Neditch à sa tête. D'une part le roi et le gouvernement de Londres collaborèrent indirectement avec les occupants, par l'intermédiaire du traître Draja Mihaïlovitch, dans la lutte contre les peuples de Yougoslavie — et, d'autre part — le général Neditch collabora ouvertement à Belgrade avec les occupants, recourant à tous les moyens, dans la lutte contre le mouvement de Libération nationale, lançant ses bandes armées contre les partisans et l'armée de Libération nationale et organisant les persécutions les plus cruelles et les massacres des éléments patriotes et démocrates des villes. Donc, le roi et le Gouvernement de Londres, par l'intermédiaire de leur Draja Mihaïlovitch aussi bien que Neditch à Belgrade, ont tous fait la même besogne — ils ont lutté par tous les moyens contre le peuple afin de conserver leurs positions pour l'après-guerre.

En outre, l'horrible criminel fasciste Pavelitch, à la tête de ses égorgeurs oustachis, rassembla en Croatie presque toute la bourgeoisie avec la grande majorité du clergé catholique, l'archevêque Stepinec, l'évêque Charitch et d'autres en tête, qui, de concert avec

— 130 —

lui, collaborèrent directement avec les Allemands et les Italiens, alors que l'autre partie de la bourgeoisie — la plus petite, — avec Matchek en tête, collabora indirectement, avec Pavelitch, donc aussi avec les occupants.

Il en fut de même en Slovénie, où la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie et l'énorme majorité des prêtres catholiques avec Roupnik et l'évêque Rozman en tête, collaborèrent ouvertement avec les occupants.

Donc, la classe bourgeoise non seulement se discrédita devant le peuple par son incapacité et sa trahison au cours de la guerre, mais elle perdit la bataille dans la lutte armée contre le peuple. L'Armée de la Libération nationale battit ses formations partout où elles apparaissaient, soit aux côtés de l'occupant, soit attaquant nos forces à elles seules.

C'est donc en cela, qu'est la signification essentielle de la lutte révolutionnaire des peuples de Yougoslavie, avec la classe ouvrière en tête, dans le processus général de leur lutte contre l'occupant.

Par conséquent, la classe bourgeoise, dans son ensemble, a perdu non seulement la confiance des larges masses populaires, mais dans la lutte armée au cours de la guerre, elle a subi une défaite décisive.

D'autre part, au cours de cette lutte de Libération nationale des peuples de Yougoslavie, qui eut, en même temps, un caractère révolutionnaire, l'unité politique des masses énormes des peuples yougoslaves se cristallisa, comme résultat de la lutte et des souffrances communes, pour des buts communs :

- 1) Chasser l'occupant et libérer le pays ;
- 2) Anéantir les traîtres au pays — les valets de l'occupant ;
- 3) Créer dans le pays un ordre meilleur que ne l'avait été celui de l'ancienne Yougoslavie.

Cette unité politique avait reçu une forme d'organisation, qui, de jour en jour, devenait plus forte, dans le Front Populaire, avec la classe ouvrière à sa tête et sous la direction du Parti Communiste de Yougoslavie.

Je dois souligner ici, camarades, qu'il n'a pas été facile de tirer les conséquences du succès de la lutte de Libération des peuples de Yougoslavie, c'est-à-dire de consacrer les résultats de cette lutte et les aspirations du peuple en général, car les Alliés occidentaux pensaient sur ces questions autrement que nous; ils voulaient sauver coûte que coûte l'ancien état de choses en Yougoslavie. Au moins partiellement pour commencer et, plus tard, si possible — en totalité. Ceci exigea de notre Parti une grande vigilance et beaucoup de souplesse, car c'est le Parti communiste de Yougoslavie qui, devant les peuples

— 131 —

de Yougoslavie portait la lourde responsabilité de la solution équitable des questions importantes relatives à l'organisation de la Yougoslavie nouvelle.

Immédiatement après le départ pour l'île de Vis, le Comité National de Libération de Yougoslavie, sur l'initiative des Alliés, entreprit des pourparlers avec le gouvernement royal de Mr. Choubachitch à Londres, afin de trouver un moyen de collaborer. Un accord fut conclu, d'après lequel le gouvernement Choubachitch reconnaissait le Comité National de Libération de Yougoslavie ainsi que son droit d'exercer toutes les fonctions d'un gouvernement dans le pays. De notre côté, nous consentions que le gouvernement de Choubachitch accomplisse sa tâche dans les rapports avec l'étranger, en pleine entente avec le Comité National de Libération.

Voici le texte de l'accord conclu entre le Comité National et le gouvernement de M. Choubachitch :

« Le Comité National de Libération de Yougoslavie et le président du Gouvernement royal se sont entendu sur ce qui suit :

1. — Le Gouvernement royal yougoslave devra être composé d'éléments progressistes démocratiques qui ne se sont pas compromis dans la lutte contre le mouvement de Libération nationale. La tâche principale de ce gouvernement consistera à organiser l'aide à apporter à l'Armée de Libération nationale, ainsi qu'à tous ceux qui, à l'avenir, continueront avec fermeté à combattre l'ennemi de notre patrie, mais à la condition que toutes les forces soient unies dans un Front Populaire. Une autre tâche de ce gouvernement est de s'occuper du ravitaillement de la population de Yougoslavie et de conformer l'activité des représentations à l'étranger et l'activité dans les commissions interalliées à la sauvegarde de nos droits nationaux, aux besoins du peuple et à la lutte de Libération nationale dans le pays.

2. — Le Comité National de Libération de Yougoslavie et le gouvernement royal de M. Choubachich désigneront les organes qui coordonneront la collaboration dans la lutte contre l'ennemi et faciliteront la formation rapide d'une représentation unifiée de l'Etat.

3. — Le Comité National de Libération de Yougoslavie considère comme inutile de souligner et d'aggraver en ce moment la question du roi et de la monarchie, étant donné qu'elle ne constitue pas aujourd'hui, un obstacle à la collaboration entre le Comité National de Libération de Yougoslavie et le gouvernement de M. Choubachich, puisque il a été convenu des deux côtés que la décision définitive quant à l'organisation de l'Etat serait prise par le peuple après la libération de tout le pays.

— 132 —

4. — Le gouvernement de M. Choubachitch fera une déclaration dans laquelle :

a) il reconnaîtra les acquisitions nationales et démocratiques, conquises par les peuples de Yougoslavie pendant ces trois années de lutte, au cours desquelles les fondements de l'organisation fédérative démocratique de notre communauté d'Etat ont été posés, et l'administration provisoire du pays assurée, grâce à l'organisation du Conseil antifasciste de Libération de Yougoslavie et du Comité National de Libération de Yougoslavie, en tant qu'organe exécutif ;

b) il rendra pleinement hommage aux forces populaires combattantes organisés dans l'Armée de Libération Nationale sous le commandement du Maréchal de Yougoslavie Josip Broz Tito et il condamnera tous les traîtres du pays qui ont, ouvertement ou secrètement, collaboré avec l'ennemi;

c) il adressera un appel à tout le peuple pour que toutes les forces de combat s'unissent avec l'Armée de Libération Nationale en un front unique.

De son côté, le Maréchal de Yougoslavie Josip Broz Tito, en tant que président du Comité National de Libération de Yougoslavie, publiera une déclaration relative à la collaboration de M. Choubachitch avec le gouvernement et il précisera de nouveau que le Comité National de Libération de Yougoslavie ne soulèvera pas pendant la guerre la question de l'organisation définitive de l'Etat.

Le contenu du présent Accord sera publié au moment où M. Choubachitch formera son gouvernement.

Fait sur le territoire libre de Yougoslavie, le 16 juin 1944 ».

Nous dûmes consentir à ce qui précède, à la demande des Alliés comme condition de la reconnaissance du nouvel état de choses survenu au cours de la guerre en Yougoslavie, par suite de la victoire de plus en plus évidente du Mouvement de Libération Nationale sur les forces réactionnaires et traîtres au service de l'occupant — sur les tchetniks de Draja Mihailovitch, les oustachis de Pavelitch, sur Neditch et Rupnik, qui s'étaient complètement discrédités aux yeux des peuples de Yougoslavie.

Conformément à l'Accord, le gouvernement de Choubachitch et le Comité National publièrent leurs déclarations.

La déclaration du gouvernement de M. Choubachitch est ainsi conçue :

« Le Gouvernement royal considère sa formation comme étant une revendication de la volonté populaire exprimée dans la lutte et dans la résistance des peuples de Yougoslavie contre l'ennemi, et en même temps comme une condition préalable pour réparer les erreurs

— 133 —

commises et écarter les obstacles qui gênaient le maintien et le renforcement des rapports amicaux entre les grands alliés et nous.

Dans son activité il prendra ces faits en considération et il exécutera entièrement l'Accord, qui a été conclu le 16 juin 1944 sur le territoire libre de la Yougoslavie, entre le président du Gouvernement Royal, le docteur Ivan Choubachitch, et le président du Comité National de Libération de Yougoslavie, le Maréchal Josip Broz Tito.

En abordant le travail relatif à l'amélioration de notre situation extérieure et intérieure, le Gouvernement royal estime de son devoir de rendre en premier lieu hommage aux centaines de milliers de combattants tombés dans la lutte contre l'ennemi.

En même temps le Gouvernement royal exprime sa reconnaissance pour la résistance de tout le peuple, dont la plus haute expression est l'Armée de Libération Nationale de Yougoslavie, qui pendant ces trois années de lutte a conquis et a su conserver les précieuses acquisitions nationales démocratiques.

Le gouvernement reconnaît la direction provisoire nommée par le Conseil Antifasciste et le Comité National de Libération Nationale de Yougoslavie comme une nécessité pour le maintien de l'ordre, de la paix intérieure et de l'aide populaire aux combattants de l'Armée de Libération, jusqu'à la formation d'une représentation unifiée du pays.

Nous considérons tous les maux infligés à notre pays par les ennemis et leurs acolytes comme un grand crime devant être puni d'une façon exemplaire. Tous ceux qui, soit ouvertement soit secrètement, ont collaboré avec l'ennemi dans n'importe quelle partie du pays, seront condamnés comme ayant commis le crime de trahison le plus grave envers le peuple et envers tout ce qu'il a de plus sacré. Ils seront déférés comme traîtres devant le tribunal populaire. Le Gouvernement royal, en tant que représentant légitime du Royaume de Yougoslavie au sein des Nations Unies, a deux sortes de tâches à remplir: les unes se rapportant à la conduite commune de la guerre et à la réalisation des buts de guerre communs; les autres devant permettre à notre Etat d'être un facteur dans l'édification et la sauvegarde de la paix future.

Aussi le Gouvernement royal agira-t-il de façon que la politique de guerre et de paix de l'Etat yougoslave se développe conformément à la politique de nos grands alliés et de toutes les Nations Unies.

Le gouvernement s'appliquera particulièrement à rassembler et à unir toutes les forces démocratiques du pays en vue d'une libération prompte du joug de nos ennemis et de leurs acolytes.

— 134 —

Le gouvernement invite tout le peuple à s'unir en un Front unique de combat sous la direction du Maréchal Tito, afin de remporter au plus tôt la victoire sur l'ennemi et d'entreprendre le travail paisible et fécond de reconstruction. Le gouvernement concentrera toutes ses forces pour édifier la paix intérieure de la future Yougoslavie fédérative et démocratique, organisée par la volonté libre des peuples de Yougoslavie.

Le gouvernement fera tous ses efforts pour organiser au mieux le ravitaillement de l'Armée de Libération Nationale de Yougoslavie et de toute la population du pays.

Le gouvernement consacrera son attention à préparer tout ce qui sera nécessaire à la reconstruction du pays après la guerre, en accord et en collaboration avec les institutions et organisations correspondantes des Nations Unies.

Le gouvernement veillera à ce que, en conformité avec les buts de guerre posés, soient libérées et rattachées à la Yougoslavie toutes les régions dans lesquelles vit notre peuple et qui, jusqu'à présent, ne faisaient pas partie intégrante de la Yougoslavie, et à ce que soient assurées à une telle Yougoslavie, pleine indépendance et souveraineté d'Etat.

Le gouvernement royal estime que, pour l'instant, toutes les autres questions de politique intérieure doivent être laissées de côté et que tous les citoyens yougoslaves doivent se consacrer à un travail discipliné pour le bien du pays et en vue de la victoire sur l'ennemi, en plein accord avec nos alliés, principalement avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

Fait à Londres, le 8 Août 1944 ».

La déclaration du président du Comité National est ainsi conçue :
« Dès le début de la lutte contre l'occupant le Mouvement de Libération Nationale s'est efforcé de réaliser l'unité de toutes les forces populaires. Ses dirigeants ont toujours estimé que la cause de la Libération de notre pays du joug barbare de l'envahisseur fasciste est au-dessus de tous les intérêts particuliers de certains groupes politiques et couches sociales. Aussi des efforts ont-ils été faits, au plus fort des luttes sanglantes contre l'occupant et ses acolytes, pour que ceux qui aiment leur peuple et désirent sa liberté, s'unissent en un Front unique de Libération Nationale. Ces efforts ont été couronnés de succès. Le Front unique de Libération nationale, qui englobait la grande majorité de la population de Yougoslavie, est pour nos peuples la base politique de l'insurrection armée contre l'occupant, de la formation des détachements de partisans, et plus tard, des unités régulières de l'Armée de Libération nationale de la Yougoslavie.

— 135 —

Pendant plus de deux ans et demi les véritables forces de combat de Yougoslavie furent les témoins indignés de la façon dont les gouvernements émigrés, tous sans exception, au lieu d'aider la lutte surhumaine des peuples de Yougoslavie pour la liberté de leur pays, adoptèrent obstinément une attitude hostile envers le Mouvement de Libération Nationale et menèrent, par l'intermédiaire de leur ministre Draja Mihaïlovitch, une lutte armée contre leur propre peuple, aux côtés de l'occupant. A la seconde session du Conseil Antifasciste de Libération Nationale de la Yougoslavie, le 29 Novembre 1943, les représentants du peuple condamnèrent ce travail de trahison des gouvernements émigrés et, exprimant les aspirations de tous les peuples de Yougoslavie, prirent des décisions historiques relatives à la création d'une Yougoslavie fédérative et démocratique.

Le Mouvement de Libération Nationale de Yougoslavie est dans son essence un mouvement à l'échelle du peuple tout entier, national et démocratique. Par conséquent, nous soulignons encore une fois que la direction du Mouvement de Libération Nationale de Yougoslavie a devant elle un but unique et de la plus haute importance — la lutte contre l'occupant et ses valets, ainsi que la création d'une Yougoslavie fédérative et démocratique, et non pas l'établissement du communisme, comme nos ennemis nous l'imputent. (Remarque : cette déclaration était évidemment exacte à cette époque !). De plus, comme cela est exprimé dans les décisions de la Deuxième session du Conseil Antifasciste de Libération Nationale de Yougoslavie, le 29 Novembre 1943, les peuples yougoslaves pourront, une fois la guerre de Libération terminée, et conformément aux principes démocratiques, choisir librement leur forme d'organisation intérieure ; aussi rejetons nous l'idée que les forces armées du Mouvement de Libération Nationale empêcheraient nos peuples, par la force des armes, à manifester pleinement leur volonté, car l'Armée de Libération Nationale est une partie intégrante de notre peuple.

Le Comité National de Libération de Yougoslavie a considéré l'éloignement du gouvernement de Pouritch et de Draja Mihaïlovitch, en tant que ministre de la guerre, comme un fait positif, et s'est déclaré prêt à collaborer avec un gouvernement à l'étranger qui se proposerait de venir en aide à la lutte de tout le peuple contre l'occupant.

Le 16 juin eut lieu sous ma présidence, sur le territoire libéré de Yougoslavie, une conférence entre le docteur Ivan Choubachitch, représentant le Gouvernement royal d'une part, et une délégation du Comité National de Libération de Yougoslavie d'autre part — sur la possibilité et les formes d'une collaboration. L'entente s'est faite sur de nombreuses questions. Le contenu de l'Accord est déjà

— 136 —

publié. Son but était d'affermir les efforts de libération des peuples de Yougoslavie dans la guerre sanglante menée contre l'occupant et ses acolytes, de mobiliser pour cette lutte tous ceux qui alors se tenaient encore à l'écart, d'organiser sur la plus grande échelle l'aide matérielle à nos combattants et au peuple, de ne pas permettre aux traîtres à nos peuples, comme Draja Mihaïlovitch, de couvrir leur trahison de l'autorité du Gouvernement légal, et, enfin, de lier encore plus fortement notre lutte de Libération avec le front des Alliés contre Hitler, et de collaborer plus encore aux efforts des Alliés afin d'anéantir le plus grand ennemi de l'humanité.

Toutes les acquisitions nationales et démocratiques, conquises par nos peuples au cours de sa lutte de plus de trois années contre l'occupant et ses acolytes, sont garanties dans l'accord. Pour nos peuples ces accords sont un gage que rien ne se fera contre leur volonté. L'Accord avec le président du gouvernement de Londres, M. Ivan Choubachitch, est bien le résultat des victoires remportées par nos peuples sur les occupants et leurs acolytes. Aussi, représente-t-il également un important pas en avant dans la liquidation définitive du lâche et criminel complot de ceux qui, de Neditch et Pavelitch, à Draja Mihaïlovitch, ont ouvertement reçu des armes de l'occupant, pour lutter contre l'Armée de Libération Nationale et le peuple.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que cet Accord contribuera énormément au renforcement de l'unité de nos peuples dans cette âpre lutte qu'ils mènent contre l'occupant et ses valets.

Cet Accord est le dernier appel lancé à ceux qui se tiennent encore à l'écart et qui hésitent, les invitant à adhérer au Mouvement de Libération nationale et à remplir leur devoir envers leur pays éprouvé.

Cet Accord est le dernier appel, catégorique, à tous ceux parmi les Serbes, qui, induits en erreur, servent l'occupant avec Neditch et Draja Mihaïlovitch et luttent contre leur propre peuple, les invitant à adhérer à l'Armée de Libération nationale.

Cet Accord est le dernier appel à tous ceux parmi les Croates, et principalement aux « Domobran » et aux légionnaires, qui, depuis trois ans déjà, luttent aux côtés de l'occupant contre leur propre peuple et contre les Alliés de nos peuples, déshonorant ainsi leur patrie croate — les invitant à adhérer à l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie.

Ceci s'adresse également aux « Domobran » slovènes, que le traître Roupnik a organisés pour la lutte contre leur propre peuple aux côtés de l'occupant allemand.

Lorsque le peuple combat à la vie et à la mort, nul ne peut se dérober. Aucun motif, politique ou autre, ne peut excuser celui qui se tient à l'écart ou, même, sert l'ennemi. Le Front de la Lutte de Libération de nos peuples est suffisamment large pour que cha-

— 137 —

cun, qui aime son peuple et désire réellement se battre, les armes à la main, pour sa liberté, puisse y trouver sa place.

Nous soulignons enfin que l'aide matérielle envoyée à notre Armée de Libération Nationale par nos Alliés, l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, est des plus précieuses et des plus efficaces et nous leur en exprimons notre reconnaissance. Nous espérons qu'à l'avenir également nos Alliés nous apporteront toute l'aide possible afin que les peuples de Yougoslavie, avec leur Armée de Libération nationale, puissent donner le maximum de leurs efforts, pour la victoire définitive sur l'occupant abhorré.

Le 17 août 1944 ».

Devant les exigences tenaces des Alliés occidentaux, nous dûmes donner notre consentement à cet Accord. Ils voulaient, de toutes leurs forces, nous imposer à nouveau le roi, c'est-à-dire la vieille monarchie discréditée, et tout ce qu'elle traîne après elle, c'est-à-dire les pires réactionnaires. Le roi aurait été une sorte de cheval de Troie, par l'intermédiaire duquel tout serait peu à peu revenu à l'ancien état de choses (rires), et, dans l'hypothèse la plus favorable, le peuple aurait été contraint de reprendre les armes et de conquérir à nouveau ce qu'il avait déjà obtenu. Nous prîmes donc notre parti de cet Accord, parce que nous connaissions notre force, parce que nous savions que l'énorme majorité du peuple était avec nous et que le peuple nous soutiendrait toujours quand il le faudrait. En outre, nous avions une force armée dont nos rivaux ne pouvaient même pas imaginer l'importance, tandis que le roi et son gouvernement n'avaient rien, puisque Draja Mihailovitch était non seulement discrédité, par suite de sa collaboration avec l'occupant, mais encore défait par nos unités. Par conséquent, nous n'avions rien à craindre et nous acceptâmes cet Accord, qui loin de nuire, ne pouvait que nous être utile, sous condition de savoir agir comme il le fallait. C'est ce qui advint par la suite.

L'arrivée du Gouvernement du Docteur Choubachitch à Belgrade et la formation d'un Gouvernement commun

Lors de la formation de l'Etat nouveau, de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, le Parti Communiste yougoslave dut sérieusement veiller à ce que cet Etat, fût un Etat nouveau non seulement au point de vue de la forme, mais aussi au point de vue de son contenu. Il ne suffisait pas de se livrer à certaines réformes — d'ordre social, politique et national, pour que ce que nous

— 138 —

appelions la nouvelle Yougoslavie fût un Etat de type nouveau, complètement différent de l'ancienne Yougoslavie. Non, il fallait procéder à des changements profonds, en premier lieu d'ordre économique, pour que notre pays puisse se développer librement et devenir cet Etat de type nouveau, un Etat socialiste.

Nous n'avons pas voulu nous arrêter à mi-chemin : détrôner le roi et abolir la monarchie, arriver au pouvoir et le partager avec les représentants de la classe capitaliste, qui auraient continué à exploiter les masses laborieuses de Yougoslavie, etc. Ce n'était là ni la volonté de la classe ouvrière ni celle de l'énorme majorité des peuples yougoslaves. Aussi décidâmes-nous de nous engager hardiment dans la voie de la liquidation totale du capitalisme en Yougoslavie.

Au cours de la lutte de Libération, nous avons déjà créé les conditions préalables. Partout où nous étions maîtres du territoire, nous avons liquidé l'ancien appareil d'Etat bourgeois, la gendarmerie et la police, les administrations des villages, des villes, des arrondissements, etc. Nous nommions de nouveaux organes du pouvoir populaire et ses organes de sécurité. Lorsque le pays fut complètement libéré, nous nous livrâmes à ce travail sur tout le territoire de Yougoslavie. De plus, dans le processus de la lutte de Libération nous avons forgé une armée complètement nouvelle, une armée populaire, différente de l'ancienne armée yougoslave non seulement au point de vue de la qualité, mais aussi en ce sens qu'elle était prête à servir le peuple et à assurer l'édification du socialisme dans notre pays. C'est une Armée dont les cadres dirigeants, trempés par la guerre, sont composés pour 90 % des fils d'ouvriers et de paysans, le restant étant pris dans les rangs des intellectuels honnêtes. Plus de 94 % de ses cadres dirigeants sont des communistes éduqués par notre Parti pendant ou même avant la guerre. 85.000 communistes, sans compter la jeunesse organisée, font partie aujourd'hui de notre armée, où ils travaillent, se perfectionnant et instruisant les nouvelles générations de combattants dans l'art militaire, pour la sauvegarde de l'indépendance de notre pays et des acquisitions de la grande lutte de Libération.

Voilà en quoi consistaient les avantages que nous avons alors et que nous conservons aujourd'hui, sur tous les autres pays qui se sont engagés dans la voie de la démocratie de type nouveau, — sur les démocraties populaires; c'est que nous avons détruit jusque dans ses fondements l'ancien système social pour en édifier un nouveau, sur des fondements nouveaux. Voilà pourquoi, immédiatement après la guerre, la nouvelle Yougoslavie a pu être appelée Démocratie de type nouveau, Démocratie véritablement populaire; voilà pourquoi elle a pu passer à l'édification du socialisme.

— 139 —

Déjà pendant la guerre l'énorme majorité des peuples yougoslaves avait compris que l'ancien ordre social était mauvais, vétuste, et qu'il était nécessaire de créer un système social nouveau et meilleur. C'est ce qui permit de forger, au cours de la lutte de Libération, l'unité politique de la classe ouvrière, de la majeure partie de la paysannerie pauvre et moyenne et des intellectuels honnêtes ; c'est ce qui a permis, au cours de cette lutte même, de porter un coup décisif aux représentants de l'ancien système social bourgeois. Aussi ne fut-il pas nécessaire, après la guerre, de décider sur les barricades la question du pouvoir, car ce pouvoir, le peuple le tenait déjà fortement en mains comme la plus grande acquisition de sa Lutte de Libération contre les occupants et les traîtres au pays.

Camarades,

Ayant au cours de la guerre même, créé les conditions préalables essentielles pour la formation d'un Etat de type nouveau et formulé des vues claires sur cette question, nous n'avons pu, dans la période de gouvernement commun, faire aucune concession aux éléments qui, dans ce gouvernement, représentaient, en fait, les intérêts de la monarchie abolie, de la bourgeoisie et de ses protecteurs étrangers, c'est-à-dire à la réaction internationale. Aussi longtemps que dura ce gouvernement commun, aussi longtemps que Choubachitch, Choutei et Grol en firent partie, les Alliés occidentaux exercèrent sur nous une forte pression. Des concessions, impossibles à accorder, furent exigées en faveur de la classe bourgeoise de Yougoslavie. On nous pressa d'accorder certains droits type démocratie occidentale, lesquels revenaient à donner à la bourgeoisie yougoslave la possibilité de provoquer la guerre civile et de jeter de nouveau le pays dans le chaos et la misère. C'étaient des tentatives de mettre en question les acquisitions de la Lutte de Libération et leur développement ultérieur, c'est-à-dire d'empêcher la création de la Yougoslavie nouvelle.

Nous avons triomphé dans cette lutte, et Choubachitch, Grol et Choutei ont dû se retirer. Pendant tout le temps que s'exerça sur nous la pression de certains Alliés occidentaux, l'Union Soviétique nous a aidé en nous soutenant pleinement.

En outre, si nous avons triomphé des dernières tentatives sérieuses de la réaction c'est que nous avions avec nous la grande majorité de nos peuples. Le Front Populaire, sous la direction de notre Parti, représentait cette grande force politique des masses qui, en temps de paix, lorsqu'il s'est agi de savoir qui vaincrait, de l'ancien ou du nouvel ordre, est restée aussi unie et inébranlable que pendant la

— 140 —

guerre, quand il s'agissait d'une question de vie ou de mort pour nos peuples. Cette ferme résolution de défendre les acquisitions de la lutte de Libération nationale, le peuple l'a exprimée par la voix de son organisation politique — le Front populaire — aux élections du 11 Novembre 1945, lorsqu'il donna 96 % de ses voix à la nouvelle Yougoslavie (Applaudissements), opposant ainsi un « non » catégorique à tous les réactionnaires qui, avec l'aide des forces du dehors, voulaient de nouveau vivre sur le dos de nos peuples.

Par conséquent, le gouvernement commun constitué le 8 Mars 1945, sur les suggestions venues de l'extérieur, n'était pas un gouvernement monolithique exprimant entièrement l'état réel des choses en Yougoslavie. Ce n'était qu'une période transitoire dans le processus de l'organisation intérieure de la Yougoslavie. Même à cette époque nos ennemis dans le pays et à l'étranger nourrissaient des illusions sur la question de savoir « qui l'emporterait ». Mais chez nous, de telles illusions ne pouvaient exister (applaudissements); nous savions fort bien que les choses se termineraient au détriment de nos ennemis, au détriment des ennemis de nos peuples. Nous savions parfaitement que ni avec Choubachitch, ni avec Grol, ni avec Choutei, la collaboration ne pouvait être de longue durée. Nous, nous devons marcher vite dans la voie clairement tracée, et eux avaient été placés dans le gouvernement pour gêner notre marche. Nous ne nous sommes pas trompés. Comprenant, enfin, qu'il ne pouvait nous mettre des bâtons dans les roues, Grol démissionna le 20 Août 1945. Il partit et, bien entendu, rien ne se passa. Deux mois plus tard, Choubachitch et Choutei démissionnèrent aussi.

Ils le firent sous la pression de l'extérieur, à la veille des élections à l'Assemblée Constituante. A cette époque toute la réaction, celle du pays, comme la réaction internationale, entravait, par toutes sortes de mensonges, la consolidation de notre pays, et s'efforçait d'empêcher les élections. Ce fut la dernière tentative importante pour provoquer l'intervention espérée des puissances occidentales, mais cette fois encore, sans succès. Choubachitch et Choutei s'en allèrent comme s'en alla Grol, et le pouvoir populaire resta et, étant donné l'élan, alla de l'avant. (Applaudissements nourris.) Oui, nos ennemis n'ont pas compris tout ce qui s'est passé au cours de la guerre, tout ce qui a changé dans notre pays, la profonde modification dans la façon de voir de nos peuples et de juger le passé. Aussi faisaient-ils des plans sans fondement qui, naturellement, devaient échouer.

Quand ces gens-là eurent quitté le gouvernement, la situation politique devint plus nette. C'était une défaite de plus pour la réaction qui fut obligée de reconnaître qu'on ne pouvait plus rien changer

— 141 —

chez nous, que la classe ouvrière et le peuple des travailleurs, c'est-à-dire le pouvoir populaire, ne permettraient à personne de porter atteinte aux acquisitions de la lutte de Libération nationale. Ils purent se convaincre que, dans les villes et les campagnes, une poignée d'éléments réactionnaires leur était restée fidèle, tandis que tout le peuple laborieux était avec nous.

Le 29 Novembre 1945, la représentation populaire, à l'Assemblée Constituante, proclamait la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, et par cette décision abolissait en Yougoslavie la monarchie, avec Pierre II Karadjordjevitch et toute la dynastie des Karadjordjevitch (applaudissements).

Par le vote de la Constitution de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, l'édifice d'Etat était définitivement achevé et les conditions créées pour la totale transformation économique de notre pays.

Camarades,

La Constitution, votée par l'Assemblée Constituante, le 31 Janvier 1946, sanctionnait les acquisitions de notre lutte de Libération, les droits nationaux de tous nos peuples et les droits véritablement démocratiques de nos citoyens.

Prenons seulement l'article 1 de la Constitution :

« La République Fédérative Populaire de Yougoslavie est un Etat fédéral populaire, à forme républicaine, une communauté de peuples égaux en droits qui, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris celui de sécession, ont exprimé leur volonté de vivre unis dans l'Etat fédéral ».

Voilà comment a été résolue et légalisée chez nous la question de l'égalité entre les peuples. Et ce principe est intégralement appliqué en pratique.

En outre, comment la question du pouvoir a-t-elle été résolue dans la Constitution et dans la pratique ? Dans l'article 6 il est dit :

« Dans la République Fédérative Populaire de Yougoslavie tout le pouvoir émane du peuple et appartient au peuple.

« Le peuple exerce son pouvoir par l'intermédiaire des organes représentatifs du pouvoir d'Etat, élus librement, des comités populaires qui, depuis les comités populaires locaux jusqu'aux assemblées des Républiques populaires et l'Assemblée Populaire de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, ont pris naissance et se sont développés dans la lutte de Libération nationale contre le fascisme et la réaction, et qui représentent les acquisitions fondamentales de cette lutte ».

— 142 —

Par conséquent, la Constitution n'a fait que consacrer, c'est-à-dire légaliser ce qui avait déjà été conquis au cours de la guerre, c'est-à-dire le pouvoir du peuple, le pouvoir de la démocratie véritablement populaire. C'est en même temps l'une des conditions les plus importantes pour le développement ultérieur de notre pays dans la voie du socialisme. Ce développement est allé si loin déjà, qu'à la première occasion notre Constitution elle-même devra être partiellement modifiée, principalement le chapitre 4 concernant l'organisation sociale et économique de notre pays. (Applaudissements.)

Une des mesures importantes, que nous fûmes obligés de prendre dès l'automne 1945, a été l'attribution de terres aux familles de combattants de la guerre de libération. La tâche fut difficile, car à cette époque les communications étaient détruites. Nous dûmes faire passer 60.000 familles de ces combattants de la Bosnie-Herzégovine, de la Lika, du Kordun, de la Dalmatie, du Monténégro, du Zagorje, de la Serbie, de la Slovénie, etc., dans la Voïvodine, la Batchka et la Slavonie. Ce fut un travail exigeant les plus grands efforts du nouvel appareil d'Etat, des membres du Parti et du Front. Plus de 450.000 hectares de terre furent donnés par l'Etat à ces colons, avec les maisons d'habitations et le bétail. Et qui plus est, nous dûmes leur fournir les semences et les aider à cultiver la terre.

La seconde tâche urgente fut la solution de la question agraire. Il fallait résoudre radicalement cette question qui, pendant les 24 années d'existence de l'ancienne Yougoslavie, avait été l'objet de spéculations de la part de tous les régimes.

Dans l'article 19 de notre Constitution il est dit :

« La terre appartient à ceux qui la cultivent. La loi détermine si une institution ou une personne, ne cultivant pas la terre, peut en posséder, et combien. En aucun cas il ne peut y avoir de grandes propriétés foncières privées. Le maximum de propriété foncière privée est fixé par la loi. L'Etat protège et soutient particulièrement le paysan pauvre et le paysan moyen, par sa politique économique générale, par des crédits à taux bas et par le système fiscal ».

Les lois relatives à ces problèmes sont la preuve que nous avons agi conformément à notre Constitution. C'est ainsi que la Loi sur la réforme agraire a radicalement résolu cette question. On a non seulement pris toute la terre des grands propriétaires, pour la donner aux paysans ou pour en faire des domaines d'Etat, mais on a pris aux paysans riches toutes les terres au-dessus d'un maximum de 30 hectares, pour les distribuer aux paysans pauvres. De même on a confisqué les terres des églises, ne laissant à chacune d'elles qu'un maximum de 10 hectares, mais partout les paysans ont encore rogné cette part.

— 143 —

Ainsi un premier coup très dur était porté aux éléments capitalistes de la campagne — aux paysans riches, tandis qu'on venait en aide aux paysans pauvres. C'est donc une preuve très forte que, chez nous, on rend impossible l'accroissement du capitalisme même à la campagne, et qu'il est constamment refoulé, par différentes mesures au profit des paysans pauvres et moyens. Il va sans dire que chez nous pas un communiste, ni même une grande partie des membres du Front Populaire, ne nourrissent l'illusion que nous ayons ainsi totalement écarté le danger du renforcement des éléments capitalistes à la campagne. Non, à ce sujet, nous avons déjà acquis une assez grande expérience dans la pratique de l'application de différentes mesures, comme les rachats de blé, de laine, qui ont provoqué la résistance des paysans riches.

Voilà ce que dit Lénine à ce sujet : « L'économie paysanne continua à être une production de marchandises. Nous avons là une large base capitaliste, illimitée, avec de profondes racines. Sur cette base, le capitalisme se conserve et se renouvelle dans la plus violente des luttes contre le communisme. Les formes de cette lutte sont la fraude et la spéculation contre l'achat du blé et autres produits par l'Etat et, en général, contre la répartition des denrées par l'Etat ».

Ces mots ne peuvent-ils pas s'appliquer entièrement à nous ? Oui, ils le peuvent, car, jusqu'à présent, ils se sont avérés parfaitement exacts pour décrire la situation qui règne dans nos campagnes. Et c'est justement parce que nous savions tout cela, l'ayant appris de Lénine, que nous avons tout fait et ferons tout aussi à l'avenir, pour empêcher ces éléments capitalistes de la campagne, fraudeurs et spéculateurs, d'entraver les diverses mesures de l'Etat, de gêner le raffermissement du secteur socialiste à la campagne, et de menacer l'édification du socialisme dans notre pays.

La troisième grande mesure, d'une très haute importance, prise par nous, a été la nationalisation de toutes les mines, usines et entreprises, de tous les moyens de transports, etc. Et récemment, tout ce qui n'était pas tombé sous le coup de la première loi sur la nationalisation a été nationalisé, c'est-à-dire : le reste des entreprises industrielles, toutes les imprimeries, les grands magasins et les cavés, les hôtels, les sanatoriums, etc. Ainsi, non seulement les moyens de production se trouvent entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du peuple, et sont devenus la propriété du peuple, mais aussi toutes les entreprises essentielles qui satisfont aux besoins du peuple et qui, jusqu'à présent, étaient une source d'enrichissement des particuliers capitalistes.

Cette nationalisation radicale et le passage des moyens de production aux mains du peuple, nous ont permis de passer à l'économie

— 144 —

planifiée et d'établir le Plan quinquennal d'industrialisation et d'électrification de notre pays. Cela nous a permis de passer, en 1947, à la réalisation de ce Plan, qui transformera notre pays, le rendra heureux et riche.

Nous avons déjà posé les fondements nécessaires à l'édification du socialisme dans notre pays. Voyons, encore une fois, ce qu'ils sont :

1. — Le pouvoir de l'Etat qui a remplacé l'ancien pouvoir bourgeois est un véritable pouvoir populaire, depuis les plus petits Comités de villages jusqu'aux organes suprêmes de l'Etat — l'Assemblée fédérale et les Assemblées républicaines, le Gouvernement Fédéral et les gouvernements républicains. Ce pouvoir est l'expression de la volonté du peuple, car ses organes sont, de la base au sommet, élus par le peuple, et celui-ci peut les relever de leurs fonctions, s'ils n'agissent pas dans son intérêt.

2. — L'Armée est une armée complètement neuve, une armée populaire, dont la tâche est d'assurer le développement pacifique du pays, de sauvegarder les acquisitions populaires, conquises dans la guerre de libération.

3. — La Sécurité de l'Etat, la milice, l'« Oudba », etc., sont les organes du pouvoir populaire, dont la tâche est de veiller, avec vigilance, à la sécurité du pays et des citoyens, et, spécialement, de lutter contre toutes les tentatives ayant pour objet de troubler le développement pacifique et l'effort de nos peuples dans l'édification du socialisme dans notre pays. Ces organes ont également pour tâche d'empêcher nos ennemis, quels qu'ils soient, de nuire de quelque façon que ce soit à notre pays.

Nous avons donc un appareil d'Etat complètement neuf, condition essentielle d'un développement vers le socialisme, c'est-à-dire que les conditions politiques nécessaires à ce développement sont créées.

4. — Une nationalisation radicale a été effectuée, de sorte que les moyens vitaux de production sont passés aux mains du peuple, c'est-à-dire aux mains de ceux qui travaillent.

Ainsi, les conditions matérielles essentielles, c'est-à-dire les conditions économiques de l'édification du socialisme dans notre pays sont créées.

5. — Dans la lutte commune contre l'occupant et les représentants de l'ancien ordre social en Yougoslavie, de même qu'après la guerre dans d'innombrables actions, une unité de vues a été réalisée sur toutes les questions fondamentales, au sein de l'énorme majorité du peuple réuni dans le Front populaire.

— 145 —

Par conséquent, l'édification du socialisme dans notre pays est la cause de l'énorme majorité du peuple, réuni dans le Front populaire, la classe ouvrière en tête, et sous la direction du Parti communiste de Yougoslavie.

Camarades,

De cette façon le Parti communiste de Yougoslavie a accompli après la Libération une seconde tâche très importante et très difficile, qui découlait de sa première tâche, à savoir : l'organisation de la Yougoslavie nouvelle en tant qu'Etat, en tant qu'Etat du type nouveau de démocratie véritablement populaire, se basant sur le principe fédéral, avec l'égalité complète de tous les peuples de Yougoslavie.

Il a fallu alors, procéder sans tarder à l'exécution de la troisième tâche, elle aussi très difficile — la reconstruction du pays. Notre Parti a pu procéder à la réalisation de cette tâche avec la conviction de réussir, grâce exclusivement à l'existence de cette force organisée dans notre pays, qui s'appelle le Front Populaire de Yougoslavie. Sans le Front Populaire, dans lequel entre toute la classe ouvrière, comme force dirigeante, dans lequel se trouve, dans son énorme majorité, notre paysannerie laborieuse, dans lequel se trouvent notre jeunesse, nos femmes, nos intellectuels honnêtes et les citoyens patriotes, nous n'aurions jamais pu, dans un laps de temps aussi court, rétablir nos communications, édifier et rénover nos villages détruits, relever partiellement nos villes, rénover et mettre en mouvement nos usines et autres entreprises (tâches dans l'exécution desquelles nos ouvriers ont donné de magnifiques exemples d'héroïsme de travail). Sans le Front Populaire nous n'aurions pas pu tout de suite, dans les premières années, ensemercer nos champs et assurer l'alimentation de la population, etc.

Dans cette œuvre grandiose et difficile se sont manifestées, tout comme au cours de la guerre, toute la ténacité et l'énergie de nos peuples : de nos ouvriers, de notre glorieuse jeunesse, de nos femmes, de nos intellectuels honnêtes, de nos paysans et paysannes, tous rassemblés dans le Front Populaire de Yougoslavie, tous avec des aspirations communes et dans des actions communes.

C'est avec une rapidité inouïe que des ponts et des voies ferrées ont été construits, et les communications, sans lesquelles aucune entreprise d'importance n'est possible, rétablies. Les mains expertes des ouvriers et des spécialistes, ont eu vite fait de reconstruire les usines et de les mettre en marche, assurant ainsi à notre peuple des villes et de la campagne, les produits de première nécessité. Avec

— 146 —

une rapidité sans précédent, les villages détruits et incendiés ont été reconstruits, les villes déblayées, les maisons élevées; les communications fluviales et maritimes ont été rétablies, et nos campagnes cultivées jusqu'au dernier pouce de terre. Mais à cet élan créateur formidable il fallait des tâches toujours nouvelles et toujours plus grandes. Notre héroïque jeunesse a demandé et reçu pour mission l'édification des voies ferrées Brcko-Banovici et Samac-Sarajevo. Elle a mené à bien ces deux énormes entreprises, dans un laps de temps incroyablement court. C'étaient là les premiers cadeaux inestimables à notre jeune République — à la Yougoslavie nouvelle. Nos hommes ont demandé et ont exécuté avec un grand enthousiasme non seulement le travail de reconstruction mais aussi des œuvres nouvelles.

C'est cet élan créateur de nos hommes, de nos ouvriers, de notre jeunesse, de nos paysans du Front Populaire, de nos intellectuels honnêtes, qui nous a fait décider d'entreprendre, au cours de la reconstruction même, cette œuvre immense qu'est la réalisation du Plan quinquennal d'industrialisation et d'électrification de notre pays. La preuve est faite que nous ne nous sommes pas trompés quand nous avons cru qu'il était possible de procéder, deux années seulement après la guerre à la réalisation de cette vaste entreprise. D'après les résultats, au cours de la première année du Plan quinquennal, la preuve est faite que l'énergie de nos peuples est inépuisable, qu'ils sont conscients de l'importance exceptionnelle de cette entreprise pour le développement de notre pays. Nos ouvriers ont, en l'espace de trois années, fortement augmenté la production et diminué ses frais. Notre jeunesse a doté l'Etat de plusieurs établissements précieux, entre autres de l'usine de machines-outils lourds de Zeleznik. Aujourd'hui, elle construit le Nouveau Belgrade, elle construit l'autostrade et s'attaque à d'autres grands travaux. Les membres du Front Populaire prennent toujours de nouveaux engagements de travail, construisent coopératives, routes, maisons d'habitation, et exécutent une foule d'autres travaux très importants, au profit de la communauté.

Camarades, je n'ai fait qu'effleurer le problème des résultats obtenus dans le domaine économique, car c'est le sujet des rapports d'autres camarades. Je désire seulement souligner que chez nous, il n'y a aucune raison d'être pessimiste quant aux possibilités de réalisation du Plan quinquennal. (Applaudissements enthousiastes.) Je veux souligner que nous ne nous sommes pas trompés quand nous avons décidé d'édifier le socialisme dans notre pays, car sa réalisation est possible. Les résultats obtenus dans tous les domaines le confirment.

— 147 —

Ainsi, devant ce puissant élan créateur de nos peuples, avec les sources de richesses non utilisées de notre pays, nous avons décidé de procéder, avec la conviction profonde que nous réussirons, à l'édification du socialisme dans notre pays. C'est notre quatrième tâche, et la plus grande, dont la réalisation doit rendre la vie des peuples de Yougoslavie plus heureuse, plus aisée et leur culture beaucoup plus élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Camarades,

A la fin de mon rapport je considère qu'il est nécessaire de m'arrêter, ne serait-ce que brièvement, sur la résolution du Bureau d'Information, sur les accusations monstrueuses portées contre notre Parti et ses dirigeants, ainsi que sur la campagne effrénée et les insultes faites à notre pays, venant de divers côtés, et précisément de la part de ceux dont on pouvait le moins les attendre.

De quoi, tout d'un coup, notre Parti et ses dirigeants se sont-ils rendus coupables pour que de telles accusations mensongères soient portées contre eux, accusations que non seulement chaque membre de notre Parti, mais aussi chacun de nos citoyens reconnaît comme mensongères ? De quoi, tout d'un coup notre pays s'est-il rendu coupable pour qu'une campagne aussi acharnée soit menée contre lui ? Voyons ce dont il s'agit ! Existe-t-il la moindre raison réelle pour prendre une telle attitude envers notre Parti et ses dirigeants, envers notre pays et ses peuples ? Est-il possible qu'à cause des accusations contenues dans la résolution du Bureau d'Information, même si elles étaient vraies, des calomnies aussi effroyables soient répandues contre notre pays et nos peuples, précisément par les pays avec lesquels nous avons non seulement des rapports normaux, mais des rapports d'alliance, des rapports d'amitié ?

Cette attaque, camarades, n'est pas seulement menée contre les dirigeants de notre Parti. C'est une attaque contre l'unité de notre Parti, c'est une attaque contre l'unité de nos peuples, unité obtenue au prix du sang. C'est l'invitation, faite à tous les éléments destructifs de démolir tout ce que nous avons bâti jusqu'à présent pour le bonheur de nos peuples; c'est une invitation à la guerre civile dans notre pays, c'est une invitation à la destruction de notre pays.

Nous considérons que l'accusation la plus grave dans cette résolution est celle qui prétend que nous avons tourné le dos à l'Union Soviétique et aux pays de démocratie populaire, que nous sommes des nationalistes et non des internationalistes, que nous avons renoncé à la science marxiste-léniniste. Je ne vais répondre qu'à ces trois accusations.

— 148 —

Premièrement, dans notre politique extérieure d'après guerre, nous avons fait preuve à toute occasion d'un accord complet avec la politique extérieure de l'Union Soviétique, parce que cette politique répondait et répond toujours aux intérêts de notre pays, aux intérêts de la paix. Notre attitude à cet égard est connue de tout le monde, car tout cela a été écrit ou exprimé dans de nombreux discours, aussi bien dans les conférences internationales que dans notre pays. Notre attitude à cet égard, c'est-à-dire la fidélité et la solidarité dans les questions de politique extérieure avec l'Union Soviétique et les autres pays de démocratie populaire, ne s'exprimait pas seulement en paroles, mais aussi en actes — ce qui est parfaitement connu non seulement de nos citoyens, mais aussi de nos amis et de nos ennemis à travers le monde (Applaudissements enthousiastes et prolongés).

La première mesure du Comité Central du Parti communiste de Yougoslavie et de notre gouvernement, après la Libération de notre pays, relativement à la politique extérieure, consista justement à lier le plus étroitement possible la Yougoslavie, tant sur le plan économique que sur le plan politique et culturel, à l'Union Soviétique et aux pays de démocratie populaire. La conclusion de traités d'amitié et d'assistance mutuelle, la collaboration générale et la conclusion d'accords économiques et autres sont le résultat de notre propre initiative, personne ne nous y a forcé. Nous avons considéré que c'était la voie la plus juste pour le développement pacifique de notre pays, pour le renforcement et le maintien de la paix dans le monde, et aussi, pour l'affermissement de la démocratie dans les autres pays — à savoir la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie. En ce qui concerne l'Albanie, nous avons conclu avec elle un traité d'assistance mutuelle, d'amitié et de collaboration générale, justement pour l'aider à sauvegarder son indépendance. Nous avons conclu avec elle des accords d'ordre économique, qui, dans l'ensemble, étaient défavorables à la Yougoslavie, mais nous les avons conclus parce que nous désirions que l'Albanie ne puisse plus jamais devenir l'instrument, l'objet de tentatives d'exploitation et de menaces pour son indépendance. Donc, nous lui avons donné toute l'aide possible, quand celle-ci a été le plus nécessaire, et cela depuis les premiers jours de l'après-guerre jusqu'à présent.

Nous sommes jusqu'à ce jour restés fidèles à tous les engagements pris envers les Etats de démocratie populaire. Mais, d'autre part, nous avons souligné la nécessité d'une collaboration avec les autres pays, car nous considérons que c'était encore une contribution au renforcement de la paix dans le monde; parce que nous

— 149 —

considérations que cela aussi servait les intérêts de la Yougoslavie, qui a tellement souffert au cours de la grande Guerre de Libération. Mais, cela n'a jamais dépassé les bornes d'une stricte observance de nos principes de fidélité au marxisme et de fidélité à nos amis — à l'U.R.S.S. et aux pays de démocratie populaire. Je dois encore ajouter que c'est justement nous, Yougoslaves, qui avons été le plus calomniés et le plus attaqués par toute la réaction internationale à cause de notre attitude inébranlable en politique extérieure, attitude en tous points conforme avec la politique extérieure des pays de démocratie populaire et de l'U.R.S.S. Notre attitude à cet égard n'est pas seulement connue de tous nos citoyens, elle est connue de tout le monde. Par conséquent, c'est une injustice terrible que l'on fait à nous et à notre pays, en nous accusant, aujourd'hui, de nous séparer du front de la démocratie.

Ensuite, il faudrait que ceux qui nous attaquent aujourd'hui, c'est-à-dire les dirigeants des Partis communistes des pays précisément que nous avons le plus aidés, aient au moins l'honnêteté de ne pas inventer des calomnies effroyables, comme, par exemple, que nous sommes des nationalistes, c'est-à-dire que nous ne sommes plus des internationalistes. Est-ce du nationalisme que notre renoncement aux 25 millions de dollars de réparations dûs par la République sœur de Bulgarie, que le renoncement à la récupération de la majorité des biens du peuple que les fascistes bulgares ont pillés en Yougoslavie. La main fraternelle tendue au peuple de Bulgarie, passant l'éponge sur le passé, est-ce un geste nationaliste ? Non, personne au monde ne pourra dire que c'est du nationalisme. C'est quelque chose d'absolument différent, de profondément international, humain, désintéressé jusqu'au renoncement, avec le désir que ce sacrifice matériel de la part des peuples yougoslaves éprouvés par la guerre, soit la preuve qu'ils ont oublié tous les maux que la Bulgarie leur avait causés dans le passé, et que non seulement ils tendent une main fraternelle, mais offrent une aide matérielle au peuple frère de Bulgarie. C'est à une telle politique de fraternité et de pardon que se sont engagés auprès de nos peuples, les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie, que les dirigeants du Parti communiste bulgare calomnient aujourd'hui si honteusement et qu'ils couvrent de boue. (Approbatons enthousiastes).

Ensuite, tout le monde sait qu'en 1946 nous avons eu une grande sécheresse et une moisson médiocre, et que malgré cela nous avons immédiatement répondu à la demande des camarades roumains et leur avons donné 2.000 wagons de blé, alors que le peuple roumain mourrait de faim et que chez nous aussi il y avait des difficultés dans le ravitaillement de la population. Nous n'avons posé aucune condition, nous n'avons pas fixé de date, nous avons

— 150 —

attendu deux années que la récolte soit bonne chez eux, et qu'ils nous rendent ce blé. Les dirigeants de notre Parti, c'est-à-dire notre gouvernement, a donné ce blé au détriment de nos travailleurs. Mais nos travailleurs l'ont donné volontairement à ceux qui en avaient davantage besoin. Est-ce du nationalisme ? Non, c'est de l'internationalisme en pratique, et pas seulement en paroles (Approbations prolongées). Nous avons agi de même envers la Pologne en 1947, et envers la Tchécoslovaquie, à qui nous avons donné plus de 15.000 wagons de blé, bien que nos peuples souffraient presque de la faim cette année encore. Nous les avons donnés parce qu'ils nous en ont prié, parce qu'ils étaient dans une situation encore plus difficile que la nôtre. Et que font aujourd'hui les représentants de ces pays à la séance du Bureau d'Information, en signant la résolution dans laquelle ils nous reprochent, d'une manière pharisenne, d'appliquer une mauvaise politique de ravitaillement de notre population ? Ils parlent d'un impôt sur le blé, etc., ce qui est simplement tromper les gens à l'étranger, car chez nous tout le monde sait que dans notre pays il n'existe pas d'impôt sur le blé, qu'il n'a jamais existé. Ils utilisent diverses difficultés découlant de la destruction de notre pays pendant la guerre pour calomnier notre Parti et le Comité central du Parti. Ces sinistres ne veulent pas voir que nous n'avons pas pu, dans une période aussi courte, c'est-à-dire dans une période de trois années après la guerre, surmonter toutes les difficultés. Ils en ont encore moins surmontés, eux (Rires, approbation et acclamations « Tito héros ! »), bien que leurs difficultés soient moindres que les nôtres. Et cependant, ils inventent avec malveillance des choses sans fondement. Ils oublient le fait qu'en 1921-22, les dirigeants de l'Union Soviétique, avec Lénine à leur tête, ont dû introduire la NEP, c'est-à-dire la nouvelle politique économique, entre autre, par suite des difficultés concernant le ravitaillement de la population en denrées alimentaires dans l'Union Soviétique, et qu'en 1929 encore il y a eu des difficultés à ce sujet en Union Soviétique. Et pourquoi soudain, ne reconnaît-on pas que nos difficultés, aussi, sont compréhensibles ? N'est-ce pas déloyal au plus haut degré de la part de tous les signataires d'une pareille résolution ? Est-ce que, d'autre part, l'aide que nous leur avons donnée quand, nous aussi, nous nous trouvions dans une situation difficile, n'est pas de l'internationalisme, de l'internationalisme en pratique, à l'œuvre, et non théorique, non en paroles ? Est-ce que ceux qui nous attaquent aujourd'hui injustement, ne pensent pas qu'ils seront obligés un jour de rougir quand leurs hommes leur demanderont pourquoi ils n'ont pas dit la vérité ? (Vives approbations).

Pour eux c'est être nationalistes que d'être fiers de nos sacrifices, consentis pendant la guerre, que d'être fiers de nos suc-

— 151 —

cès dans l'édification du pays, fiers de nos ouvriers, de notre jeunesse, de notre Front Populaire, de tout ce qui fait vraiment l'admiration de tout homme honnête. C'est cela qu'ils traitent de nationalisme. Non, ce n'est pas nationalisme ! C'est une réalité indéniable, que personne ne peut contester et dont nous pouvons vraiment être fiers. Est-ce que nous pouvons renoncer à tout, et dire qu'il est vrai que nous sommes des nationalistes, seulement parce que cela est mentionné dans la résolution du Bureau d'Information ? Il est compréhensible que nous ne puissions pas reconnaître que les faits, qui disent le contraire, ne sont pas des faits, et que la réalité est ce qui est écrit dans la résolution. Nous ne pouvons pas le reconnaître uniquement parce que c'est écrit et signé dans la résolution du Bureau d'Information. Ces signataires n'ont guère tenu compte de la vérité objective. Et ils savent très bien en quoi consiste la vérité objective, et la vérité subjective. Ils considèrent comme marxiste-léniniste leur attitude non seulement envers le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, mais encore envers la Yougoslavie en général, c'est-à-dire envers les faits qui démontrent la vérité objective. Bien au contraire : ce n'est pas du marxisme-léninisme ! (Vives approbations). Le moins que l'on puisse dire en vérité est que cette attitude envers notre Parti et notre pays n'est ni loyale ni objective. C'est le résultat d'une grave erreur. Et tout se propage maintenant dans des proportions monstreuses, pour anéantir de cette façon la renommée de notre Parti et de ses dirigeants, pour faire pâlir de cette façon la gloire que les peuples de Yougoslavie ont acquise dans leur lutte héroïque, pour fouler aux pieds la grande œuvre que nos peuples ont réalisée au prix d'innombrables victimes et de ruisseaux de sang, pour briser l'unité de notre Parti, garantie de la réussite de l'édification du socialisme dans notre pays et de la réalisation d'une vie plus heureuse de nos peuples (Cris d'indignation). Camarades, je n'ai pas l'intention de prolonger ici cette polémique avec la résolution du Bureau d'Information, qui est pleine de contre-vérités. Toute cela est connu de tous nos concitoyens, car tout homme chez nous sait ce qui est et ce qui n'est pas la vérité. Tout homme dans notre pays sait que chez nous le capitalisme ne croît pas mais, au contraire, que c'est le socialisme qui s'édifie, et à un rythme assez rapide. Chacun, non seulement chez nous, mais aussi en dehors de notre pays, sait que nous avons obtenus, dans la période d'après guerre, d'énormes succès dans l'édification de notre pays. Chaque membre de notre Parti, et pas seulement chaque membre du Parti mais tout citoyen de notre pays, sait que notre Parti est légal, et que cette légalité, il l'a acquise, les armes à la main dans la grande guerre de Libération contre l'occupant et contre ceux qui, en 1921, l'avaient rejeté dans l'illégalité.

— 152 —

Camarades, chacun a pu facilement remarquer les contradictions de la résolution du Bureau d'Information. On nous accuse d'une part d'être des opportunistes, de tolérer la croissance du capitalisme à la campagne, de considérer les paysans, pris comme un tout, en totalité, comme le facteur principal de l'édification du socialisme, de marcher dans la ligne de la restauration du capitalisme, c'est-à-dire de transformer la Yougoslavie nouvelle en un Etat bourgeois, etc.; et, d'autre part, on nous accuse de faire pression sur les paysans et de leur donner des ordres — comme l'écrivent actuellement certains de ces grands marxistes. En un mot, ils inventent toutes sortes de choses, uniquement pour augmenter la confusion dans leurs peuples puisqu'ils ne peuvent pas les convaincre de la vérité de ces accusations mal fondées. On soutient aussi que nous édifions le socialisme trop vite, que nous faisons les lois et les décrets en hâte, etc. Donc, ils nous reprochent en fin de compte ce que nous ont déjà reproché Milan Grol et toute la réaction, dans notre pays et en dehors de notre pays (Approbations).

L'étonnant dans cette résolution, c'est qu'on nous reproche d'avoir caché devant nos masses la critique faite par le Parti communiste (Bolchévik) de l'U.R.S.S. à nos dirigeants, qu'on nous impute d'avoir eu peur des masses. Non, nous n'avons pas eu peur de la publier à cause de nous, mais nous avons eu peur qu'elle ne provoquât encore plus d'exaspération contre ceux qui nous avaient injustement accusés. Et puis, les signataires de la résolution savent très bien que nous n'avons pas pu publier la lettre reçue du Comité central du Parti communiste (Bolchévik) de l'U.R.S.S., sur laquelle il avait été écrit « strictement confidentiel ». Et cependant, ces signataires nous en font maintenant un péché.

Camarades, si ceux qui nous accusent de la sorte ont eu pour but de nous diffamer devant le prolétariat des autres pays, de salir notre pays, nos dirigeants et notre Parti, ils n'ont réussi que partiellement et pas pour longtemps. La vérité doit vaincre, car cette vérité consiste en des faits incontestables qui ne pourront pas longtemps être cachés au prolétariat des autres pays. (Vives approbations et exclamations : « Tito-le Parti ! »). Et d'ailleurs, la majorité de ceux qui ont pris part à la rédaction des accusations contenues dans cette résolution, représentent les pays qui dans leur développement après la guerre restent bien loin derrière la Yougoslavie. Ne serait-il pas plus sage que ces critiques se critiquent eux-mêmes et critiquent leur activité, car il y a chez eux des manquements et des fautes de toutes sortes en surabondance (Rires). Mais, peut-être est-ce justement à cause de cela qu'il leur a fallu salir nos dirigeants, notre Parti et notre pays ?

— 153 —

Camarades, de tous côtés on essaie maintenant de nous apprendre l'alphabet du Marxisme-Léninisme. Mais ces maîtres d'école enfoncent les portes ouvertes. Ils tirent des citations des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, sans tenir compte que, depuis longtemps déjà, nous mettons ces citations en pratique. (Vives approbations.) Les assistants se lèvent et s'exclament : « Tito héros ! ». Ils nous contestent maintenant le titre de marxistes, de léninistes. Sur quelle science, donc, nous sommes-nous fondés pour réaliser d'ausi grands résultats ? Est-ce qu'en 1941, nous nous sommes trouvés aux côtés de l'Union Soviétique, dans la lutte à la vie et à la mort, en nous basant sur la conception trotskiste, ou bien à cause de la fidélité au marxisme-léninisme. (Vives approbations et exclamations : « Tito le Parti ! », c'est-à-dire à la théorie qui s'est réalisée et se réalise en pratique en U.R.S.S., sous la direction du Camarades Staline ? La logique montre que nous sommes entrés dans la lutte parce que nous avons été des marxistes-léninistes non seulement en paroles, mais en pratique. (Vives approbations).

Le rôle considérable du Parti Communiste de Yougoslavie dans la guerre de Libération, et sa façon de maîtriser avec succès toutes les difficultés, proviennent du fait que nous avons suivi l'enseignement du marxisme-léninisme, et que dans les situations les plus difficiles, nous avons su nous orienter conformément à ces enseignements. Créer l'unité d'un Parti comme le nôtre, d'un Parti aussi glorieux que le nôtre, résoudre la question nationale comme nous l'avons résolue, créer une unité et une telle fraternité des peuples, comme nous les avons créées en Yougoslavie, mener la guerre de Libération dans des conditions les plus difficiles jusqu'à la victoire finale et édifier tout ce que nous avons édifié après la guerre, procéder à l'édification du socialisme — tout ceci n'a pu être fait que par un peuple conduit par un Parti à toute épreuve comme le nôtre, n'a pu être fait que par un Parti qui connaît les lois du développement social et qui est guidé par les préceptes du marxisme-léninisme. (Approbations et acclamations : « Tito-le-Parti ! »).

Lorsqu'on conteste, après tout ce que nous avons fait, vraiment fait, que, dans un certain sens, nous avons suivi des voies nouvelles pour réaliser tout cela, cela signifie qu'on proclame que le marxisme-léninisme est un dogme, quelque chose qui n'est plus soumis au développement, quelque nouvelles que soient les conditions qui surviennent. Ce n'est pas de la dialectique; et nous nous en sommes tenu justement au précepte de Lénine qui dit, en citant Engels : « Notre enseignement — disait Engels en parlant de lui-même et de son illustre camarade (de Marx — remarque de Tito) — n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. » Lénine dit ensuite :

— 154 —

« Cette formule classique souligne avec force, de façon saisissante, cet aspect du marxisme que l'on perd de vue à tout instant. Et en le perdant de vue, nous faisons du marxisme une chose unilatérale, difforme, morte. Nous le vidons de sa quintessence, nous sapons sa base théorique fondamentale, la dialectique, la doctrine de l'évolution historique multiforme et pleine de contradictions, nous affaiblissons ses liens avec les problèmes pratiques précis de l'époque susceptibles de se modifier à chaque tournant de l'histoire... » Et plus loin, Lénine dit : « Précisément de nos jours, parmi ceux qu'intéressent les destinées du marxisme en Russie, on rencontre très souvent des gens qui perdent de vue cet aspect du marxisme. Et cependant, il est évident pour tous, qu'en ces dernières années la Russie a traversé de brusques tournants qui modifiaient avec une rapidité vraiment étonnante la situation, la situation sociale et politique qui détermine d'une manière directe et immédiate les conditions de l'action, et, par conséquent, les tâches de cette action... Précisément parce que le marxisme n'est pas un dogme mort, ni une doctrine achevée, toute prête, immuable, mais un guide vivant pour l'action, il ne pouvait manquer de refléter le changement, singulièrement rapide des conditions de la vie sociale... » (Lénine, livre XV, De certaines particularités du développement historique du marxisme).

C'est ainsi qu'a parlé et enseigné Lénine, et on veut nous forcer, sur notre voie d'édification du socialisme, à nous en tenir à certaines formules toutes faites.

Camarades, lorsqu'il s'agit de savoir si, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de fautes dans l'activité de notre Parti, personne, bien entendu, dans notre Parti ne soutiendra qu'il n'y en pas eu. Tout le monde sait que nous relevons sans pitié nos fautes, non seulement devant le Parti, mais publiquement, devant tout le peuple de notre pays. Nous n'avons jamais eu honte de reconnaître nos fautes. Il y en a eu, il y en a encore, et il y en aura toujours. Mais nous travaillons, et nous devons travailler, à ce qu'il y en ait le moins possible. Tous les jours nous découvrons des fautes et nous nous efforçons de les réparer. Nous les réparons quelquefois très vite, quelquefois lentement. Mais ce sont là des fautes d'un tout autre caractère que celles que l'on veut nous imputer. Nos fautes, nous pouvons les voir nous-mêmes. Les membres de notre Parti et nos larges masses populaires peuvent les voir, car ces fautes sont liées à notre réalité quotidienne. Souvent, elles nous font grand tort, quand nous ne les découvrons pas à temps. Mais quel Parti est immunisé contre les fautes ? Il n'y a pas de Parti, il n'y a pas d'homme qui travaille, qui ne soit pas sujet à errer. (Approbations.)

L'on nous reproche de n'avoir ni critique, ni auto-critique. C'est

— 155 —

ignorer la situation chez nous. Que ces critiques, ces signataires de la résolution lisent n'importe lequel de nos discours ou articles, et ils verront immédiatement qu'ils ont mal visé dans leurs accusations. C'est justement parce que nous savons quelle importance a la critique et l'auto-critique pour un parti révolutionnaire que nous avons réussi à créer un Parti aussi monolithique que le nôtre. C'est justement pour cela que notre Parti a pu surmonter toutes les difficultés et obtenir dans son activité les plus grands résultats, après le Parti Communiste (Bolchevik) de l'U.R.S.S.

Camarades, avec les accusations fausses de la résolution du Bureau d'Information et après la campagne de calomnies qui est dirigée à l'étranger contre notre Parti et notre pays en général, notre Parti est soumis à une dure épreuve, la plus dure de toute son histoire. Aucun autre Parti Communiste, à l'exception du Parti Communiste (Bolchévik) de l'U.R.S.S., ne pourrait supporter de tels coups sans s'écrouler immédiatement comme un jeu de cartes (Approbations et applaudissements). Bien entendu, cette grande épreuve forcera à montrer leur vrai visage à tous ceux, dans notre Parti, dont la place n'est pas dans un Parti Communiste aussi éprouvé que l'est le nôtre. Ce sont les exceptions, les hésitants, les éléments malsains et hostiles, qui se cachaient jusqu'à présent dans le Parti, comme l'étaient, par exemple, Jouyovitch et Hebrang. Ceux-là, habituellement lèvent la tête dans les jours les plus difficiles pour le Parti et, de diverses manières, attaquent ouvertement le Parti, s'imaginant que leur heure est arrivée. De tels hommes tombent et tomberont inévitablement du char de la Révolution, car ils sont nuisibles non seulement à notre Parti et notre pays, mais aussi au développement ultérieur du socialisme en général. Et en cela nous resterons impitoyables et conséquents, comme nous l'avons appris de Lénine et de Staline. (Approbations et applaudissements).

Camarades, dans ce rapport assez long, je me suis appliqué à donner à nos jeunes cadres, le moyen de connaître le développement et l'activité du Parti Communiste de Yougoslavie, de connaître ses côtés faibles et ses côtés positifs. Si j'y ai réussi, et si j'ai réussi, notamment, à montrer quel fut le rôle considérable de l'unité de notre Parti, combien nous lui sommes redevables pour les succès obtenus, alors j'aurai grandement réussi, car seuls l'anéantissement des fractions et la création d'une unité indéfectible a permis à notre Parti de devenir réellement l'avant-garde de la classe ouvrière, de se placer, en 1941, à la tête des peuples de la Yougoslavie occupée et de diriger la lutte, dans la guerre de Libération, jusqu'à la victoire sur les occupants et les traîtres. Cette unité a été dans le passé le gage de toutes les victoires, qui ont une importance historique en dehors des frontières de notre pays. Toutefois, cette unité n'est pas

— 156 —

une unité quelconque, pouvant exister dans les autres partis, même dans les partis fascistes. Ce n'est pas l'unité pour l'unité, en vue de la trêve de Dieu, ou d'une discipline qui est un but en soi. Non, c'est l'unité révolutionnaire d'un Parti révolutionnaire, qui permet à l'avant-garde de la classe ouvrière de remplir jusqu'au bout sa mission révolutionnaire. Par conséquent, nous devons conserver l'unité de notre Parti contre toutes les attaques, car elle est le gage de la victoire du socialisme dans notre pays. (Applaudissements prolongés et approbations.)

Aujourd'hui, de nouveau, un grand danger menace notre Parti, venant des divers éléments anti-parti camouflés, qui à l'appel du Bureau d'Information ont levé la tête pour menacer l'unité du Parti. Mais, cette fois-ci, ces éléments ne menacent pas seulement l'unité du Parti, mais aussi l'unité des peuples de notre pays. Par conséquent, ceci nous impose l'obligation d'être implacables contre toutes les tentatives de dislocation de l'unité de notre Parti et de l'unité de nos peuples. (Applaudissements.) L'unité de notre Parti est inséparable de la fraternité et de l'unité de nos peuples et, par conséquent, la responsabilité qui nous incombe, à nous, membres du Parti Communiste de Yougoslavie, en est d'autant plus grande. Aussi, camarades, soyons sans pitié pour toutes les déviations, conservons son unité et sa pureté, imprégnons-nous encore davantage de la science du marxisme-léninisme, cultivons les qualités essentielles des communistes — la critique et l'auto-critique, comme une des armes les plus fortes des communistes dans l'activité quotidienne pour la réalisation juste de la ligne du Parti !

Pour finir, camarades, je voudrais souligner que nous travaillerons de toutes nos forces à rétablir les rapports entre notre Parti et le Parti Communiste (Bolchevik) de l'U.R.S.S. Nous espérons que les camarades dirigeants du Parti Communiste (Bolchevik) de l'U.R.S.S. nous donneront la possibilité de prouver ici, sur place, tout ce qui est inexact dans la résolution. Nous considérons que c'est seulement dans ce cas et de cette façon que la vérité peut être établie. (Approbations. Tous les assistants se lèvent et acclament : « Staline - Tito ! ».)

En terminant mon rapport, je dois souligner, camarades, que le Parti Communiste de Yougoslavie a, jusqu'à présent, accompli avec honneur sa mission historique et qu'il l'accomplira, j'en suis profondément convaincu, avec honneur à l'avenir aussi, par la victoire de l'édification du socialisme dans notre pays. Il montrera à l'œuvre, par sa constance et son unité, par sa fidélité inébranlable à la doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline, qu'il ne s'est pas écarté de cette doctrine. (Les ovations nourries durent quelques minutes. Tous les assistants se lèvent et crient : « Tito - le Parti ! ».)